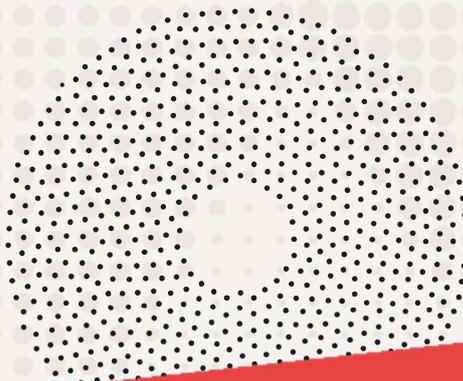


The logo of the University of Lyon 2, featuring three horizontal lines of varying lengths to the left of the text.

**UNIVERSITÉ  
LUMIÈRE  
LYON 2**

A stylized sun or light source composed of a grid of dots, with the density of dots increasing towards the center, creating a gradient effect.

# Compte Financier

## 2022

Conseil d'administration du 10 mars 2023





# Préambule

*Le décret du 7 novembre 2012, relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP), a apporté trois grandes évolutions dans l'approche de la situation financière des établissements publics :*

- *La mise en œuvre d'une **comptabilité budgétaire distincte de la comptabilité générale** :*

*Pour rappel, la comptabilité générale enregistre les opérations de dépense seulement lors de la certification du service fait par l'ordonnateur, moment qui constate la naissance d'une dette à l'égard d'un tiers, on parle alors de « droit constaté ». Ce même principe s'applique pour les recettes.*

*La comptabilité budgétaire est quant à elle impactée en deux temps : d'une part, en amont, dès l'engagement juridique de l'établissement, ce qui se traduit par l'enregistrement d'une **autorisation d'engagement (AE)** et d'autre part, en aval, lors de son règlement au fournisseur, par la constatation d'un **crédit de paiement (CP)**.*

*De façon prudentielle, l'enregistrement de la recette n'est réalisé que lors de son encaissement effectif, plus précisément lors du rapprochement de cet encaissement avec la facture prise en charge.*

- *L'**approche pluriannuelle** qui en découle :*

*Le mode d'enregistrement en comptabilité budgétaire, en séparant dans le temps le fait générateur (AE) de sa réalisation effective (CP), permet un suivi pluriannuel des dépenses. Cela offre une vision plus dynamique de l'exécution budgétaire en autorisant une reprogrammation des crédits en fonction de l'avancement des projets, tandis que jusqu'alors ce suivi ne pouvait s'opérer que par le mécanisme des reports. Cela est particulièrement sensible pour évaluer les effets des contrats pluriannuels ou des opérations de travaux.*

- Une **analyse de la soutenabilité** désormais essentiellement basée sur une logique de **trésorerie** :

S'appuyant largement sur les impacts en termes d'encaissement et de décaissement, la comptabilité budgétaire comporte donc une forte dimension trésorerie. Alors que l'appréciation de la situation financière d'un établissement portait jusqu'alors uniquement sur l'analyse d'agrégats comptables en droits constatés (résultat, CAF, variation du FR), l'examen du niveau de trésorerie au regard des engagements vient désormais très largement compléter cette approche.

**Les écarts entre comptabilité budgétaire et comptabilité générale** sont parfaitement logiques et proviennent de quatre natures d'opérations :

- Des opérations ayant donné lieu à encaissement ou décaissement mais dont le fait générateur ne se situe pas sur l'exercice et qui sont de ce fait retraitées en comptabilité générale : charges constatées d'avance ou à payer, produits constatés d'avance ou à recevoir ;
- Des opérations inscrites en comptabilité générale mais non budgétaires car ne donnant pas lieu à mouvement de trésorerie, les dotations aux amortissements et leur corollaire en recette, la quote-part de subvention reprise au résultat, les provisions et reprises sur provisions, certaines annulations de charges ou produits sur exercices antérieurs... ;
- Des opérations budgétaires et comptables ayant des faits générateurs sur des exercices différents : restes à recouvrer sur produits de l'exercice, recouvrements au titre d'exercices antérieurs, factures de l'exercice non soldées au 31 décembre ou paiement de factures de l'exercice précédent ;
- Enfin, les opérations d'investissement qui figurent dans le solde budgétaire mais pas dans le résultat comptable.

Le retraitement de ces opérations permet de passer du résultat comptable au solde budgétaire et inversement.

- **Le BI signifie le Budget Initial.** Il constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de l'établissement. Approuvé par le Conseil d'administration (CA), le budget est l'acte qui prévoit et autorise les recettes et les dépenses pour une année donnée.
- **Le BR signifie le Budget Rectificatif.** En cours d'année et en fonction de la réalisation des objectifs de recettes et de la consommation des crédits, l'établissement peut être amené à revoir les prévisions inscrites au budget primitif. Il le fait via un BR. Le BR est voté dans les mêmes formes que le budget initial. Généralement, afin d'avoir une bonne lecture des conventions et du projet pluriannuel d'investissement (PPI), un BR de reprogrammation peut être positionné en fin d'exercice et un BR de report peut avoir lieu, après la réalisation du compte financier de l'année précédente, en début d'exercice.
- **Le CF signifie le Compte Financier.** Document qui retrace l'exécution du budget de l'exercice précédent. Il rend compte du résultat de l'exercice, c'est-à-dire de l'écart entre les recettes et les dépenses, et aboutit au bilan.

# Sommaire

1.	NOTE DE PRESENTATION SYNTHETIQUE .....	6
1.1.	COMPTABILITE BUDGETAIRE : PRINCIPAUX CHIFFRES .....	6
1.1.1.	Dépense .....	6
1.1.2.	Recette .....	8
1.2.	COMPTABILITE GENERALE : PRINCIPAUX CHIFFRES .....	11
1.2.1.	Dépense .....	11
1.2.2.	Recette .....	13
2.	ANALYSE DE L'EXECUTION EN COMPTABILITE BUDGETAIRE .....	13
2.1.	DEPENSES .....	13
2.1.1.	Dépenses hors conventions (NA) - analyse globale .....	13
2.1.2.	Dépenses sur conventions (PFI) - analyse globale .....	21
2.1.3.	Dépenses de personnel - focus sur l'exécution 2022 .....	30
2.1.4.	Dépenses d'investissement - structuration des opérations .....	37
2.1.5.	Qualité de l'exécution budgétaire - bilan de l'année 2022 .....	40
2.2.	RECETTES .....	47
2.2.1.	Recette hors conventions (NA) - analyse globale .....	47
2.2.2.	Recettes sur conventions (PFI) - analyse globale .....	55
3.	INDICATEURS FINANCIERS .....	60
3.1.	SYNTHESE DES PRINCIPAUX INDICATEURS .....	60
3.2.	LE RESULTAT NET COMPTABLE .....	61
3.3.	LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (CAF) .....	62
3.4.	LE FONDS DE ROULEMENT (FDR) .....	63
3.5.	L'AUTOFINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT .....	64
3.6.	LA PART DES RESSOURCES PROPRES .....	65
3.7.	LE TAUX DE RIGIDITE DES DEPENSES .....	66
3.8.	L'EVOLUTION DU SOLDE BUDGETAIRE .....	67
3.9.	L'EVOLUTION DE LA TRESORERIE .....	67
4.	ANNEXES .....	70

---

# 1. Présentation synthétique

## 1.1. Comptabilité budgétaire : principaux chiffres

➤ Les dépenses et les recettes font l'objet d'une analyse plus détaillée en partie 2.

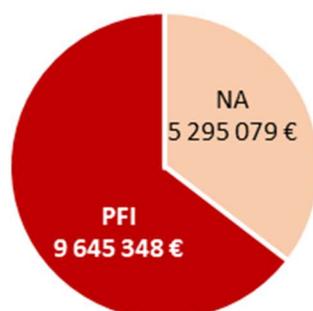
### 1.1.1. Dépense

tableau 2	CF 2019	CF 2020	CF 2021	BR2 2022	CF 2022	% exec BR2 2022	% exec BI 2022	évolution CF22 - CF21
Autorisations d'engagement (AE)	150 035 724 €	146 483 143 €	155 620 966 €	166 536 089 €	151 595 661 €	91,0%	78,9%	-2,6%
Crédits de paiement (CP)	150 130 406 €	146 436 973 €	148 905 343 €	169 326 853 €	154 739 561 €	91,4%	89,5%	3,9%
Reste à payer (AE-CP)	-94 682 €	46 170 €	6 715 623 €	-2 790 765 €	-3 143 899 €	112,7%	-16,4%	-146,8%
Encaissements (RE)	142 482 405 €	141 333 428 €	148 973 249 €	161 142 086 €	154 769 272 €	96,0%	90,1%	3,9%
Solde budgétaire (encaissements - CP)	-7 648 001 €	-5 103 546 €	67 906 €	-8 184 767 €	29 712 €	-0,4%	-2,5%	-56,2%

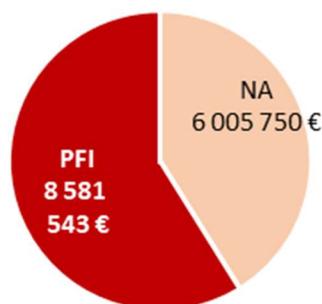
Malgré l'amélioration de la situation sanitaire et l'ouverture des campus aux activités de recherche et de formation sur toute l'année 2022, qui ont induit une reprise de certaines dépenses impactées les années précédentes (fluides, missions) et en dépit d'une réelle augmentation du coût de l'énergie, l'exercice est marqué par une sous-consommation de la dépense, atteignant 91% des AE votées en BR2 2022 et 91,4% des CP. Cette sous-consommation peut se caractériser ainsi :

Elle concerne principalement les **crédits positionnés sur conventions** (la réalisation des AE s'élève à 53,9% sur convention, contre 96,4% pour le non affecté, celle des CP à 63,9% des CP, contre 95,9% pour le non affecté). La faible réalisation des opérations liées sur la Ruche explique la part prépondérante des conventions (La Ruche) :

Sous-consommation AE 2022

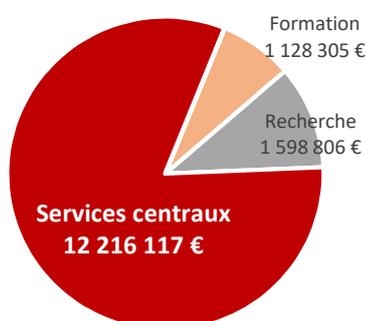


Sous-consommation CP 2022

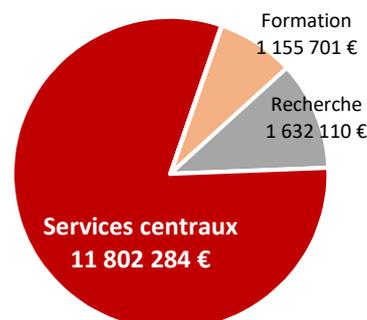


Elle est d'abord le fait des **services centraux** (ici encore, l'impact de la Ruche porté par la direction de l'immobilier).

Sous-consommation AE 2022

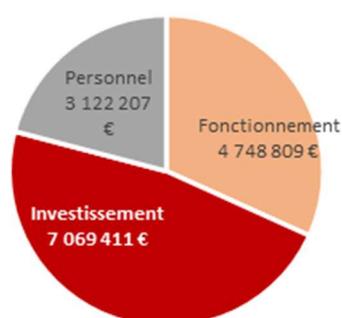


Sous-consommation CP 2022

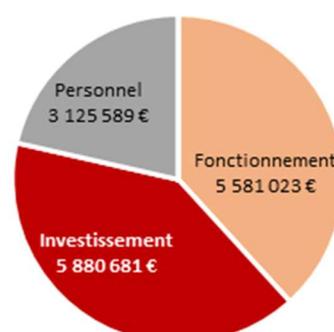


En toute logique, la sous-consommation concerne principalement les **dotations d'investissement**, de façon marquée sur les AE (retard de lancement de la phase 3 du chantier pour La Ruche) et à équivalence du fonctionnement sur les CP.

Sous-consommation par compte budgétaire (AE)



Sous-consommation par compte budgétaire (CP)



Les taux de réalisation des BI 2022 et BR2 2022 pour les autorisations d'engagement sont les suivants :

tableau 2 (AE)	CF 2020	CF 2021	BR2 2022	CF 2022	% exéc BR2 22	% exec BI 22	évolution CF 22 - CF 21
Personnel	120 758 091 €	124 295 496 €	131481543 €	128 359 336 €	97,6%	98,9%	3,3%
Fonctionnement	15 646 584 €	16 185 289 €	22 348 217 €	17 599 408 €	78,8%	84,8%	8,7%
Investissement	10 078 468 €	15 140 181 €	12 706 328 €	5 636 917 €	44,4%	13,5%	-62,8%
<b>TOTAL</b>	<b>146 483 143 €</b>	<b>155 620 966 €</b>	<b>166 536 089 €</b>	<b>151 595 661 €</b>	<b>91,0%</b>	<b>78,9%</b>	<b>-21,1%</b>

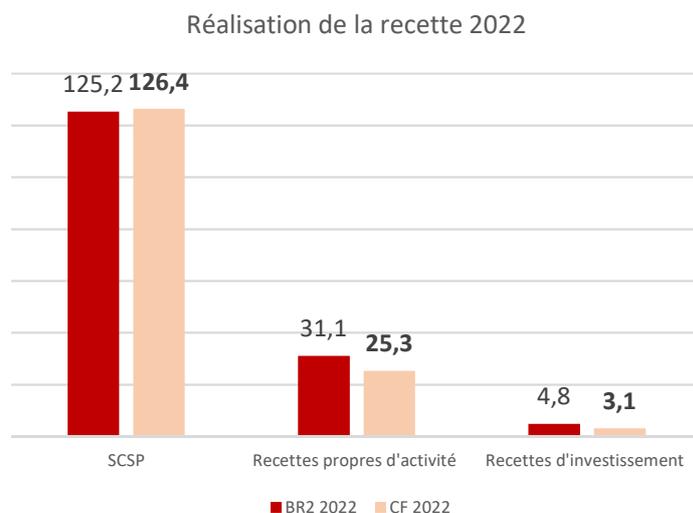
Concernant les crédits de paiement :

tableau 2 (CP)	CF 2020	CF 2021	BR2 2022	CF 2022	% exéc BR2 22	% exec BI 22	évolution CF22 - CF21
Personnel	120 758 971€	124 295 046 €	131481543 €	128 355 954 €	97,6%	98,9%	3,3%
Fonctionnement	15 753 919 €	16 455 723 €	22 357 622 €	16 776 599 €	75,0%	80,8%	1,9%
Investissement	9 924 084 €	8 154 574 €	15 487 689 €	9 607 008 €	62,0%	42,7%	17,8%
<b>TOTAL</b>	<b>146 436 973 €</b>	<b>148 905 343 €</b>	<b>169 326 853 €</b>	<b>154 739 561 €</b>	<b>91,4%</b>	<b>89,5%</b>	<b>3,9%</b>

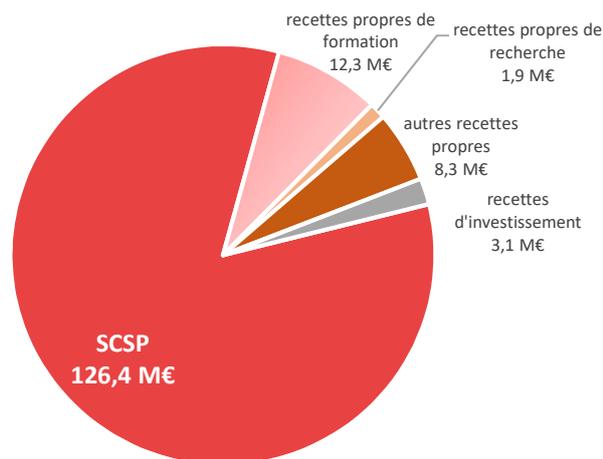
### 1.1.2. Recettes

Les recettes encaissées en NA laissent apparaître en comptabilité budgétaire :

- Une **légère sur-exécution hors convention**, qui relève d'une part d'une subvention pour charge de service public plus élevée qu'attendu en BR2 2022 et d'autre part d'une bonne réalisation de la prévision de recettes propres d'activités ;
- Une **sous-consommation marquée sur les conventions**, relevant de facteurs multiples, certains conjoncturels (déroulement des opérations de la Ruche), d'autres structurels (exécution des conventions pluriannuelles de recherche).



La répartition des recettes encaissées est la suivante :

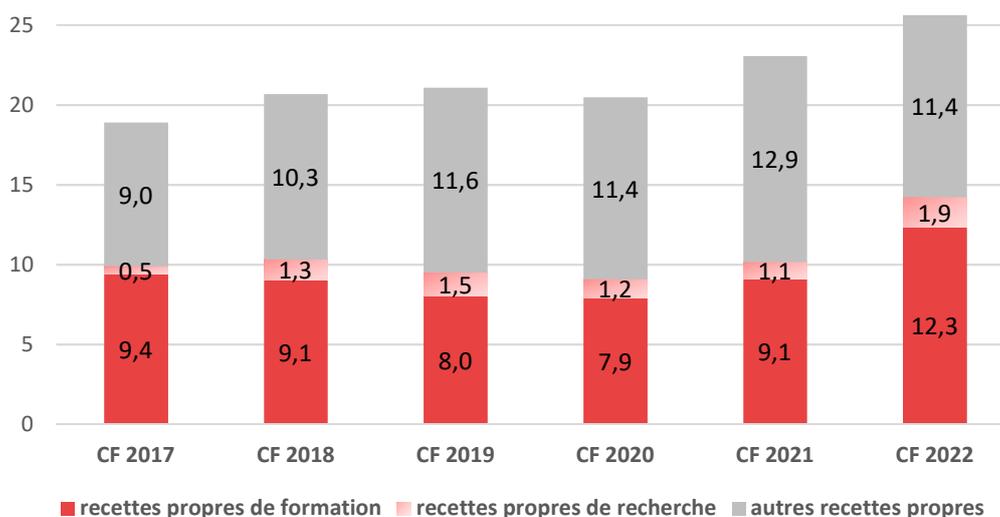


Par défaut, l'essentiel des recettes sont globalisées. Les recettes fléchées encaissées en 2022 concernent les opérations immobilières financées (La Ruche, Plan de relance) :

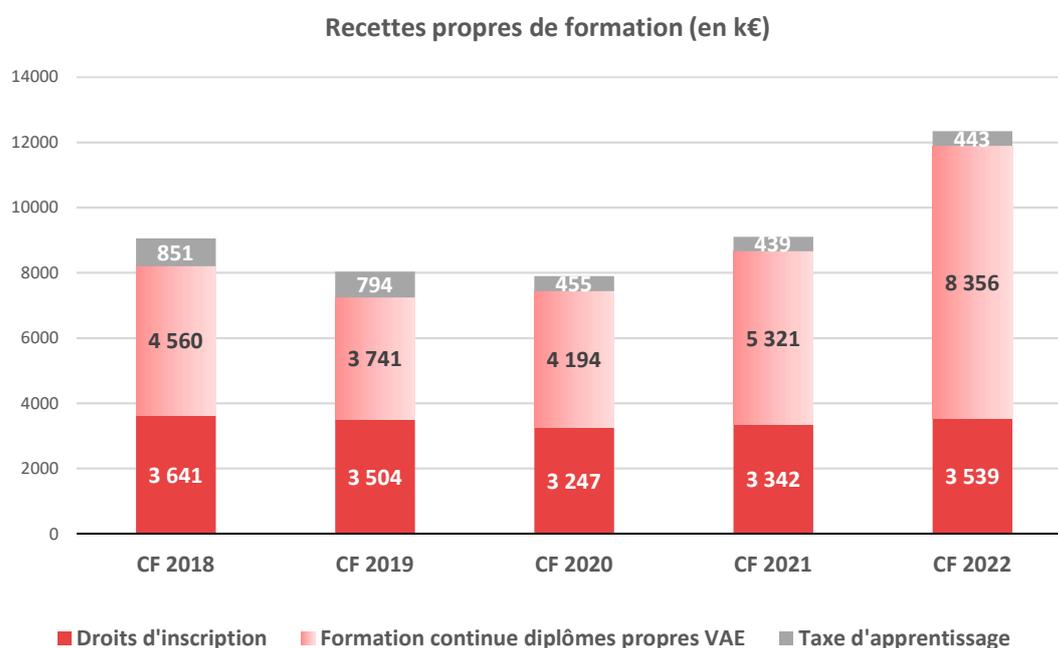
RE	CF 2020	CF 2021	BR2 2022	CF 2022	% exec BR2 2022	% exec BI 2022	évolution CF22- CF 21
<b>Recettes globalisées</b>	140 333 173 €	146 006 267 €	156 292 019 €	151 718 184 €	97%	98,1%	103,9%
<b>Recettes fléchées</b>	1 000 254 €	2 966 981 €	4 850 067 €	3 051 088 €	63%	17,8%	102,8%
<b>Total</b>	<b>141 333 428 €</b>	<b>148 973 248 €</b>	<b>161 142 086 €</b>	<b>154 769 272 €</b>	<b>96%</b>	<b>90,1%</b>	<b>103,9%</b>

En dépit d'une réalisation inférieure à la prévision en BR2 2022, l'année constitue le deuxième exercice d'affilée d'augmentation du total des recettes propres encaissables (hors SCSP, il s'agit de l'ensemble des recettes générées par les activités de l'université) :

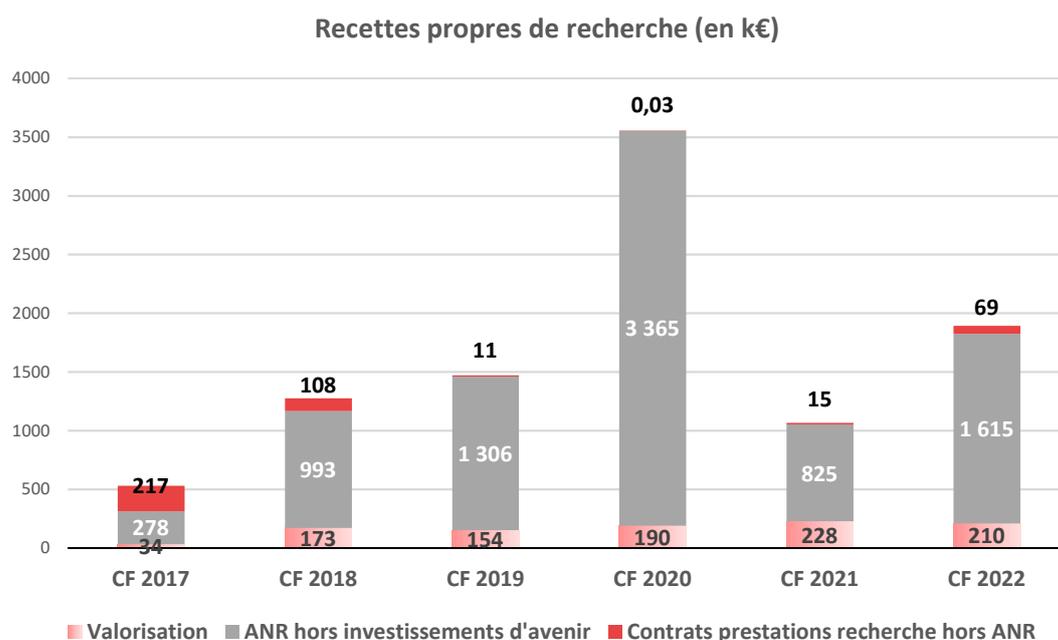
Evolution des recettes propres encaissables



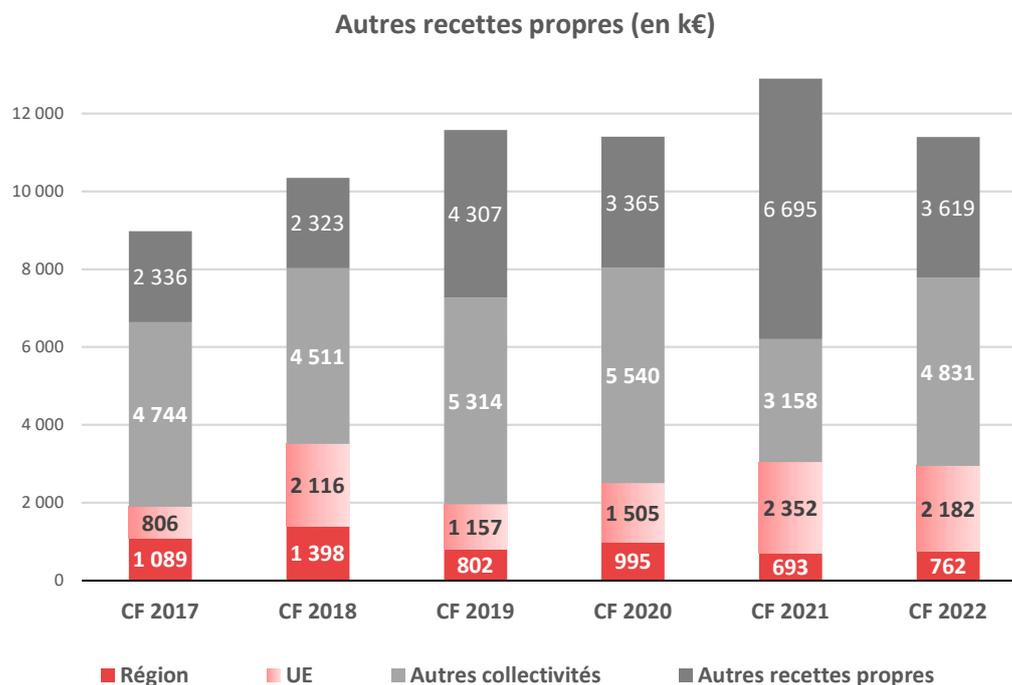
Dans le détail, les **recettes propres de formation** sont en hausse par rapport à 2021, pour partie en raison d'encaissements au titre de l'année 2021 (cf. point 2 pour l'analyse détaillée) :



Les **recettes propres de recherche** sont en augmentation par rapport à 2021. La sous-consommation rencontrée sur certains types de contrat (Région AURA notamment) maintient l'ANR, elle-même concernée par la sous-consommation, comme financeur prépondérant en 2022 :



Les **autres recettes propres** (locations, mises à disposition de personnel ...) enregistrent une contraction pour s'établir à un niveau proche de 2020 :



## 1.2. Comptabilité générale : principaux chiffres

### 1.2.1. Dépense

La sous-consommation sensible intervenue sur les dépenses, couplée à une réalisation en progression de la recette aboutit à la constatation d'un excédent net comptable de 4 M€.

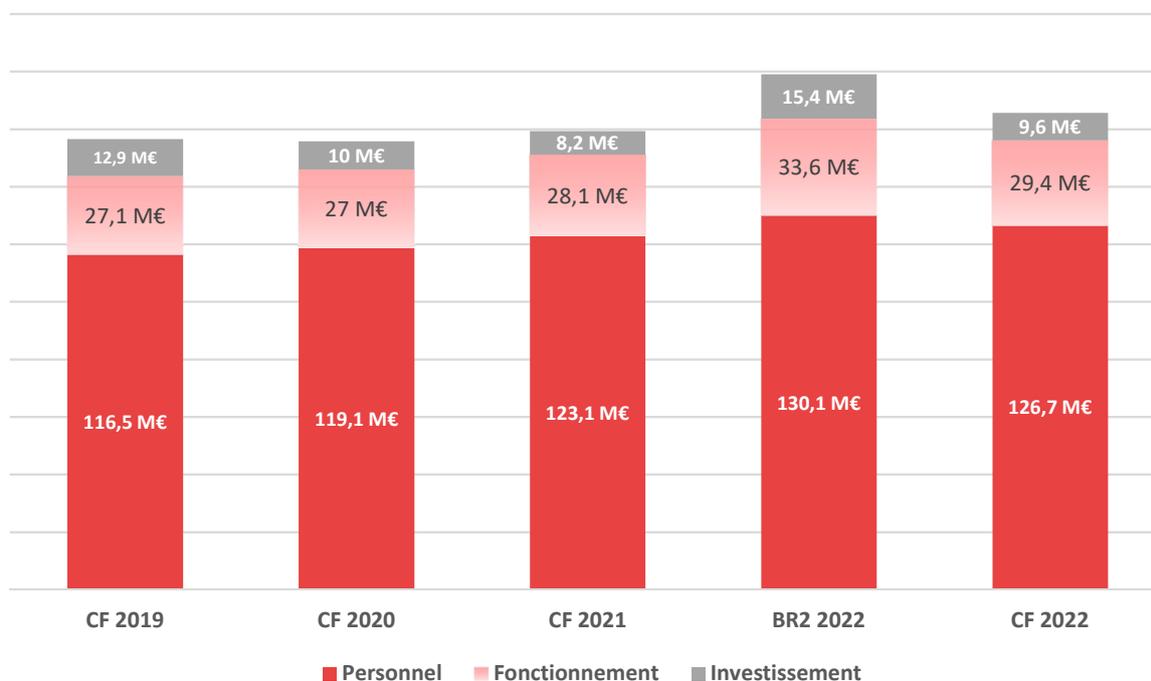
Tableau 6	CF 2020	CF 2021	BR2 2022	CF 2022	% exec BR 2 22	% exec BI 22	évolution CF 22- CF 21
Recettes de fonctionnement	147 751 522 €	152 212 446 €	161 976 151 €	160 053 339 €	98,8%	99,6%	5,2%
Recettes d'investissement	541 180 €	2 939 873 €	7 511 128 €	15 539 233 €	206,9%	89,8%	428,6%
Autres ressources dont correctifs		27 112 €	- €	1665 €			-93,9%
<b>TOTAL</b>	<b>148 292 702 €</b>	<b>155 179 431 €</b>	<b>169 487 279 €</b>	<b>175 592 572 €</b>	<b>103,6%</b>	<b>98,7%</b>	<b>13,2%</b>

Dans le détail par type de charges :

tableau 6	CF 2019	CF 2020	CF 2021	BR 2 2022	CF 2022	% exéc BR 2 22	% exec BI 22	évolution CF 22 - CF 21
<b>Personnel</b>	116 490 927 €	119 059 461 €	123 050 172 €	130 051 931 €	<b>126 675 832 €</b>	97,4%	98,8%	102,9%
<b>Fonctionnement</b>	27 149 416 €	26 954 743 €	28 078 168 €	33 637 581 €	<b>29 386 804 €</b>	87,4%	93,9%	104,7%
<b>Investissement</b>	12 936 722 €	9 803 957 €	8 202 838 €	15 439 786 €	<b>9 608 655 €</b>	62,2%	43,3%	117,1%
<b>TOTAL</b>	<b>156 577 064 €</b>	<b>155 818 161 €</b>	<b>159 331 177 €</b>	<b>179 129 298 €</b>	<b>165 671 291 €</b>	<b>92,5%</b>	<b>91,2%</b>	<b>104,0%</b>

Le dynamisme des charges de fonctionnement tient pour moitié à l'augmentation de la dotation aux amortissements.

### Evolution des dépenses en droits constatés



	CF 2020	CF 2021	BR 2 2022	CF 2022	% exéc BR 2 22	% exec BI 22	évolution CF 22- CF 21
<b>Var. fonds de roulement (apport ou prélèvement)</b>	- 3 757 953 €	-274 921 €	-7 928 740 €	5 930 578 €	-74,8%	1179,1%	-2257,2%
<b>Var. besoin en fonds de roulement</b>	503 183 €	-1 216 779 €	214 507 €	2 873 322 €	1339,5%	170,1%	-336,1%
<b>Var. trésorerie (abondement ou prélèvement)</b>	- 4 261 135 €	941 858 €	-8 143 247 €	3 057 256 €	-37,5%	-257,8%	224,6%
<b>Niveau fonds de roulement</b>	37 329 572 €	37 054 651 €	29 125 911 €	42 985 230 €	147,6%	122,6%	16,0%
<b>Niveau besoin en fonds de roulement</b>	- 5 288 046 €	-6 504 826 €	-6 290 319 €	- 3 631 504 €	57,7%	143,5%	-44,2%
<b>Niveau trésorerie</b>	42 617 619 €	43 559 477 €	35 416 230 €	46 616 733 €	131,6%	124,0%	7,0%
<b>Trésorerie en jours</b>	113	110,86	82,82	115	139,1%	127,5%	3,9%

## 1.2.2. Recettes

Tableau 6	CF 2020	CF 2021	BR2 2022	CF 2022	% exec BR2 22	% exec BI 22	évolution CF 22- CF 21
Recettes de fonctionnement	147 751 522 €	152 212 446 €	161 976 151 €	160 053 339 €	98,8%	99,6%	5,2%
Recettes d'investissement	541 180 €	2 939 873 €	7 511 128 €	15 537 568 €	206,9%	89,8%	428,5%
Autres ressources dont correctifs		27 112 €	- €	1665 €			-93,9%
<b>TOTAL</b>	<b>148 292 702 €</b>	<b>155 179 431 €</b>	<b>169 487 279 €</b>	<b>175 590 907 €</b>	<b>103,6%</b>	<b>98,7%</b>	<b>13,2%</b>

Si les produits (recettes de fonctionnement) s'établissent 2 M€ sous la prévision du BR2 2022, l'exercice marque une **croissance relativement dynamique**. La part des droits constatés (et notamment l'impact des produits à recevoir au titre de la gestion 2022) est détaillée par l'agent comptable dans le rapport produit par ses soins.

Malgré une **sous-exécution des ressources** (recettes d'investissement) attendues, la **génération d'une importante CAF** (8,5 M€) entraîne une hausse importante par rapport au réalisé 2021.

Les **autres ressources** s'élèvent à **1,7 k€**.

La partie 3 *infra* présente l'évolution pluriannuelle des divers agrégats en lien avec le résultat net comptable de l'exercice.

## 2. Analyse de l'exécution en comptabilité budgétaire

### 2.1. Dépenses

#### 2.1.1. Dépenses hors conventions (NA) - analyse globale

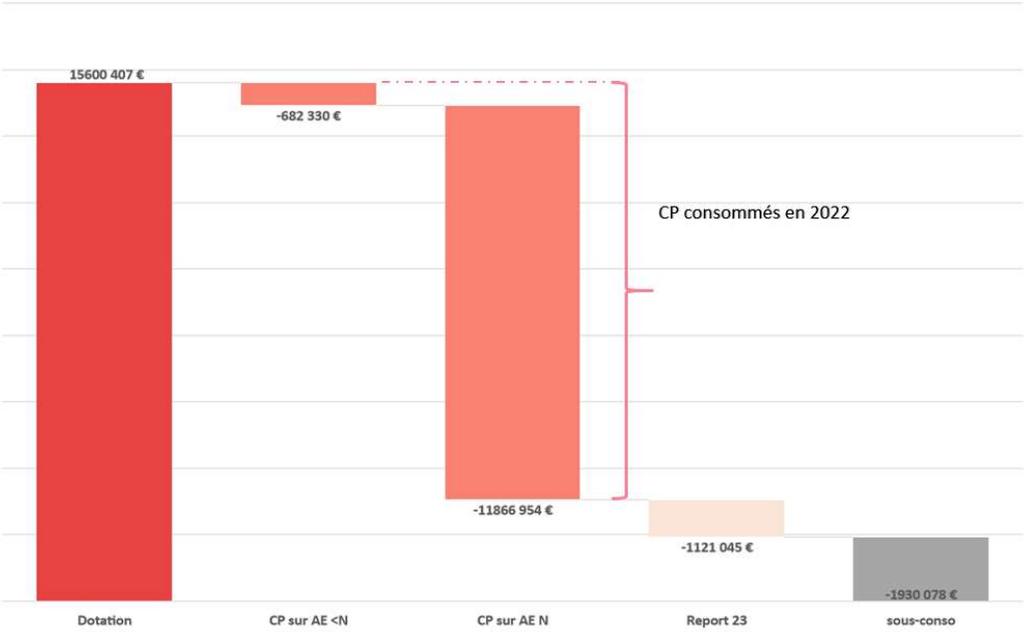
##### 2.1.1.1 Décomposition analytique de l'exécution (NA)

*Cette partie analyse les caractéristiques des AE et CP consommées en 2022 : année du fait générateur de la dépense, impacts des années antérieures et sur les années à venir, identification en gestion des crédits sans emploi...*

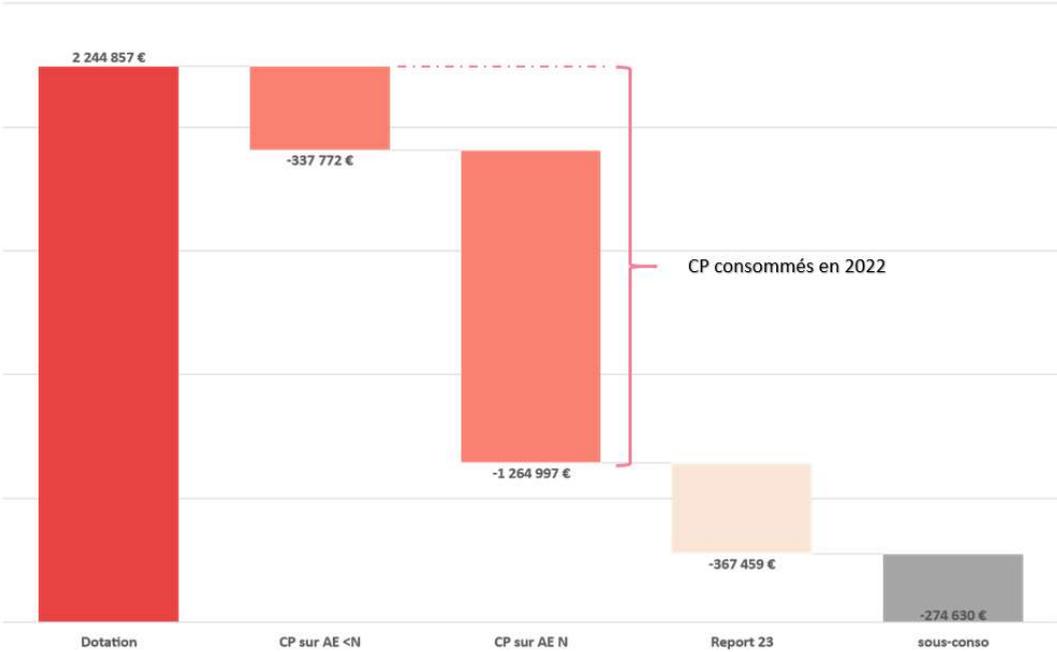
*N.B. : le format de graphique retenu ici, de type « cascade », a pour objet de présenter des ordres de grandeur à considérer en valeur absolue (les consommations ne sont affichées en négatif que pour soustraire les différentes catégories, jusqu'à la mise à zéro théorique de l'enveloppe). Les deux valeurs les plus à droite (« report 23 » et « sous-conso ») détaillent ainsi les crédits non consommés.*

En synthèse, l'exécution par masse est la suivante (en crédits de paiement, par rapport au BR2 2022) :

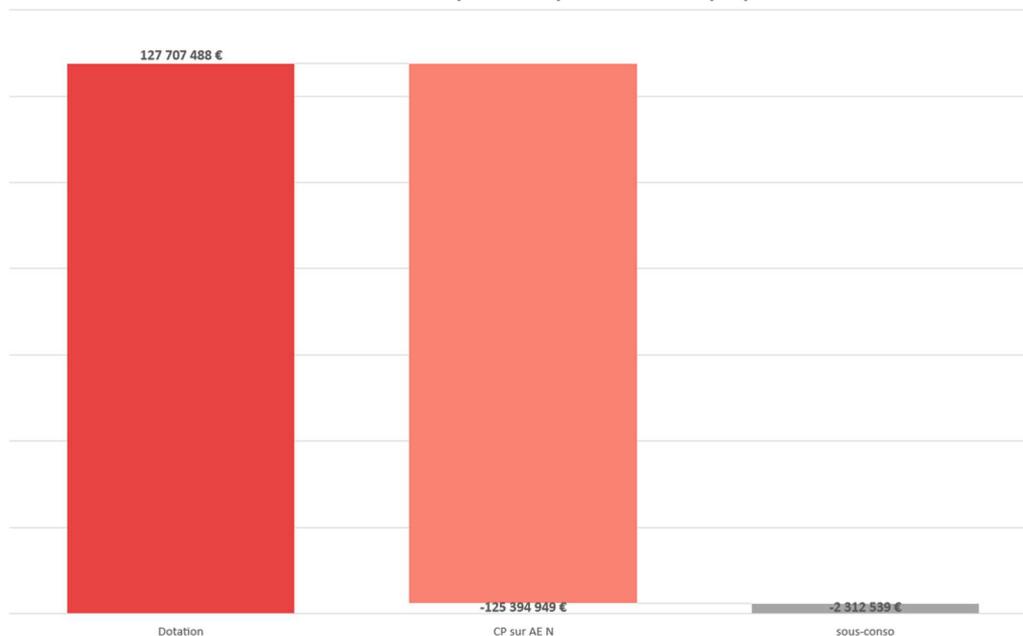
Exécution 2022 des dépenses de fonctionnement (NA)



Exécution 2022 des dépenses d'investissement (NA)



### Exécution des dépenses de personnel 2022 (NA)



### Les CP sur AE antérieures à 2022

Pour le fonctionnement et l'investissement, les CP générés par des AE engagées antérieurement à 2022 représentent 1 020 k€ soit 7,2% de la dépense de NA (hors masse salariale).

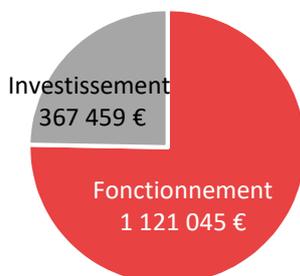
Les restes à payer issus de la gestion 2021 se répartissent ainsi en NA:

### Restes à facturer 2021 par masse et par type de centres financiers (NA)



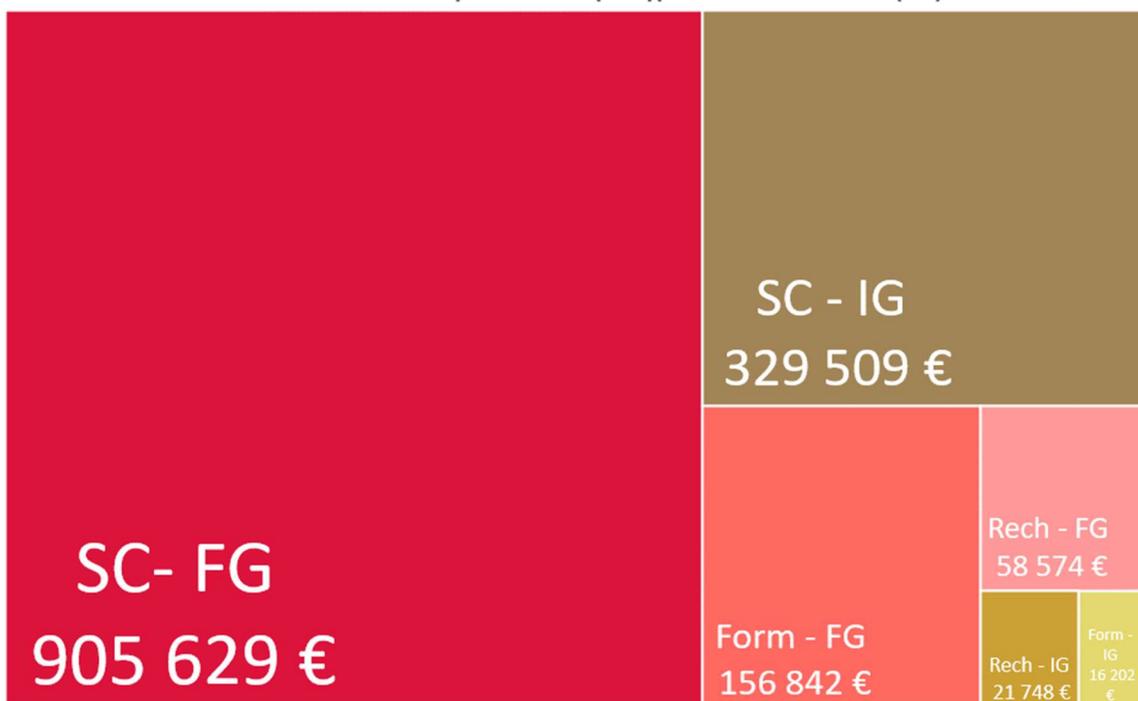
Par ailleurs et symétriquement aux restes à payer de la gestion 2021, les AE engagées 2022 non couvertes par des CP avant le 31 décembre généreront en 2023 des restes à facturer d'environ 1 488 k€ sur le NA, principalement au titre du fonctionnement :

#### Restes à facturer 2022 en NA



Ces RAP issus de la gestion 2022 expliquent pour 1,5 M€ la sous-exécution constatée sur le NA. Ils se répartissent ainsi entre les différentes catégories de centres financiers (**SC** : services centraux / **Form** : composantes de formation/ **Rech** : DRED et laboratoires ; **FG** : fonctionnement/ **IG** : investissement) :

#### Restes à facturer 2022 par masse et par type de centre financier (NA)



En fonctionnement, les RAP 2022 relèvent majoritairement des **fluides** (402 k€ pour les dernières factures de l'année 2022) et de **travaux d'aménagement et maintenance** (159 k€). On notera aussi des **achats** de fonctionnement courant (148 k€). Le volume de RAP au titre de **missions** et de **déplacement** est relativement modeste (18 k€).

Les RAP en investissement au titre de l'année 2022 sont surtout relatifs à la catégorie des **travaux d'aménagement et de maintenance** (265 k€)

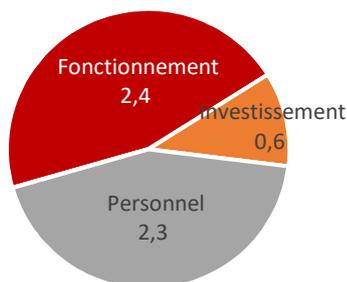
### *Les CP sur AE de l'année 2022.*

Par déduction, les CP générées par des AE engagées au cours de l'année 2022 représentent 138,5 M€ soit 99,3 % de la dépense de NA. Ce taux élevé témoigne d'un impact limité de la fin de gestion sur le règlement des factures et, plus globalement, d'une exécution des achats maîtrisée.

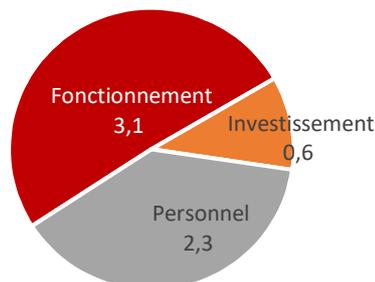
### *Les crédits annulés au 31/12/2022*

Au 31 décembre 2022, 5,3 M€ sont demeurés sans emploi sur le NA en AE et 6 M€ en CP.

AE non consommées en M€ (NA)



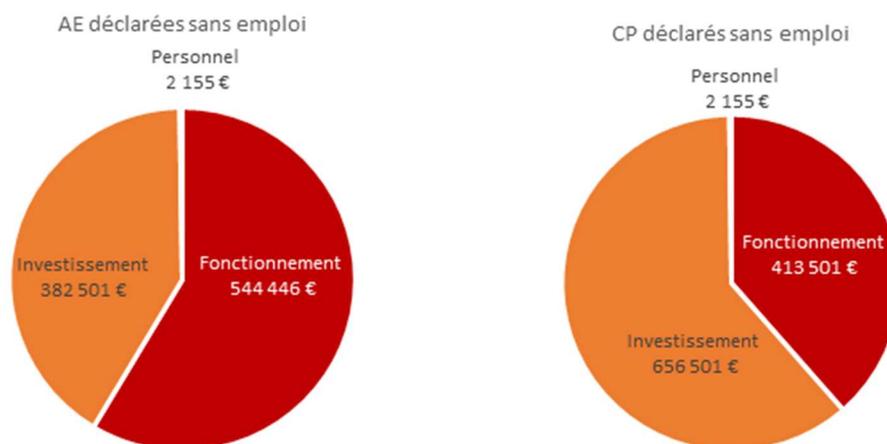
CP non consommés en M€ (NA)



### *Focus : les crédits déclarés sans emploi en 2022*

Chaque année, l'établissement mène une campagne d'identification des **crédits sans emplois**, lui permettant d'affiner sa de dépense et de conserver des crédits ouverts pour d'éventuels imprévus.

Cette démarche est réservée aux dotations en NA ; les crédits sur conventions étant fléchés, ils font l'objet de déprogrammations relevant d'actes budgétaires formels (budget rectificatif, budget initial...). Les crédits « libérés » lors d'une déprogrammation ne peuvent pas véritablement être mutualisés au sein de l'établissement comme avec le NA.

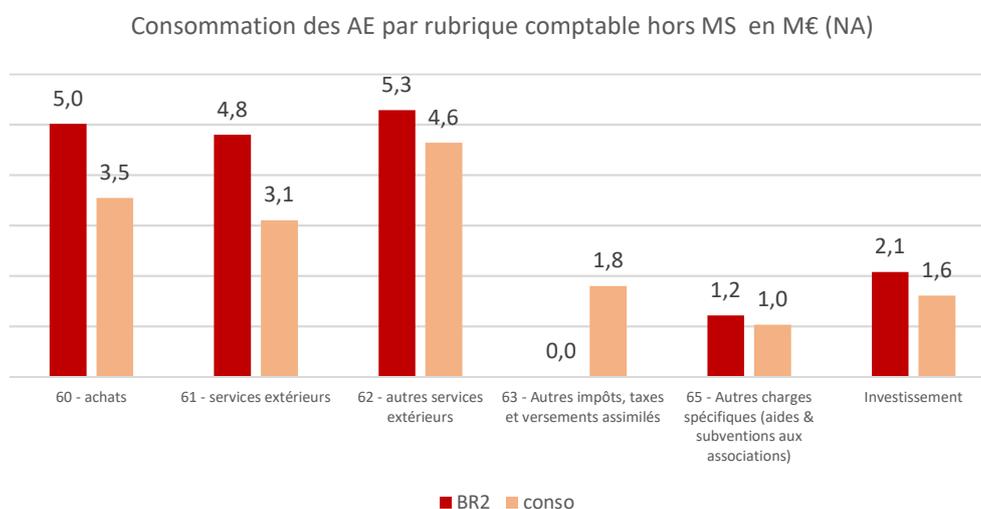


Le total des AE déclarées sans emploi s'est élevé à 929 k€ pour le NA. Il est à rapporter aux 5,3 M€ non consommés au 31/12. Le « **taux de déclaration** » des AE sans emploi s'établit ainsi à 17,5%, **ce qui est faible** pour une campagne clôturée à la mi-octobre, période à laquelle une certaine visibilité est attendue sur le niveau de consommation finale. Pour les CP, le total des crédits déclarés sans emploi s'est établi à 1 072 k€, ce qui correspond - une fois rapporté aux 6 M€ non consommés au 31/12 - à un « **taux de déclaration** » de 17,9%, également **modeste**.

La difficulté que rencontrent encore les acteurs à se projeter oriente l'action en matière financière vers un **lissage renforcé de la dépense** suivant des **échanciers de gestion** (objet, entre autres, des **comptes-rendus de gestion** réalisés par l'établissement) ainsi qu'un renforcement des **actions de formation** à la **consultation budgétaire**, en vue de mieux outiller le travail de prévision.

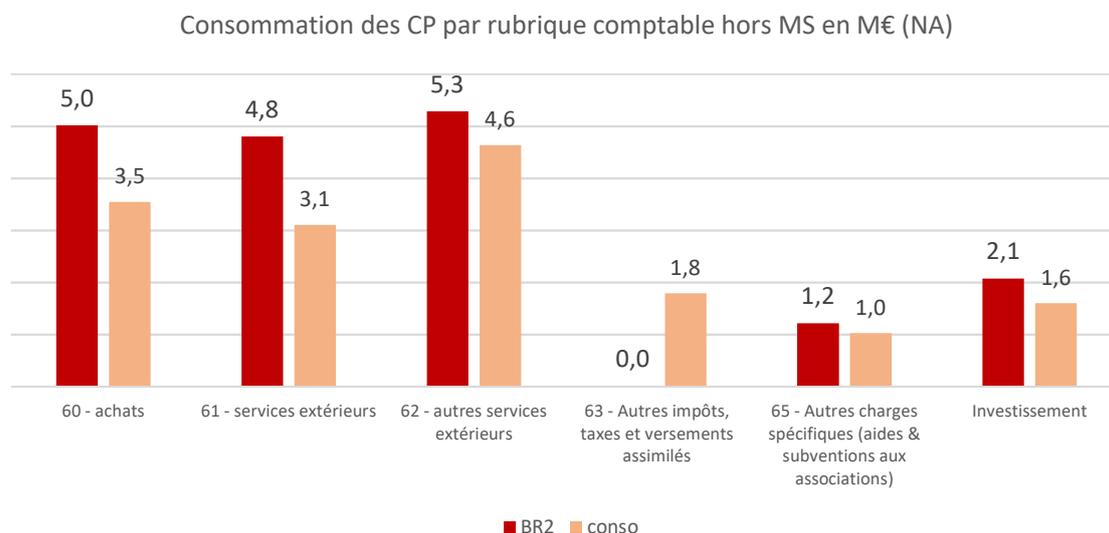
### 2.1.1.2 Analyse détaillée de l'exécution (NA)

La consommation réalisée par rubrique comptable s'établit ainsi pour les autorisations d'engagements en NA :



Si la sous-consommation est générale à l'exception de la **catégorie 63** (en raison d'une budgétisation peu maîtrisée sur cette catégorie de dépenses), on constatera que les principales concernent les **achats (60)** et la catégorie des **services extérieurs (61)**.

La consommation réalisée par rubrique comptable s'établit ainsi pour les crédits de paiement en NA :



Le profil de sous-consommation est proche : si l'on excepte la catégorie des **impôts, taxes et prélèvements (63)** en raison d'une budgétisation peu maîtrisée sur cette catégorie de dépenses, on constatera que les principales sous-consommations concernent les **achats (60)** et la catégorie des **services extérieurs (61)**.

Concernant la catégorie **achats**, on peut noter les principaux postes de dépense ayant induit la sous-consommation de 1,5 M€ constatée :

- **Fluides** (électricité, gaz, eau, chauffage...) : si les AE ont été engagées à hauteur de 3 M€ en préventif au vu des éléments de contexte international, la consommation de CP s'est établie à 2,5 M€ par l'effet croisé de températures clémentes et de la mise en œuvre de mesures de sobriété énergétique au sein de l'établissement. La sous-consommation de cette ligne, budgétée à 3,5 M€ en BR2, atteint donc 1 M€;
- Les **fournitures d'entretien et de petit équipement** génèrent quant à elles 360 k€ de sous-consommation en raison d'un changement de fréquence du nettoyage, non pris en compte en BR2 2022, ainsi que de difficultés d'approvisionnement rencontrées avec le fournisseur (commandes de fin d'année générant des restes à payer en 2023) ;

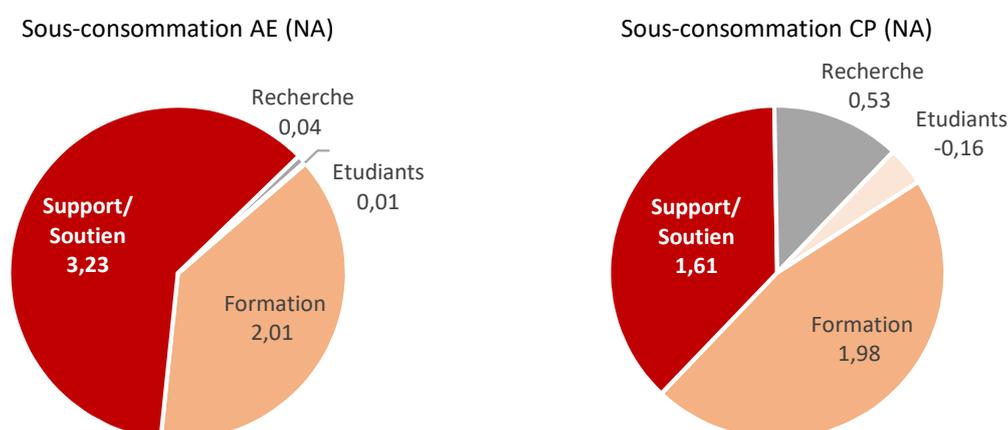
Les **services extérieurs** représentent la part principale de la sous-consommation pour les services centraux (1,7 M€). Celle-ci se décompose en :

- 1,2 M€ sur **l'entretien et réparation (sur biens mobiliers, immobiliers, maintenance)** : deux éléments principaux permettent d'expliquer cet écart

important. En premier lieu, nombre de prestations ont été imputées en investissement plutôt qu'en fonctionnement sur les biens immobiliers. L'imputation selon une masse ou l'autre est tributaire de ce qui est réalisé : petites réparations au fur et à mesure ou renouvellement de plus grande ampleur sur les biens considérés. La construction du budgétaire 2022 avait sous-estimé ce deuxième type de dépenses. En second lieu, un renouvellement de marché a décalé à 2023 une part de la maintenance des services de reprographie (RIME) de l'établissement ;

- 135 k€ sur les **études et recherches** ;
- 200 k€ sur les « **autres services extérieurs** » provenant d'une mauvaise budgétisation en BR2 2022 (locations de logiciels informatiques de l'IUT, enveloppes pour dépenses d'appels à projet interne de la recherche) ;

La sous-consommation par domaines fonctionnels est la suivante (en M€) :



*Pour les autorisations d'engagement :*

La réalisation de la dépense de NA est la plus basse en termes de **support/soutien** (92,6% de réalisation du BR2 2022) et de **formation** (97% de réalisation).

Au sein des dépenses de **support/soutien**, c'est l'activité « **Immobilier** » qui concentre les sous-consommations les plus importantes (83,6% de réalisation du BR2 soit 2,2 M€ toutes masses confondues). On notera, pour l'activité **Immobilier**, une réalisation faible sur les activités de « **construction/reconstruction/équipement** » (57,1% du BR2) et des dépenses relatives à la **maintenance** (44,9% du BR2) mais une exécution des **petits travaux et réparations** à hauteur de 145%.

Concernant les dépenses de **formation**, ce sont celles relatives à la **licence** qui enregistrent la sous-consommation la plus importante (96% de réalisation du BR2, soit 1,6 M€ toutes masses confondues). On notera, pour cette activité, que les activités « **formation initiale accréditée** » et « **formation continue accréditée** » représentent les sous-consommations principales (respectivement 95,2% et 93,8% du BR2).

### *Pour les crédits de paiement :*

Les crédits de paiement présentent une situation similaire aux autorisations d'engagement, avec des **sous-consommations plus marquées**.

Ainsi l'activité **Immobilier** présente une réalisation du BR2 de 77,6% (soit 3 M€ toutes masses confondues), au sein de laquelle « **construction/reconstruction/équipement** » est réalisée à 57,5% et les dépenses de **maintenance** à 43,7%.

Les dépenses de formation enregistrent une sous-consommation identique des CP à celle constatée en AE.

## **2.1.2. Dépenses sur conventions (PFI) - analyse globale**

### *Eléments introductifs*

La sous-exécution sur les conventions procède en 2022 de deux facteurs de nature différente.

Le premier, **conjoncturel**, a trait à la **réalisation perturbée** du chantier de construction du learning centre **La Ruche**. Le projet a rencontré les difficultés suivantes :

- Avenant à la convention de mandat mettant une **fin anticipée à la mission de maîtrise d'ouvrage déléguée de l'UDL**. Les délais liés ont **retardé** la reprise par Lyon 2 de la **conduite d'opération**, occasionnant par là-même des **retards** pour les **phases de consultation** ainsi qu'un transfert d'une importante charge de travail aux services de la DAJIM et de la DIMMO, ne permettant pas de lancer les consultations avant l'été 2022 ;
- Ajournement du PRO DCE remis par la maîtrise d'œuvre en mars 2022, du fait des nécessaires mises au point (contrôleur technique, missions SPS, RICT, du bureau d'étude environnementale) et retard de transmission du rapport initial du contrôleur technique (indispensable au dossier de consultation des entreprises).
- En conséquence, le calendrier de consultation de la première vague prévoit désormais une **notification des marchés à fin février 2023** pour les lots en AOO et avec les optimisations apportées, notification des entreprises (y compris derniers lots) en avril. Ceci explique le décalage à 2023 de la consommation des crédits pour cette opération.

Le second, mélangeant **conjoncturel** et **structurel**, concerne **l'exécution des autres conventions pluriannuelles** et plus particulièrement les conventions de **recherche**.

La sous-exécution du **fonctionnement** s'explique notamment par :

- La **prévision d'appels à projets** remportés retenue pour les BR successifs s'est avérée **supérieure à la réalité** ;
- **L'incertitude autour des délais de contractualisation** des projets, qu'ils soient **externes** (ouverture en BR d'octobre de crédits pour des projets attribués (ANR, etc.) alors que la contractualisation intervient plutôt courant novembre) ou **internes** (temps nécessaire à la rédaction de certains contrats et conventions permettant aux diverses structures de l'établissement de virer des aides à la publication, subventions diverses...) ;
- **Difficulté de pilotage** par les porteurs des projets et **insuffisante attention portée à la reprogrammation budgétaire** ;
- La mise en œuvre des **prélèvements sur contrats** (« frais de gestion »), ayant suscité des interrogations et pour ceux ouverts aux laboratoires avant 2022 et qui n'étaient ni prévus dans les projets ni fléchés, tout autant que les reliquats des lignes justifiées. L'établissement n'ayant pas encore formalisé l'ensemble des procédures en la matière, certaines enveloppes n'ont pas pu être utilisées pendant l'année ;
- Certaines conventions ont vu des **autorisations d'engagement ouvertes par erreur** en vue du **remboursement de trop-perçus** sur plusieurs conventions, l'ordonnateur ayant parfois insuffisamment clarifié la procédure en la matière avec le comptable ;

La sous-exécution de **l'investissement** s'explique quant à elle par :

- Une **maîtrise insuffisante des règles d'immobilisation**, qui du reste peuvent différer de celles du règlement financier des aides de l'ANR. Ainsi, le montage budgétaire des projets incorpore des achats ne relevant pas de l'investissement ou qui, inversement, en sont mais ne sont pas identifiés ;
- Une difficulté de **compréhension sur les règles d'achat** de logiciels, de matériel informatique ainsi que par les délais de réalisation des commandes ;

Enfin, la sous-exécution de la **masse salariale** sur convention provient :

- De la **difficulté à recruter** (post-doctorat, BIATSS, etc.) ;
- D'une **programmation budgétaire** n'ayant pas toujours tenu compte de certaines **spécificité liées à la paye** : d'une part, que les avances de salaires

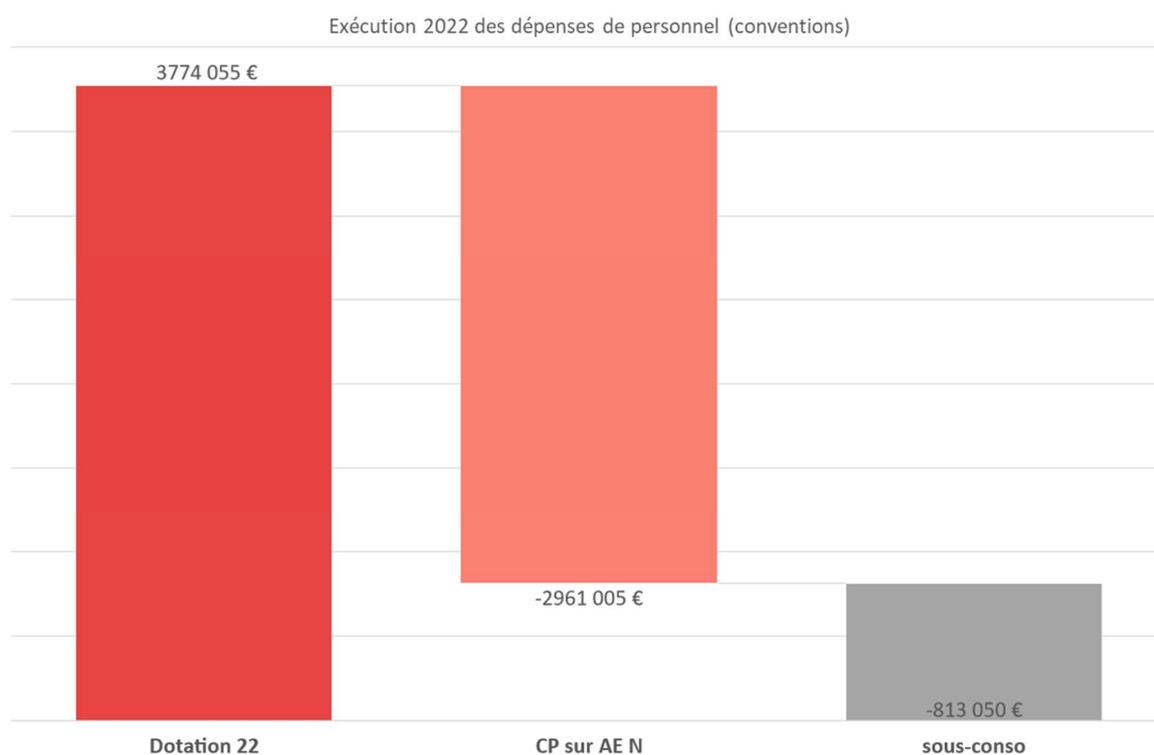
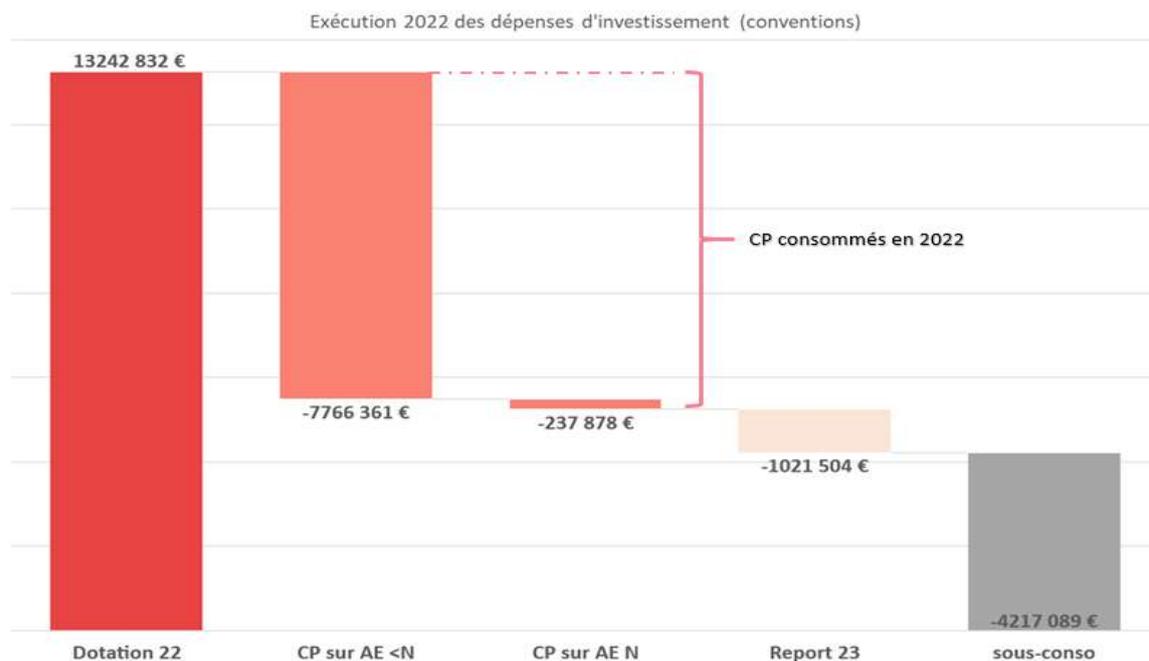
de fin décembre n'impactent pas budgétairement l'année N mais génèrent un impact en N+1, ou encore que le paiement des vacances à m+2 implique que les recrutements de novembre ne génèrent aucune dépense sur l'année N.

### 2.1.2.1 Décomposition analytique de l'exécution (PFI)

*Cette partie analyse les caractéristiques des AE et CP consommées en 2022 : année du fait générateur de la dépense, impacts des années antérieures et sur les années à venir, identification en gestion des déprogrammations à réaliser...*

En synthèse, l'exécution des conventions par masse est la suivante (les données présentées sont en crédits de paiements) :



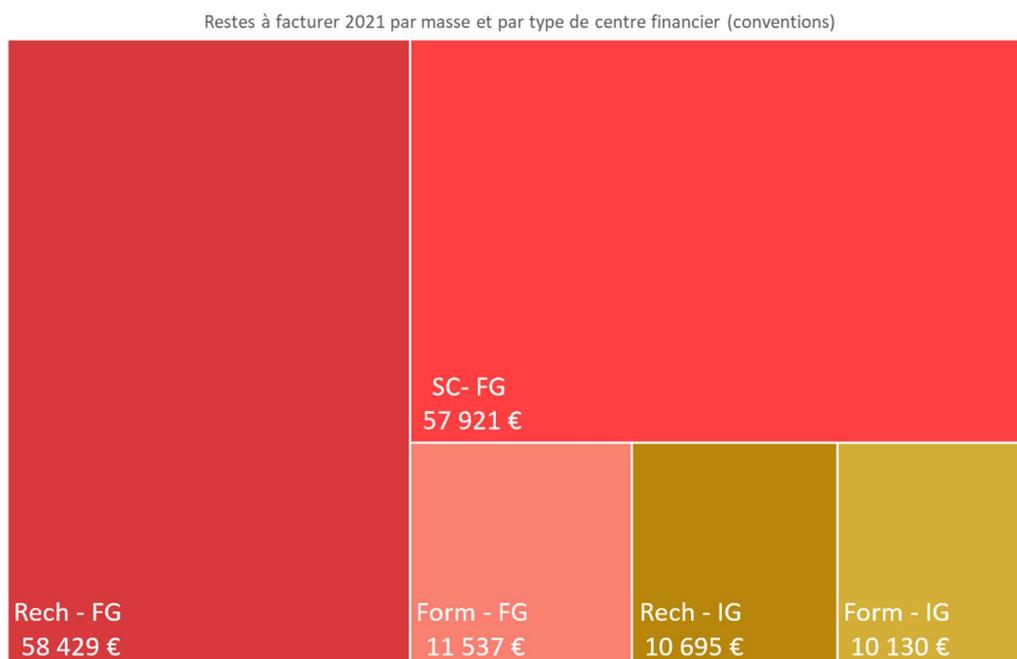


### Les CP sur AE antérieures à 2022

En analyse globale, les RAP sur convention sont hors investissement assez **modestes**. L'établissement n'enregistre pas d'accélération en fin de gestion sur les commandes en raison des difficultés d'exécution des projets. Les CP générées par des AE engagées antérieurement à 2022 représentent 7 894 k€ soit 52 % de la dépense sur

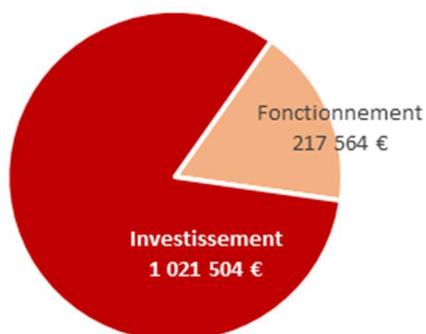
convention. Hors projet La Ruche, elles représentent 128 k€ de fonctionnement, soit 3% de la dépense sur convention.

Les restes à payer issus de 2021 se répartissent ainsi pour les conventions :

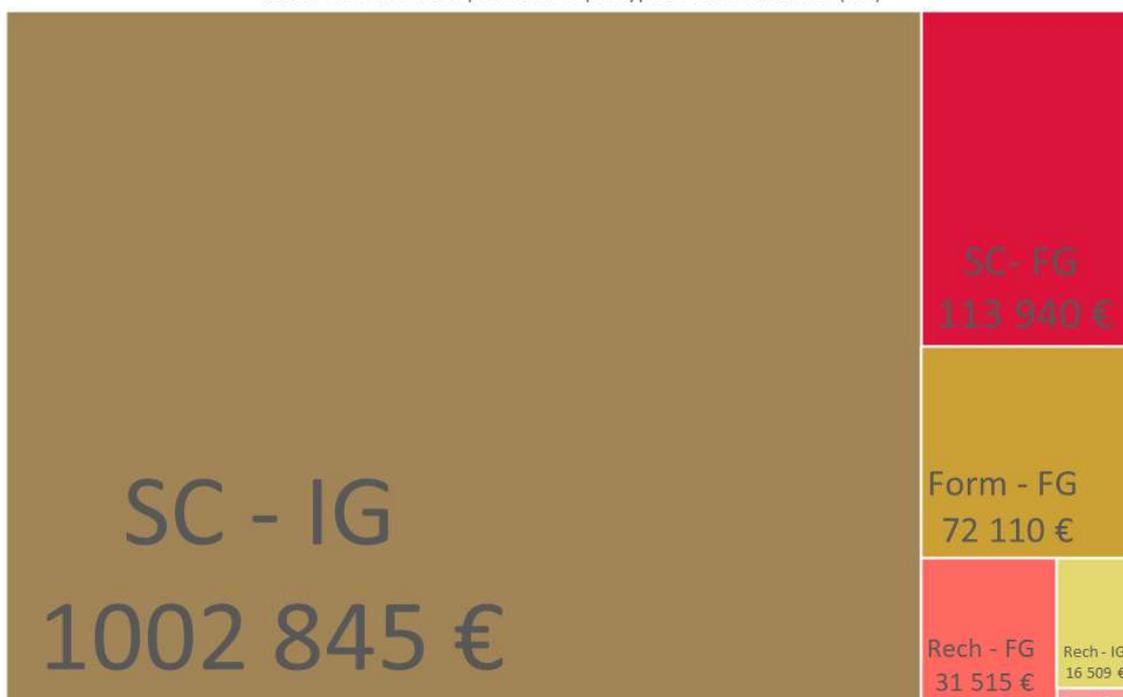


Par ailleurs, les AE engagées en 2022 et non couvertes par des CP avant le 31 décembre devraient générer en 2023 des restes à facturer d'environ 1 239 k€, dont la répartition est la suivante :

Restes à facturer 2022 sur conventions



Ces restes à facturer se répartissent ainsi entre les différentes catégories de centres financiers (SC : services centraux / Form : composantes de formation/ Rech : DRED et laboratoires / FG : fonctionnement/ IG : investissement) :



Ces restes à facturer, issus de la gestion 2022, expliquent pour 1,2 M€ la sous-exécution constatée sur les conventions.

Concernant le fonctionnement, ils relèvent principalement de **dépenses informatiques et audiovisuelles** (154 k€) et, de façon tout aussi modeste que pour le NA et en seconde position, de remboursement de **déplacements et frais de missions** (9 k€).

L'investissement relève en majorité de dépenses relatives aux bâtiments : **travaux de construction neuve** (578 k€) relevant surtout de lots de la phase 2 de La Ruche et **équipements de sécurité** (142 k€ pour des migrations de contrôle d'accès de certains bâtiments). Dans une moindre proportion, on identifie également des RAF dans la catégorie **informatique et audiovisuel** (226 k€, dont achat de serveur d'application, prestations de conseil pour développement d'un outil de gestion des conventions, droits d'utilisations logiciels...).

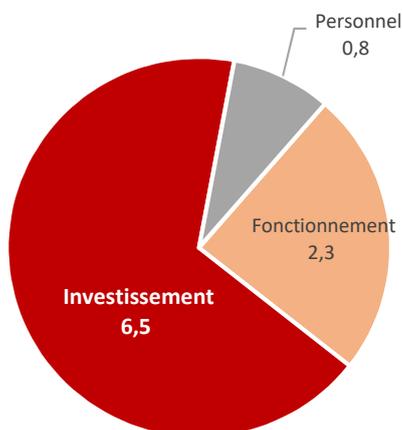
### *Les CP sur AE de l'année 2022*

Par déduction, les CP générées par des AE engagées au cours de l'année 2022 représentent, hors projet La Ruche, 4,3 M€ soit 35,5 % de la dépense sur convention. Pour le fonctionnement seul, la dépense au titre d'AE de l'année 2022 atteint 4,1 M€, représentant 97 % de la dépense sur convention en fonctionnement. Quant aux crédits de personnel, ils sont exclusivement exécutés sur des AE de l'année 2022.

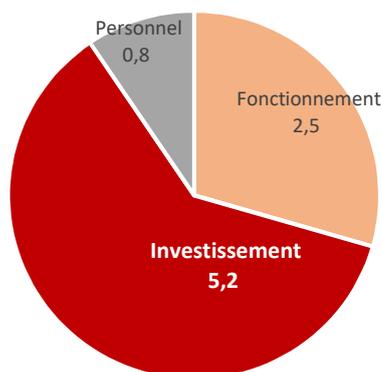
## Les crédits annulés au 31/12/2022

Au 31 décembre 2022, 9,6 M€ sont demeurés non consommés sur les conventions en AE et 8,6 M€ en CP sans avoir fait tous fait l'objet d'une demande de déprogrammation par leurs porteurs.

AE non consommées en M€ (PFI)

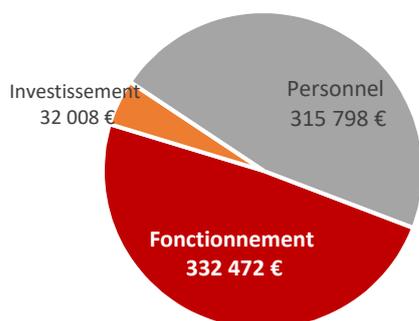


CP non consommés en M€ (PFI)

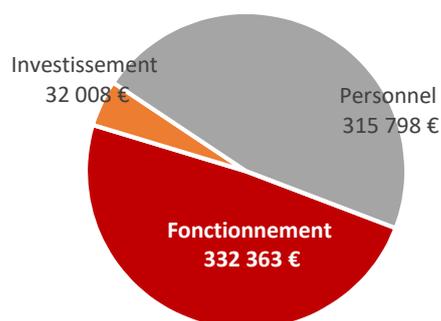


Une partie d'entre eux toutefois avait été identifiée au cours de l'année, soit pour un budget rectificatif soit en préparation du budget initial 2023 (la déprogrammation en 2022 permettant de repositionner les crédits en 2023 avant le bouclage du budget pour l'année suivante). Comme expliqué au point précédent, les dotations sur convention ne font pas l'objet de remontées de crédits sans emploi mais de déprogrammations, qui diminuent le montant des crédits ouverts.

Déprogrammations d'AE sur conventions



Déprogrammation de CP sur convention



Les déprogrammations de crédits 2022 réalisées *via* les budgets rectificatifs n° 1, n° 2 et le budget initial 2023 ont abouti au retrait de 680 k€ en AE et CP.

On rapprochera cette donnée de la sous-consommation totale constatée sur les conventions au 31/12/2022 (hors investissement).

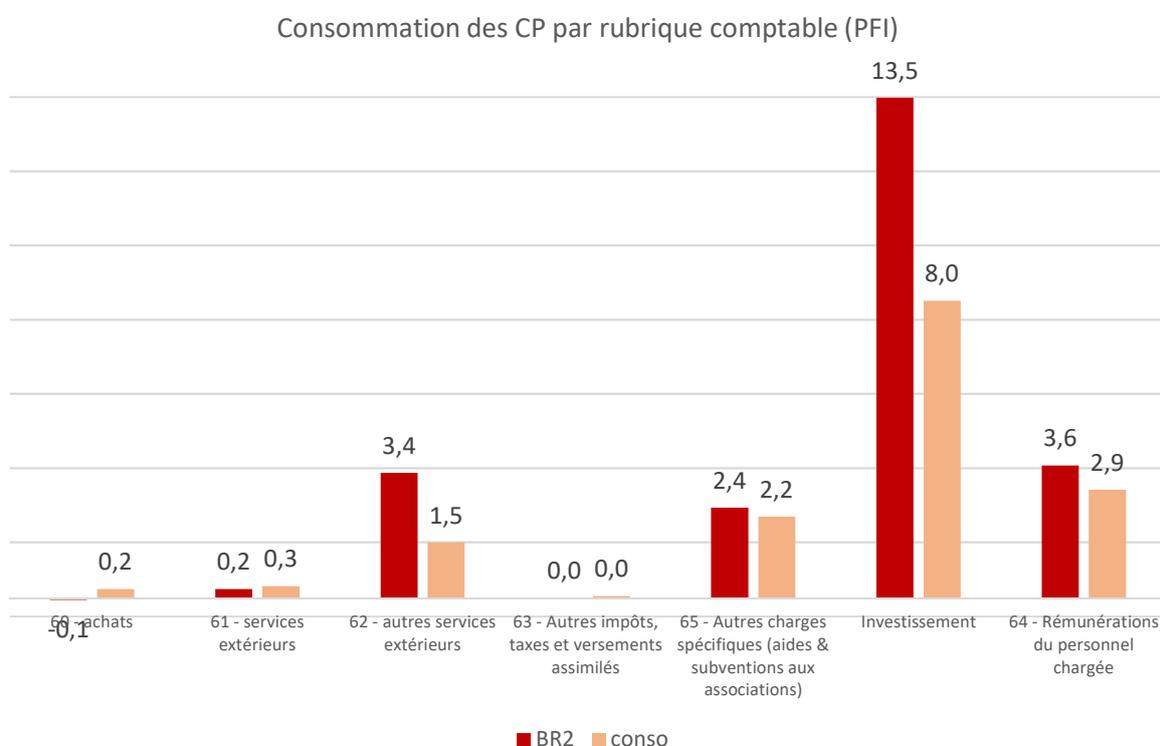
Ainsi, pour les AE, la sous-consommation hors investissement s'établit à 3,1 M€ : la déprogrammation des AE correspond donc à un **taux d'identification** de 20,6%, assez proche de celui constaté hors convention. Pour les crédits de paiement, la déprogrammation s'élève à 3,3 M€, la déprogrammation des CP correspond donc à un taux d'identification de 19,4%, proche également du taux hors conventions.

Ce résultat n'est pas satisfaisant et doit conduire les acteurs de l'établissement à poursuivre les actions menées en matière de **professionnalisation du suivi des conventions pluriannuelles**. Des travaux conjoints associent actuellement la DAF et la direction de la recherche et des écoles doctorales (DRED) pour construire un **espace de réflexion sur la gestion pluriannuelle des conventions de recherche**, en association étroite avec les laboratoires et leurs gestionnaires. Le **déploiement d'un outil de gestion intégré des conventions** (OSCAR), interfacé avec SIFAC, complète la démarche en offrant une vue synthétique des informations « métier » et financières sur les projets en matière de recherche.

### 2.1.2.2 Analyse détaillée de l'exécution (PFI)

#### Structure par compte comptable

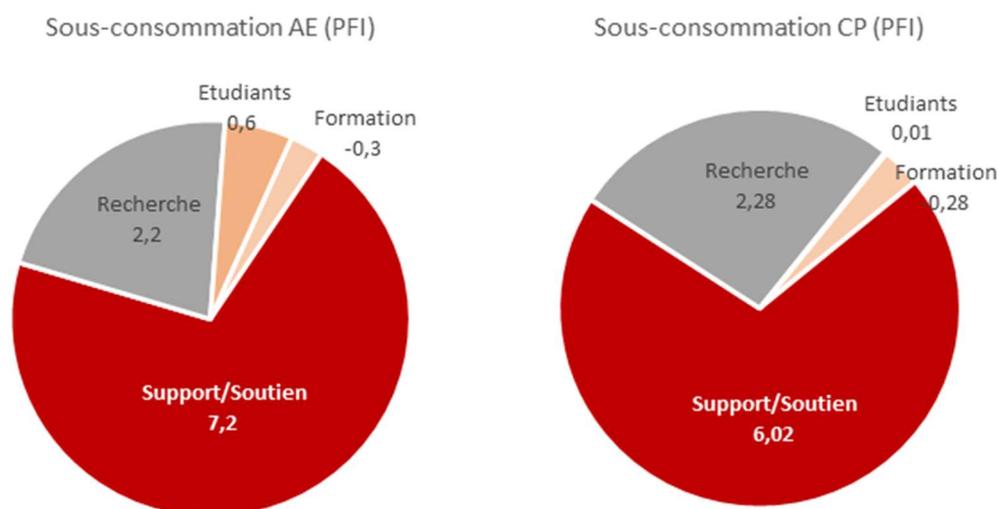
La consommation réalisée par rubrique comptable s'établit ainsi pour les autorisations d'engagements sur conventions :



Hors investissement, les sous-consommations sont moins marquées qu'en NA sur les **achats** et **services extérieurs**, mais demeurent importantes sur les **autres services**

**extérieurs**. La part prépondérante de l'investissement dans la sous-consommation des AE provient de la Ruche.

### Structure par domaine fonctionnel



Concernant les **AE**, la réalisation de la dépense sur convention est la plus basse en termes de **support/soutien** (45,3 % de réalisation du BR2 2022) et de **recherche** (59,7 % de réalisation).

Dans le détail, c'est l'activité immobilier enregistre une réalisation faible de 26,7% du BR2 2022, localisée sur les activités de « **construction/reconstruction/équipement** » du fait du retard pris sur le lancement de la phase 3 de la Ruche (26,6% de réalisation soit une sous-consommation de 5,6 M€ toutes masses confondues).

Pour l'activité « Recherche », la réalisation la plus faible concerne les **SHS** (50,1%) puis les **disciplines transverses** (51,9%) et enfin la **recherche en mathématiques** (68,8%).

Les **crédits de paiement** identifient une sous-consommation sur les mêmes activités : d'une part le **support/soutien** (62,2% de réalisation) au sein duquel l'immobilier est le plus touché (59,8%), d'autre part la **recherche** (58,5%) au sein de laquelle les **SHS** se distinguent (52,1%) des autres disciplines, pour lesquelles le taux est bon (94,1% en **mathématiques**, 104,4% en **transverse**).

## 2.1.3. Dépenses de personnel - focus sur l'exécution 2022

### 2.1.3.1 Dépenses de personnel par destination

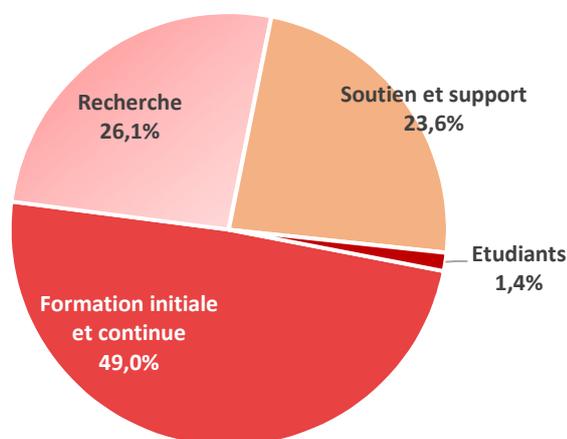
- **Les dépenses de personnel** : il s'agit des rémunérations principales versées aux agents de l'établissement, des rémunérations accessoires, des prestations sociales obligatoires ainsi que des cotisations patronales qui leur sont liées.

**Masse salariale État** : il s'agit des crédits transférés à partir du titre 2 du budget de l'État lors du passage aux compétences et responsabilités élargies.

**Masse salariale sur ressources propres** : il s'agit de toutes les autres charges de personnels hors masse salariale Etat : contrats de recherche, vacations, jury de concours.

Les dépenses de personnel s'élèvent à 128,3 M€ (+ 3,3 % comparativement à 2021 ; +6,3 % par rapport à 2020) et se décomposent comme suit : 122,1 M€ d'emplois sous plafond Etat et sous plafond établissement (+ 3,8 % par rapport à 2021 ; 99,3 % d'exécution budgétaire, (99,5 % du BR)) et 6,2 M€ d'autres dépenses, dont 6,1 M€ de paiements des vacataires et diverses prestations, soit -6,7 % en un an et une réalisation budgétaire de 87,8 %, (89,1 % du BI).

Répartition des dépenses de personnel par destination



Les dépenses de personnel en formation initiale et continue à 62,9 M€ augmentent de 3 % par rapport au CF 2021 (+ 1,9 M€). Dans le détail :

- Les dépenses relatives aux doctorats augmentent de 5 % ;
- Les dépenses relatives aux licences augmentent de 2 % ;
- Les dépenses relatives aux masters augmentent de 4 %.

Les dépenses de personnel pour la recherche augmentent de 4,3 % par rapport à 2021 (+ 1,4M€) en raison principalement de l'effet induit par les revalorisations du point fonction publique d'une part et du SMIC d'autre part.

La destination LOLF **soutien et support** enregistre une hausse de 3 % de la masse salariale (+ 0,7 M€).

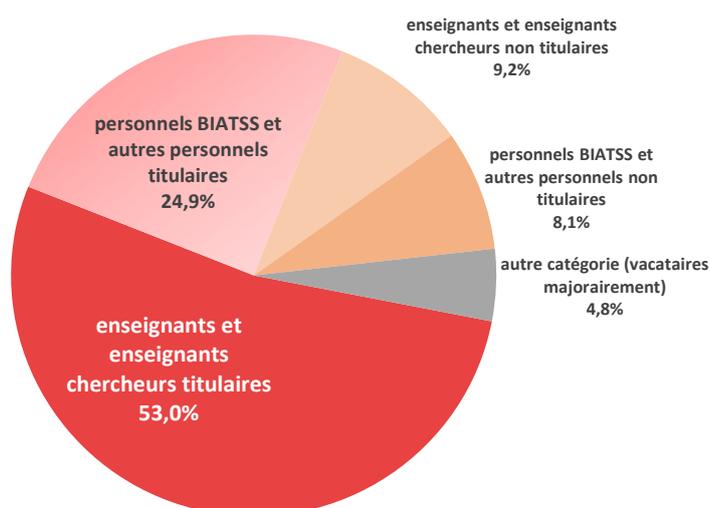
Les dépenses de personnel en lien avec **la vie étudiante** sont en augmentation de 7 % au CF 2021 (+ 117 k€), s'agissant principalement de la santé des étudiants. Cette évolution dénote, comme en 2021, l'implication de l'établissement dans l'accompagnement des étudiants durant et après la crise sanitaire.

### 2.1.3.2 Masse salariale par catégorie d'emploi

La masse salariale de 128,3 M€ est composée de :

- 112 M€ d'**emplois sous plafond Etat** (+ 3,5 % comparativement au CF 2021) ;
- 10,1 M€ d'**emplois sous plafond établissement** (+ 7,5 %) ;
- 6,1 M€ d'**autres catégories de dépenses dont vacataires et diverses prestations sociales** (-6,7 % ; 89,1% du BI, 87,8 % du BR) ;
- 0,1 M€ d'**autres dépenses non suivies dans OREMS** (-8,8 %).

Masse salariale par catégorie d'emploi



Les **dépenses d'emplois titulaires**, qui ont progressé de 3,1 % comparativement au réalisé 2021, s'élèvent à 99,9 M€ (99,4 % d'exécution budgétaire du BI, 99,5 % du BR) et se décomposent comme suit :

- 67,9 M€ pour les **personnels enseignants et enseignants chercheurs** (+ 3,6 % ; 99,4 % d'exécution du BI, 99,9 % du BR) dont 1,8 M€ d'heures complémentaires (+ 1,6 % ; 99,3 % de réalisation du BI, 99 % du BR2) ;
- 32 M€ pour les **personnels BIATSS et autres personnels** (+ 2,1 % ; 96,9 % d'exécution du BI, 98,5 % du BR2).

Les **dépenses d'emplois non titulaires** à 22,2 M€ sont à 99,9 % d'exécution par rapport au BI 2022 (98,7 % du BR2) et en augmentation par rapport au réalisé 2021 (+ 7,1 %) :

- 11,8 M€ pour les **personnels enseignants et enseignants chercheurs**, soit + 3,5 % comparativement au CF 2021 et 99,9 % d'exécution du BI (96,7 % du BR) ;
- 10,4 M€ pour les **BIATSS et autres personnels** (dont 2,6 M€ pour des CDI ; + 10,9 %), soit + 11,4 % en un an et 99,9 % de réalisation du BI (99 % du BR2).

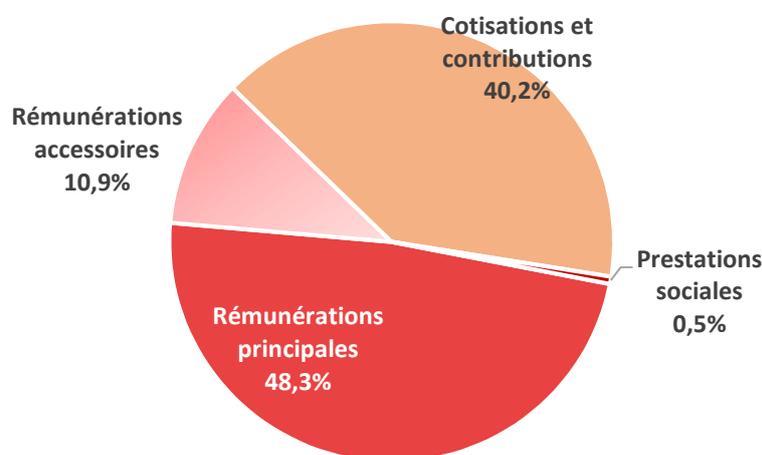
Ainsi, les **dépenses pour les emplois d'enseignants et enseignants chercheurs** s'élèvent à 79,8 M€, soit une réalisation budgétaire à 100,5 % du BI (99,5 % du BR2) et une augmentation de 3,6 % par rapport au réalisé 2021.

Les **dépenses pour les emplois de personnels BIATSS** à 42,4 M€ sont en augmentation de 4,3 % par rapport au CF 2021 (97,7 % de réalisation du BI, 99,1 % du BR2).

Les **dépenses de personnels permanents** (personnels titulaires et les CDI) représentent 102,8 M€ (99,8 % d'exécution du BI, 99,6 % du BR2 ; + 3,3 % en un an), soit 80,1 % des dépenses de masse salariale.

**Ce ratio est en dessous du seuil de vigilance du ministère à 83%** (seuil d'alerte à 85%). Il est quasiment stable par rapport aux deux années précédentes (80% au CF 2021, 80,1 % au CF 2020, 83% au CF 2019, 81,1 % au CF 2018).

### 2.1.3.3 Masse salariale par typologie de rémunération



La masse salariale globale de 128,3 M€ est composée des éléments de rémunération suivants :

- 62 M€ de **rémunérations principales** (99,5 % d'exécution par rapport au BI 2022, 97,9 % du BR2 et + 2,6 % par rapport au CF 2021) ;
- 14 M€ de **rémunérations accessoires** (cours complémentaires, vacances d'enseignement, primes et indemnités, ...) en augmentation de 9,7 % par rapport au réalisé 2021 (98,3 % du BI, 96,7 % du BR) ;

- 51,6 M€ de **contributions et cotisations sociales** (pensions, cotisations ASSEDIC et autres cotisations) qui sont supérieures de 2,0 % par rapport au CF 2021 (98,9 % de réalisation, 97,5 % du BR) ;
- 0,68 M€ de **prestations sociales** en augmentation de 39,4 % par rapport au réalisé 2021 (75,9 % du BI, 97 % du BR).

#### 2.1.3.4 Masse salariale par facteur d'évolution

- Le **GVT** est la part de l'évolution des salaires qui résulte des évolutions de carrière propres à chaque agent. Il se décline en trois composantes :
  - **L'effet glissement** : c'est l'impact des flux entrants et sortants, c'est-à-dire du renouvellement du personnel sur l'évolution de la masse salariale. Les entrants sont en moyenne plus jeunes et moins « primés » et par conséquent, rémunérés à un niveau moins élevé que l'ensemble des personnels d'un établissement. L'effet des entrants est donc en général négatif sur l'évolution générale de la masse salariale. Le signe de l'effet des sortants est moins évident car les sortants ne sont pas forcément des personnes plus qualifiées et/ou plus âgées et donc mieux rémunérées ;
  - **L'effet vieillesse** : c'est l'impact sur l'évolution générale de la masse salariale des changements de salaire, sans changement de fonction, dus au déroulement normal de carrière dans le métier suite à l'ancienneté : avancement sur grille indiciaire ;
  - **L'effet technicité** : c'est l'impact sur l'évolution générale de la masse salariale des changements de grade ou de corps, et/ou de l'acquisition de compétences nouvelles. Ces changements sont en général validés suite à un concours ou un examen professionnel.

Les principaux facteurs d'évolution de la masse salariale entre 2021 et 2022 sont les suivants :

- **Correction de l'exécution**, relative aux indemnités de rupture conventionnelle. Suite à la loi de transformation de la fonction publique, de nombreux dossiers ont abouti à une rupture conventionnelle en 2021. Il s'agissait toutefois d'une année exceptionnelle, le coût a été moindre en 2022 ;
- Extension en année pleine (EAP) de **mesures catégorielles** exclusivement 2021 (revalorisation de l'INM minimal à 340 au 1er octobre 2021 qui a impacté les grilles des BIATSS catégories C, et l'EAP de la revalorisation du taux des doctorants pour la génération 2021-2024 ;
- **EAP du schéma d'emplois** (hors contrats de recherche) 2021 de la campagne d'emplois 2021 : postes BIATSS financés créés en 2021, prolongations Covid des doctorants impactant 2022 et doctorants supplémentaires sur la génération 2021-2024 (financement LPR 2021) ;
- **Mesures générales** (titulaires et non titulaires) 2022 : valorisation de l'augmentation de la valeur du point au 1er juillet 2022.
- **Revalorisation du SMIC et des contractuels doctorants** : l'augmentation du SMIC au 1<sup>er</sup> mai 2022 a impacté les agents de catégorie C et certains contractuels enseignants (associés, lecteurs et contractuels 2<sup>nd</sup> degré). A compter du 1<sup>er</sup> septembre 2022 c'est la rémunération des contractuels doctorants qui a été revalorisée pour la nouvelle génération 2022-2025.

- **Autres cotisations** (augmentation par le SYTRAL du taux de la cotisation versement transport au 1er juillet 2022) ;
- **Mesures catégorielles 2022** (titulaires exclusivement) : les mesures de la LPR (reclassements et repyramidages) n'ont pas toutes été mises en paye dès 2022. On notera par ailleurs un surcoût des nouvelles grilles des catégories B au 1er septembre 2022.
- **Indemnitaire obligatoire 2022** : Pour les enseignants et enseignants chercheurs titulaires, il s'agit des effets de la LPR avec la mise en place du RIPEC et des primes C1, C2 et C3 mensualisées. Pour les BIATSS fonctionnaires il s'agit de nouveau régime indemnitaire dans le cadre du RIFSEEP. Autres effets : l'indemnité de fin contrat et l'indemnité télétravail, pour lesquelles 2022 est la première année complète de référence, ainsi que l'indemnité inflation et la GIPA (en augmentation avec l'inflation).
- **GVT 2022** : le solde du GVT s'établit à 895 k€.
- **Schéma d'emplois (hors contrats de recherche) 2022** : On retrouve ici les variations à la baisse des effectifs enseignants et enseignants chercheurs décrites plus haut, malgré l'augmentation financée par la LPR du nombre de doctorants contractuels. On notera également une baisse des vacances administratives dont une partie s'explique par la fin du dispositif COMESUP de la région.
- **Evolution de la structure des emplois 2022** : comme précisé dans l'analyse des emplois, on enregistre une baisse importante des personnels BIATSS titulaires, compensée en partie par des contractuels, dont le coût moyen est inférieur.
- **Variations des heures complémentaires 2022**, non anticipée en BI et BR2.
- **Variations sur les contrats de recherche 2022** : faible hausse.

#### 2.1.3.5 Plafond d'emploi et ETPT de la masse salariale

- Les données du tableau 1 annexé expriment les ETPT (= *équivalents temps plein travaillés, unité de décompte proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année*) à partir des données de la paye. Dans le *DPGECP (Document Prévisionnel de Gestion des Emplois et des Crédits de Personnels)*, les ETPT sont calculés à partir des données de la paye ;
- Les ETPT de l'établissement énoncés intègrent les données des personnels titulaires et contractuels (mais non ceux des personnels vacataires).

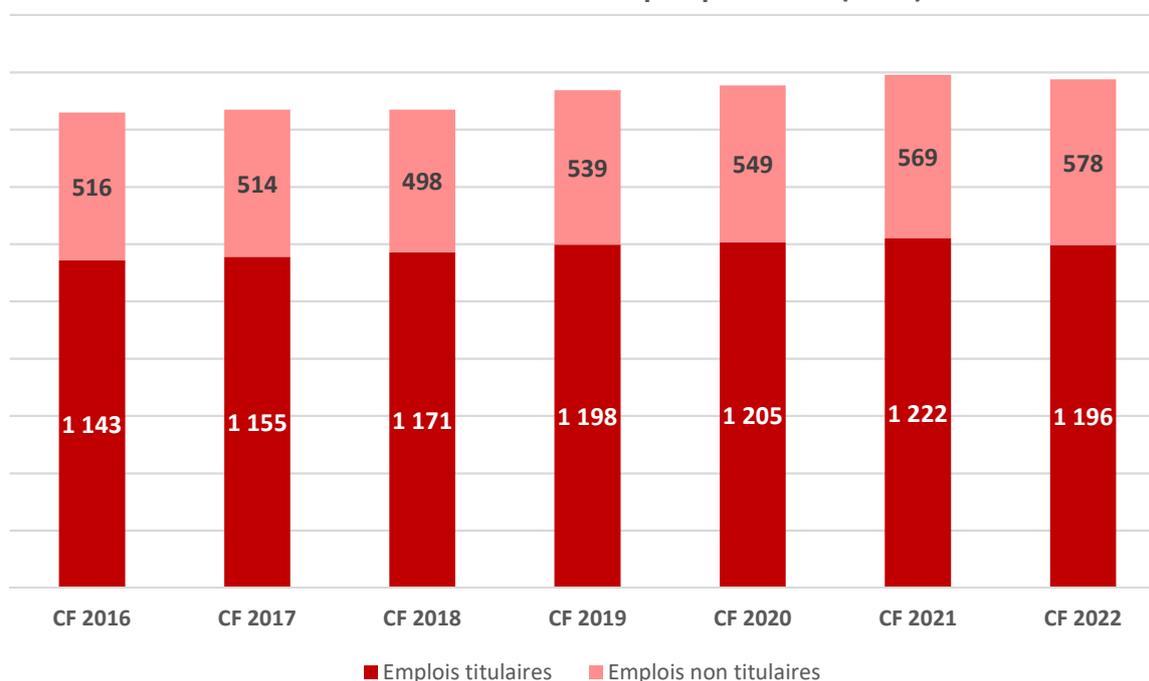
Parmi les faits à noter dans la réalisation 2022 du tableau des emplois, on signalera :

- Que les fonctionnaires **enseignants et enseignants chercheurs** ont été légèrement moins nombreux que prévus ;

- Que la volonté de maîtriser la masse salariale sur la **campagne d'ATER seconde vague** a généré une exécution inférieure au BI pour les **contractuels enseignants et enseignants chercheurs**. Cette campagne, qui concerne les supports d'enseignants et enseignants chercheurs dont la vacance n'était pas connue au moment du vote de la campagne d'emplois en 2021, a été arbitrée à l'été 2022. La **compensation des supports vacants** par des contractuels enseignants a été **moins forte** qu'habituellement de manière à préserver la campagne d'emplois 2023 des postes titulaires ;
- L'exécution pour l'ensemble des personnels BIATSS (titulaires et contractuels, plafond Etat et établissement) a été plus basse qu'anticipée en raison d'un **turnover important** et de **difficultés à recruter**, générant des vacances de postes et un retard dans le lancement de certains projets. Cette sous-exécution cache deux dynamiques différentes : d'une part une **baisse importante des fonctionnaires BIATSS**, d'autre part une **augmentation des contractuels BIATSS plafond 2** qui ne la compense que partiellement. Cette évolution ne résulte pas d'une volonté de l'établissement, l'objectif reste de stabiliser le ratio fonctionnaire/contractuel pour les BIATSS.

Ainsi, le **plafond global d'emplois voté par le Conseil d'administration** (tableau 1) en BR2 2022 était de 1848 ETPT dont 1561 sous plafond Etat et 287 financés hors SCSP.

Evolution de la structure d'emploi par statut (ETPT)



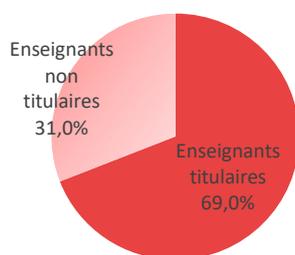
Au CF 2022, **1775 ETPT (en moyenne annuelle)** sont réalisés au sein de la **masse salariale de l'établissement** :1503 sous plafond Etat et 272 financés hors SCSP. Ce nombre en légère progression représente une exécution budgétaire de 98,8 % du BR2).

Le **coût moyen d'1 ETPT à 68 826 €** est en augmentation de 4,7 % par rapport à 2021. Cette moyenne couvre des situations diverses :

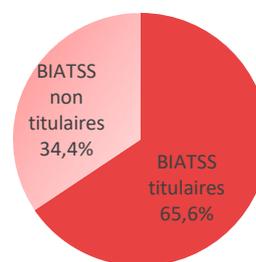
- 104 542 €/ETPT pour un enseignant / enseignant chercheur titulaire, 40 453 € lorsqu'il est non titulaire ;
- 58 619 € pour un personnel BIATSS titulaire, 36 158 € lorsque ce dernier est contractuel.

Pour une bonne analyse, l'écart entre les ETPT de l'établissement et son plafond d'emplois doit être nuancé par le **taux de rigidité des dépenses** (dépenses de personnel sur les produits encaissables de l'établissement), qui dépasse le seuil de vigilance du ministère (82,2 % pour un seuil défini à 82 %).

Répartition ETPT enseignants et enseignants chercheurs



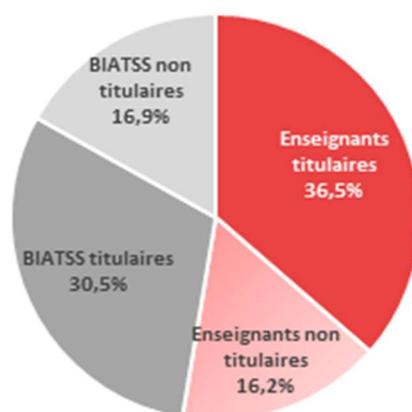
Répartition ETPT BIATSS et autres personnels techniques



Les **personnels titulaires** représentent 1196 ETPT, soit 67,4 % du total : 99,7 % de réalisation du BR2 2022 (98% du BI) et - 2,1 % par rapport au réalisé 2021.

Le nombre d'emplois de **personnels non titulaires** avec 578 ETPT, soit 32,6 % du total, est en augmentation de 1,7 % comparativement au réalisé 2021 (97,2 % d'exécution du BR2 2022, 99,2 % du BI).

Répartition des ETPT



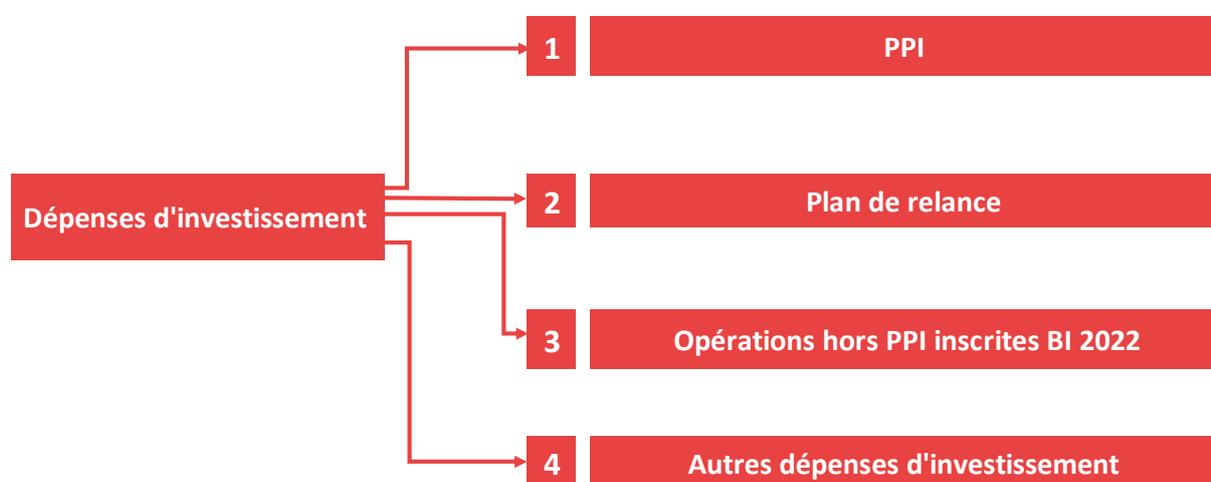
Les 942 ETPT d'**enseignants et enseignants chercheurs** (- 1,7 % comparativement à 2021), correspondent à 53 % de l'ensemble des ETPT. Ils se déclinent comme suit : 650 ETPT titulaires (-1,9 %) et 292 ETPT non titulaires (-1,1 %).

Les 833 ETPT de **personnels BIATTS** sont en augmentation de 0,1 % par rapport à 2021 et représentent 47 % du total. Ils se décomposent ainsi : 546 ETPT titulaires (-2,3 %) et 287 ETPT non titulaires (+ 5,1 %).

On notera enfin 52 **emplois rattachés aux contrats de recherche**, composés d'enseignants-chercheurs mais aussi de BIATSS.

#### 2.1.4. Dépenses d'investissement - structuration des opérations

Pour mémoire, la dépense d'investissement de l'établissement est répartie entre les quatre grandes catégories rappelées ci-dessous :



Concernant les opérations immobilières relevant du programme pluriannuel d'investissement (**PPI**), on rappellera que d'après le guide d'analyse des fonds de roulement produit par le ministère de tutelle, notre établissement doit être en mesure de justifier l'engagement d'une opération ou un commencement d'exécution pour pouvoir l'y inclure. Le PPI de l'établissement comprend par conséquent les opérations immobilières pluriannuelles ayant effectivement démarré, qui forment le **périmètre applicable depuis le BI 2021**.

Certaines opérations **ne sont plus inscrites au PPI** (item 3 du schéma ci-dessus) mais les crédits nécessaires à leur réalisation ont été maintenus (l'inscription au PPI est sans effet sur la réalisation effective d'une opération mais satisfait à des exigences de suivi particulier des dépenses et recettes).

## Le périmètre du PPI pour le CF 2022

PPI		
Opération n°	Nature	Coût total opération
1	900070PCS- Plan Campus	8 488 057 €
2	900070LC- Learning Center (1) LA RUCHE	47 828 217 €
3	900070SGN-signalétique	1 121 370 €
4	900070BU -Bib Univ Provisoire	3 521 696 €
5	900070PA-aménagements paysagers PDA	235 000 €
	<b>TOTAL PPI</b>	<b>61 194 339 €</b>

N.B. : le montant total des opérations est le dernier connu. Il peut donc varier avec celui présenté dans les documents budgétaires précédents (BR2 2022).

Les opérations figurant ci-dessus ont été prévues au budget 2022 et ont, pour la plupart, fait l'objet de dépenses. Elles correspondent aux projets pluriannuels en cours les plus structurants en matière immobilière. Le montant affiché ici est le coût total de l'opération ; les dépenses et recettes inscrites au budget 2022 et pour les années suivantes est détaillée dans le tableau 9bis des opérations pluriannuelles.

Concernant la construction de la Ruche, les ouvertures de plis pour la phase n°3, couplées au contexte inflationniste, conduiront à constater un surcoût du montant total de l'opération, dont la nouvelle évaluation sera présentée lors du prochain acte budgétaire soumis au conseil d'administration.

## Le plan de relance

Plan de relance		
Opération n°	Nature	Coût total opération
6	PRELANCERCU - Raccordement réseau chauffage urbain	2 640 089 €
7	PRELANCEGTC - Automates de régulation	415 911 €
8	PRELANCELED - Mise en place de LED	207 200 €
9	PRELANCEPHO - Panneaux photovoltaïques	654 756 €
10	PRELANCEROB -Robinets thermostatiques	88 000 €
11	PRELANCECIC - Circulateurs de chauffage	80 985 €
	<b>TOTAL Plan de relance</b>	<b>4 086 941 €</b>

Le plan de relance est suivi comme financement fléché de l'investissement par l'Etat. Il fait l'objet d'un financement à 100%.

## Les opérations réalisées en 2022 non inscrites au PPI

### Opérations hors PPI inscrites BI 2022

Opération n°	Nature	Coût total opération
12	900070LUM- Eclairage général	711 374 €
13	900070SOL- Aménagements sols	480 171 €
14	900070MO-RENOVATION ELECTRIQUE MOM	389 442 €
15	900070DT-DTA sols	170 000 €
16	900070AD- Travaux accessibilité (ADAP)	404 413 €
17	900070PR-Parking Ruche	480 000 €
18	900070PE-Structures Pétroff	220 000 €
<b>TOTAL Projets</b>		<b>2 855 400 €</b>

N.B. : le montant total des opérations est le dernier connu. Il peut donc varier avec celui présenté dans les documents budgétaires précédents (BR2 2022).

Certaines opérations d'investissement correspondent à des besoins importants de l'établissement mais ne peuvent pour autant être formellement inscrites au PPI, soit qu'elles ne correspondent à des projets stratégiques pour l'ensemble de l'établissement (DTA sols, éclairage général...), soit qu'elles ne soient pas pluriannuelles, soit qu'elles n'aient pas démarré.

Le montant affiché ici est le coût total de l'opération ; les dépenses et recettes réalisées en 2022 et pour les années suivantes sont détaillées dans le tableau 9bis des opérations pluriannuelles.

### Autres dépenses d'investissement

Elles ont compris en 2022 les achats informatiques et les petites immobilisations, ainsi qu'une partie des dépenses du schéma directeur du numérique, désormais totalement intégré dans une nouvelle structuration budgétaire de la DSI en programmes d'action. Le tableau ci-dessous en présente les axes principaux :

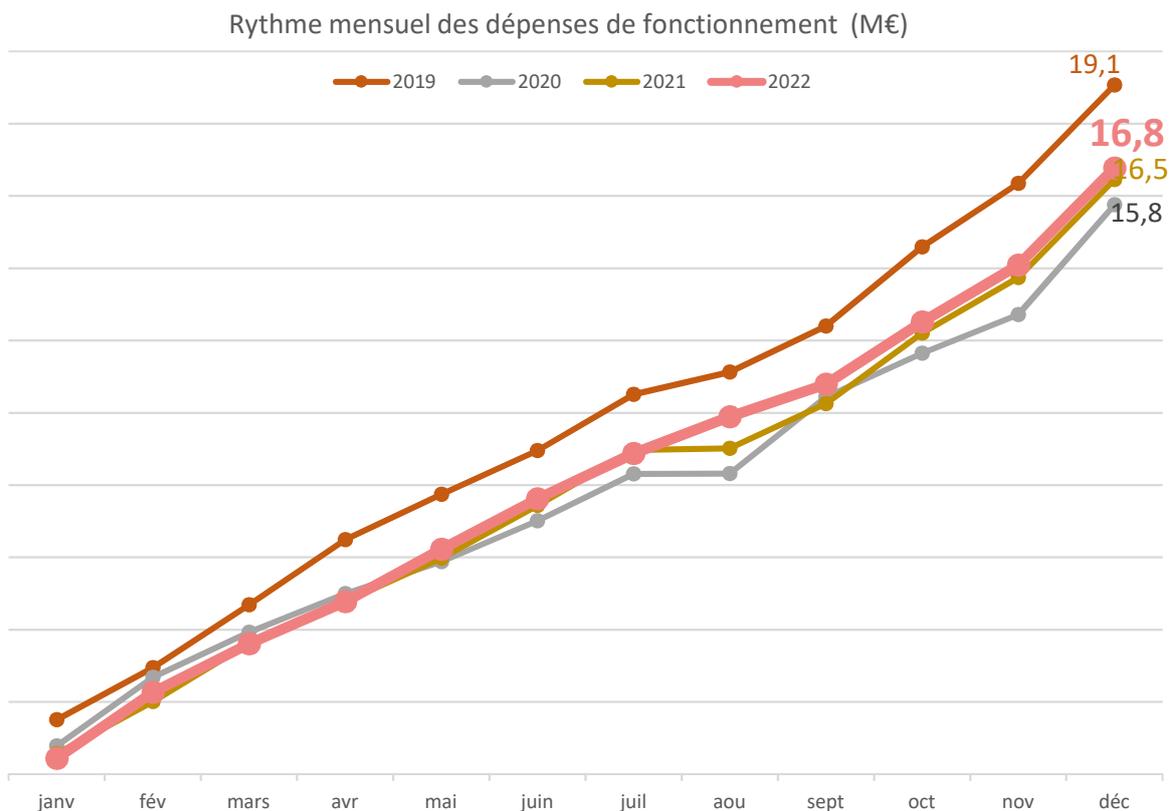
#### Autres dépenses d'investissement: focus DSI

Programme	Nature	Enveloppe 2022
P03	Communication et valorisation	90 000 €
P04	Services numériques sur le campus	160 000 €
P05	Equipement et aménagement numérique des espaces	1 078 000 €
P06	Simplification, pilotage et dématérialisation	233 000 €
P09	Infrastructures, réseaux et socle technique	725 000 €
P90	Evolutions de l'existant	224 000 €
P91	Autres dépenses contraintes	26 300 €
<b>TOTAL DSI</b>		<b>2 536 300 €</b>

## 2.1.5. Qualité de l'exécution budgétaire - bilan de l'année 2022

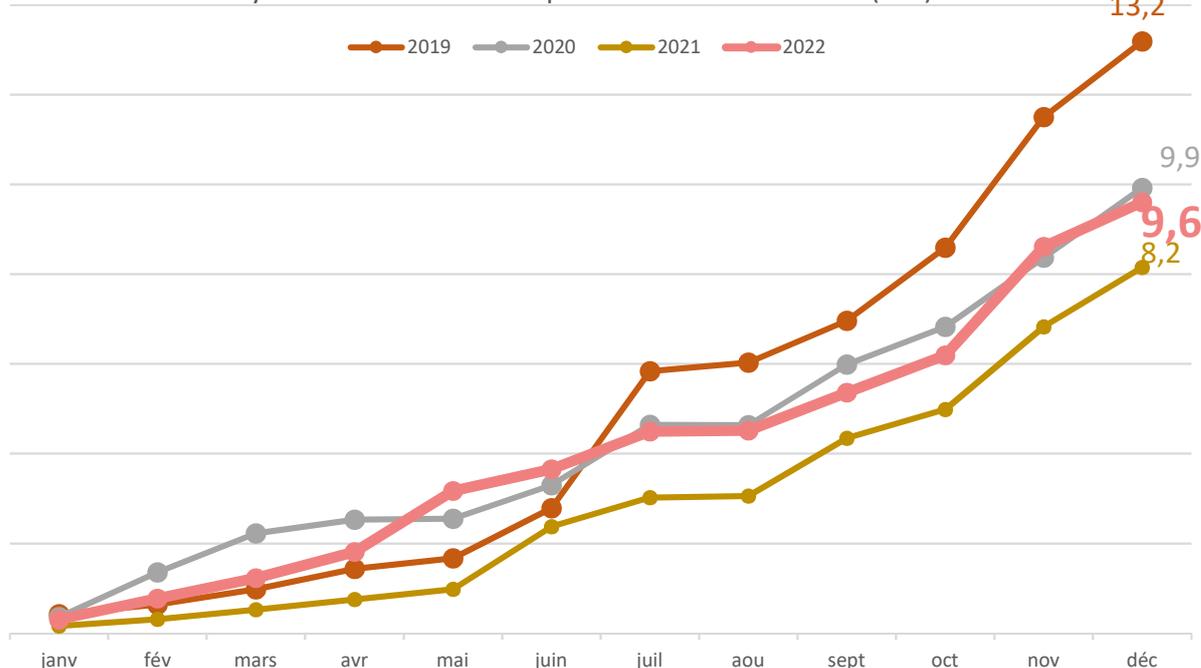
### 2.1.5.1 Rythme d'exécution des dépenses et recettes

L'année 2022, marquée par une exécution de la dépense hors masse salariale proche de l'année 2021, enregistre un **rythme mensuel** de la dépense de fonctionnement **très similaire** aux années antérieures et ce **malgré les hausses intervenues** sur les **fluides** et la **reprise** des dépenses de **mission/déplacements/hébergement**.



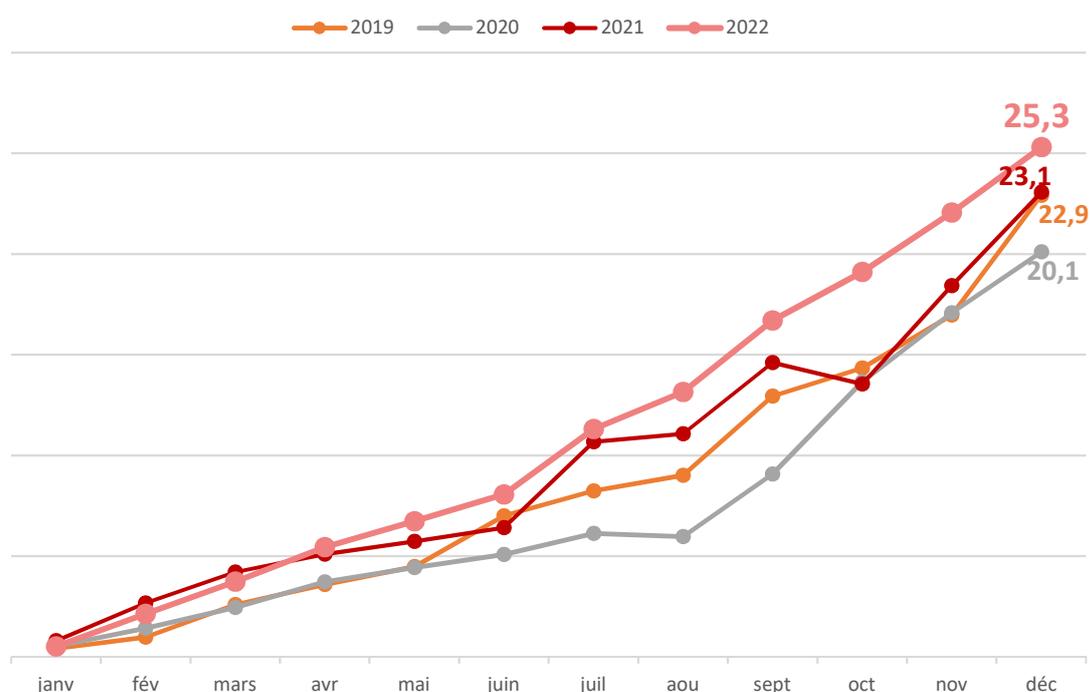
En l'absence de décaissements d'ampleur sur le projet immobilier **La Ruche**, le rythme mensuel d'exécution de la dépense d'investissement demeure également proche de celui de 2021 :

Rythme mensuel des dépenses d'investissement (M€)



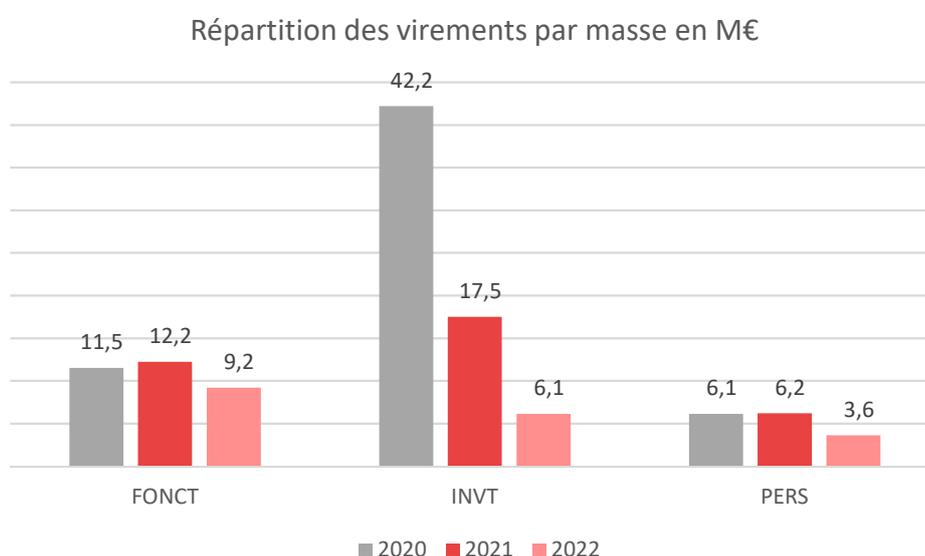
En revanche l'exécution des **recettes** témoigne d'un **meilleur lissage** tout au long de l'année et notamment au cours des troisième et quatrième trimestres, plus irréguliers les années précédentes (encaissement des recettes de formation en lien avec le calendrier de la rentrée universitaire).

Ci-dessous, la courbe mensuelle de consommation des RE (recettes encaissées) pour les recettes propres d'activité (hors SCSP, hors financement de l'investissement) :



### 2.1.5.2 L'exécution vue au travers des virements budgétaires

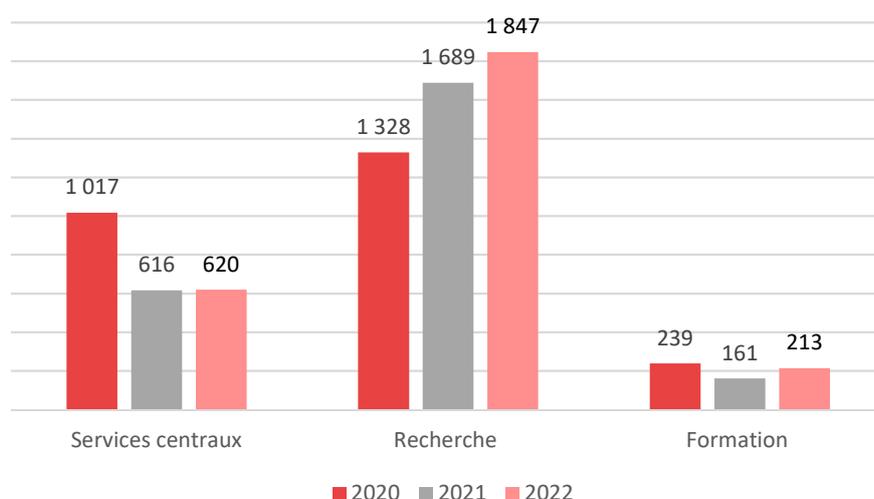
A contrario des années 2020 et 2021, les virements budgétaires ont principalement concerné le **fonctionnement** (9,2 M€) au titre des **déprogrammations de fin de gestion** (réalisées en janvier 2023) et dans une moindre mesure, pour abonder les services de l'immobilier en anticipation de la hausse des prix de l'énergie. L'investissement est la deuxième masse concernée (6,1 M€), principalement au titre de déprogrammations de fin de gestion (réalisées en janvier 2023) sur certaines opérations immobilières (La Ruche, Plan de relance, opérations immobilières récurrentes). La masse salariale a été concernée à hauteur de 3,6 M€, qu'il s'agisse d'ouverture de nouvelles conventions, de déprogrammations de fin de gestion...



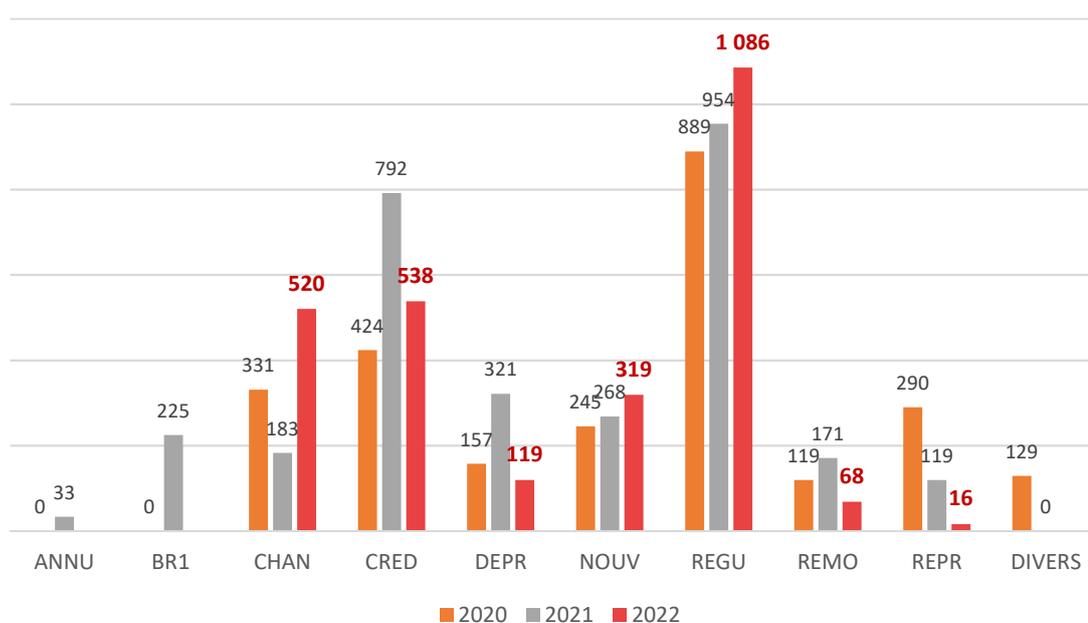
Les virements concernent toujours une **part significative du budget voté** (12 % des AE, 11% des CP) et signalent à ce titre une réelle **difficulté à programmer la dépense ou à l'exécuter**. Signe toutefois d'une **gestion plus fine et réactive**, les changements de masse représentent 520 virements contre 331 en 2021, mais pour un montant de 1,1 M€, contre 2,4 M€ en 2021. La multiplication des actes sur un montant global plus faible témoigne ainsi de **nombreux ajustements** destinés à tenir compte de **l'évolution des programmations budgétaires**, particulièrement nécessaire sur certaines conventions pluriannuelles.

La **recherche** constitue le **principal secteur** concerné par les virements budgétaires.

### Virements par catégorie de centres financiers



Les opérations sont réparties comme suit (en nombre d'actes) :



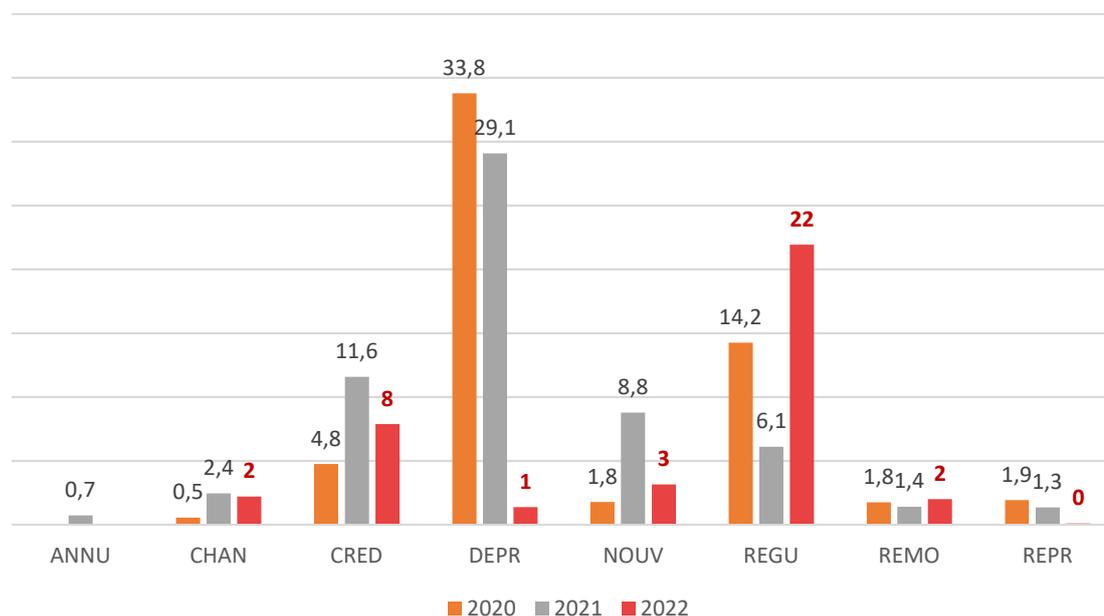
On notera les points suivants :

- L'exécution des conventions génère la très grande majorité des virements (86 %). Parmi ceux-ci, 46 % des opérations sont liés à la programmation des dépenses sur conventions. Elles regroupent les déprogrammations (DEPR, -63 % par rapport à 2021), les reprogrammations (REPR, - 86,6 %) et les opérations de régularisation (REGU, +13,8%). ;
- Le nombre de virements pour changement de masse est presque multiplié par trois (CHAN, + 184 %), en raison d'un pilotage plus fin et réactif tout au long de l'année induisant des modifications de la programmation budgétaire. Pour autant, on note la persistance des difficultés évoquées pour les achats

d'investissements sur conventions, particulièrement prégnants en fin de gestion (immobilisation erronée de marchandises n'ayant pas vocation à l'être ou inversement oublié d'immobilisation...) et nécessitant l'adaptation des masses à disposition des porteurs de projets ;

- Les virements pour **remontées de crédits** (non affectés) enregistrent une forte baisse (REMO, -60 %) en raison d'un contexte sanitaire plus favorable n'ayant pas nécessité l'annulation de nombreux projets d'achats. Pour autant, on rapprochera cette année du montant important de sous-exécution constatée sur les crédits non affectés.

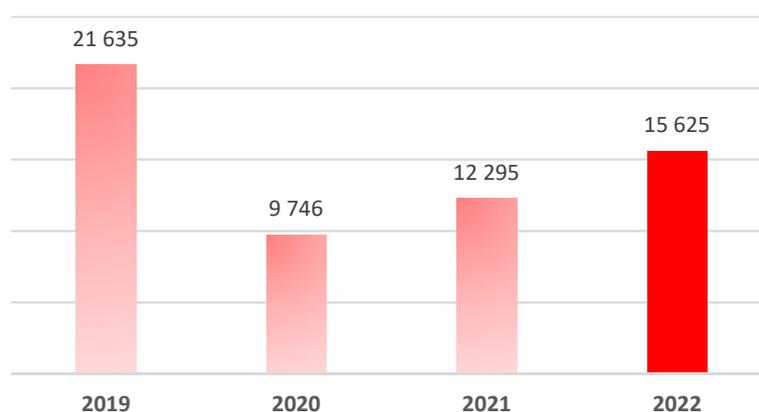
La répartition de ces opérations est la suivante (en M€) :



### 2.1.5.3 L'exécution vue au travers des actes financiers

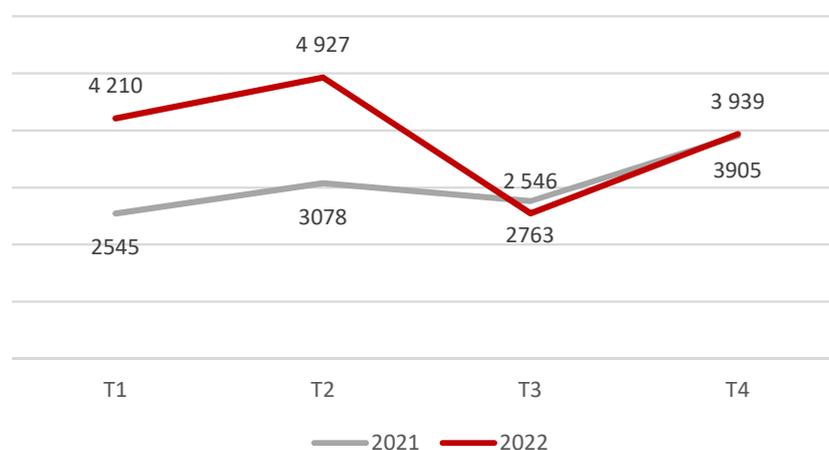
En matière de commandes, l'année 2022 marque une **reprise de l'activité** après deux années ralenties par le contexte sanitaire (+ 27 % par rapport à 2021). **Néanmoins, le volume de BC demeure bien inférieur à celui enregistré en 2019.** L'analyse des restes à payer a mis en exergue un **report de commandes plus important qu'en 2021.** Pourtant l'étude de la périodicité des BC permet de voir un **meilleur lissage de l'activité** pour l'exercice 2022.

### Nombre de bons de commande (BC)



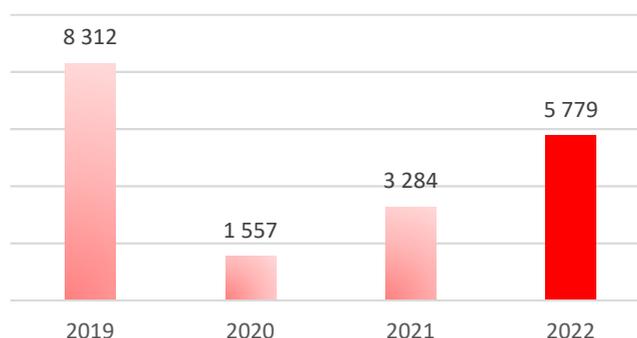
L'année dernière, 45% des bons de commande ont été réalisés sur les deux premiers trimestres et 55 % sur le dernier semestre. En 2022, les taux sont respectivement de 60% et de 40%. Il n'a pas été réalisé d'étude précise des montants des bons de commande en fonction de la temporalité mais étant donné que les restes à payer de 2022 affichent un montant en fonctionnement supérieur à 2021, le montant moyen des bons de commande est supérieur à l'exercice précédent. Toutefois, les consommations demeurent faibles au regard des cibles fixées.

### Nombre de BC par trimestre



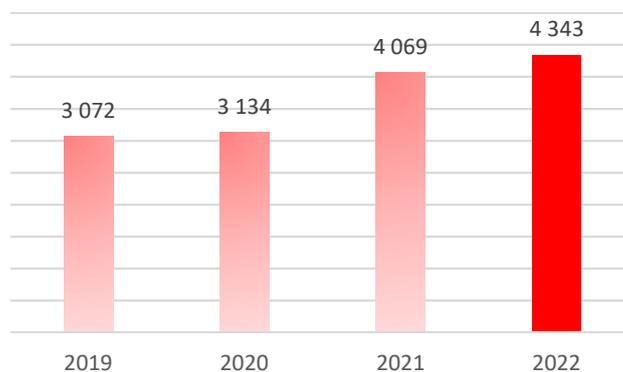
Le nombre de **missions** affiche une **nette progression** par rapport à 2021 (+75%). La levée de toutes les restrictions liées au Covid s'est traduite par une **reprise très sensible des déplacements en France et à l'étranger**. Les dépenses auprès du prestataire de voyage ont bondi : de 595 k€ au 31/12/2021, elles sont passées à 1,2 M€ au 31/12/2022 soit 200% de hausse. En matière de remboursements, le même constat s'opère : 268 915 € en 2021 et 446 253 € en 2022.

### Nombre de missions



Le nombre de titres de recette continue de croître (+ 7% par rapport à 2021). Sans surprise, la formation continue concentre 60% d'entre eux. Si la **réalisation des BC est davantage lissée** en 2022, celle des recettes reste **massivement concentrée sur le dernier trimestre** : 40% des titres ont été saisis entre le 1er octobre et le 16 décembre. **Cette concentration** sur les derniers mois de l'exercice, couplée à une absence de visibilité sur les dossiers en instances de facturation (notamment en matière de formation continue) **nuît au pilotage fin** de l'activité et au déroulement serein de la fin de gestion.

### Nombre de titres de recette



## 2.2. Recettes

### 2.2.1. Recettes hors conventions (NA) - analyse globale

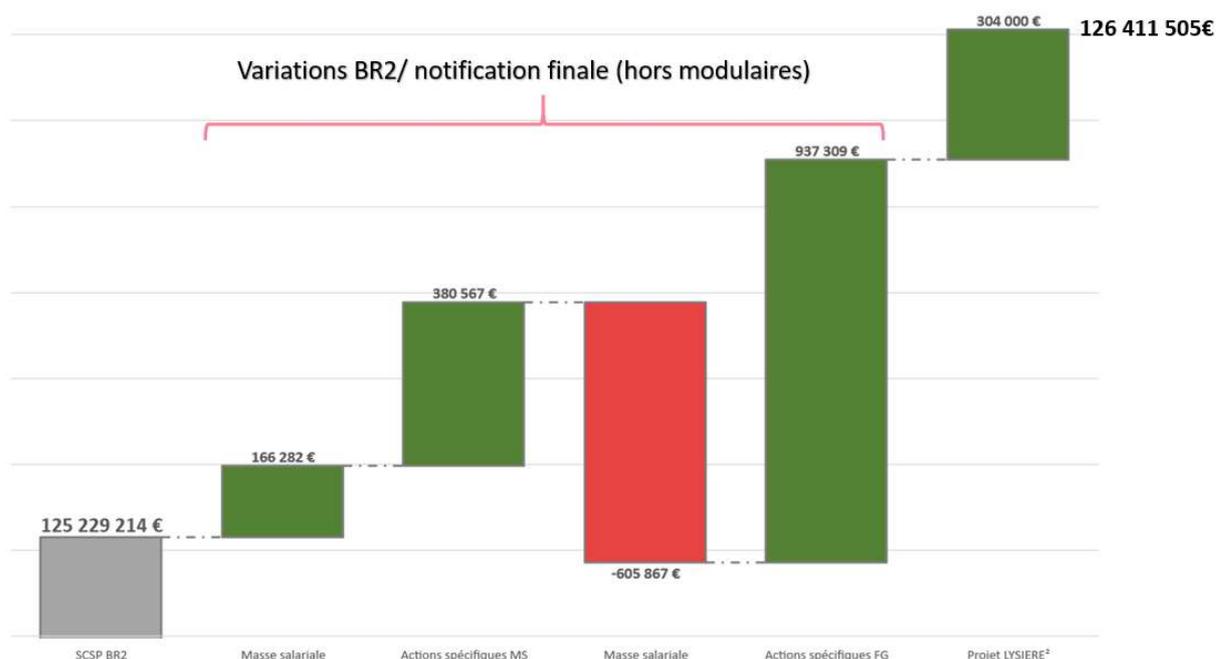
Les recettes encaissées en NA laissent apparaître en comptabilité budgétaire une **légère sur-exécution**, qui relève d'une part d'une **subvention pour charge de services publics plus élevée** qu'attendu en BR2 2022 et d'autre part d'une **bonne réalisation** de la prévision de **recettes propres d'activités** hors convention.

#### 2.2.1.1 Décomposition analytique de l'exécution (NA)

##### Subvention pour charge de service public

L'année 2022 affiche une subvention pour charge de service public encaissée à hauteur de **126,4 M€** (+ 0,9 M€ par rapport au BR2 2022). Ce montant se compose :

- D'une part, de la **notification finale de la subvention**, s'élevant en réalité à 129,2 M€ mais dont 3,1 M€, correspondants au financement intégral de l'installation de bâtiments modulaires sur le campus Porte des Alpes, n'ont pas été titrés avant la fin de gestion. Cette somme fera l'objet d'un encaissement en comptabilité budgétaire en 2023. Ce sont ainsi **126,1 M€** qui ont été encaissés au titre de la notification finale ;
- D'autre part, du **financement** obtenu pour le **projet LYSIERES<sup>2</sup>**, pour un montant de **0,3 M€**.



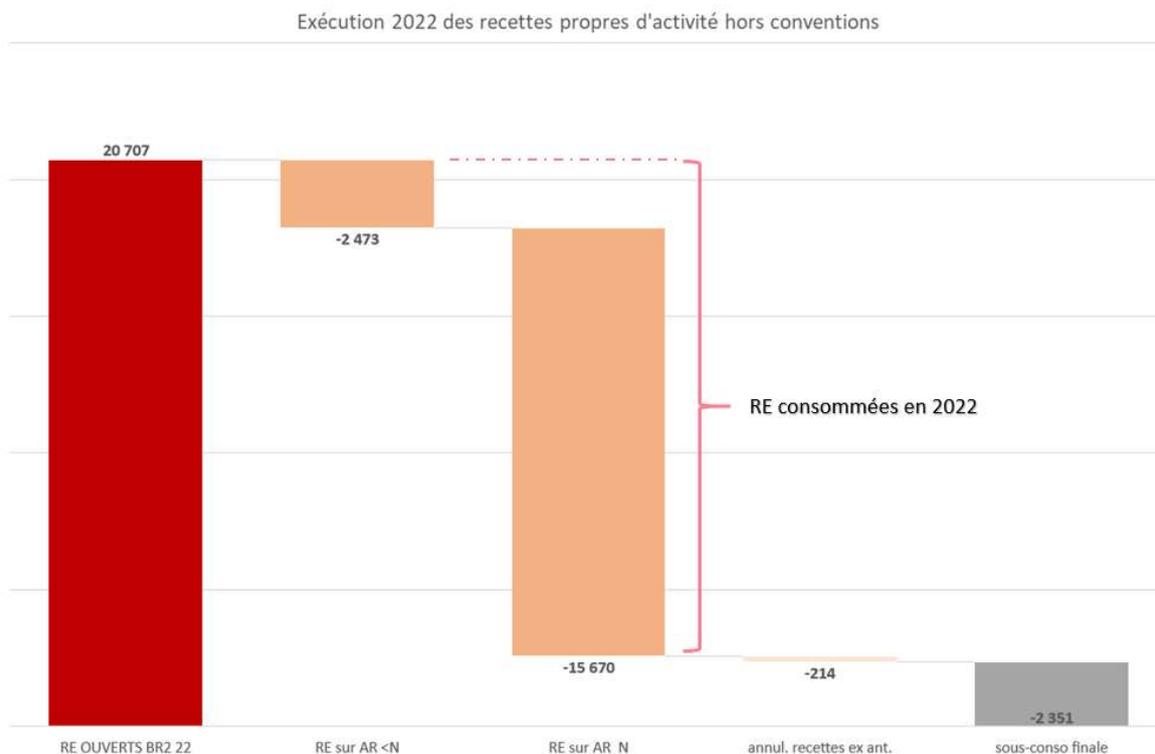
Les principales variations entre le BR2 et la notification finale (+ 0,9 M€) sont les suivantes :

- **+166 k€** au titre la **masse salariale (hors plan de relance)**, dont des recettes supplémentaires au titre des recrutements de psychologues intervenus pendant la crise sanitaire (+ 70k€), de la refonte indemnitaire induite par la LPR (+ 103 k€) et au titre de la revalorisation indiciaire des personnels administratifs de catégorie C (+150 k€). La notification finale de cette enveloppe a toutefois été ajustée à la baisse au titre de la protection sociale complémentaire (- 177 k€) ;
- **+ 381 k€** au titre des **actions spécifiques (masse salariale hors plan de relance)**, dont + 248 k€ au titre du financement de la prolongation des contrats doctoraux induite par la crise sanitaire ;
- **- 606 k€** au titre de la **masse salariale (plan de relance)** suite à un ajustement à la baisse au titre des places supplémentaires étudiantes financées dans le cadre du dispositif « Réussite étudiante » ;
- **+ 937 k€** au titre des **actions spécifiques (fonctionnement hors plan de relance)**, dont + 606 k€ au titre du financement du surcoût énergétique supporté par les établissements et + 175 k€ au titre du financement de dépenses liées à la crise sanitaire (autotests et tests antigéniques, chèques psychologues).

### Recettes propres d'activité (hors convention)

L'année 2022 est marquée par une croissance des recettes propres d'activité (hors SCSP, hors financement de l'investissement) qui, si elle s'établit en deçà de la prévision du BR2 2022, marque tout de même une **augmentation par rapport au CF**

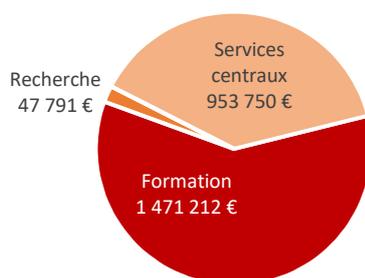
2021 (exécution à 87,6% du BR2 et hausse de 9% par rapport au compte financier 2021).



### RE sur AR antérieures à 2022

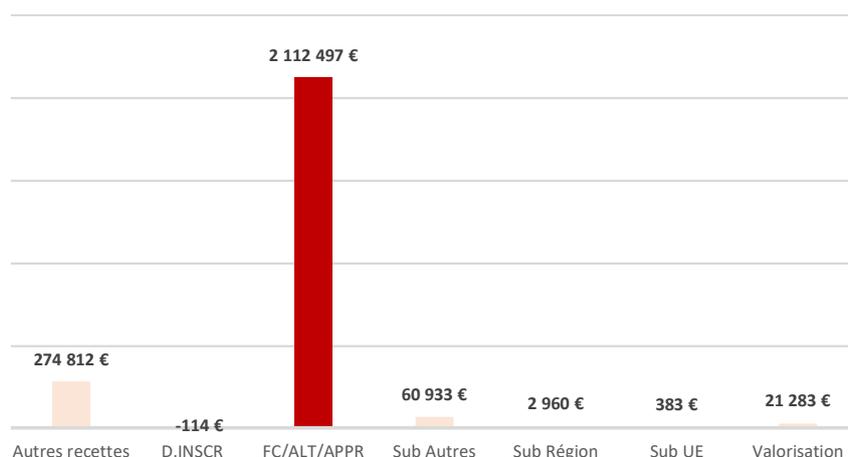
Les encaissements réalisés se répartissent ainsi entre centres financiers :

Recettes propres d'activité sur AR <2022



La provenance par fonds est la suivante :

### Recettes propres d'activité sur AR antérieures à 2022



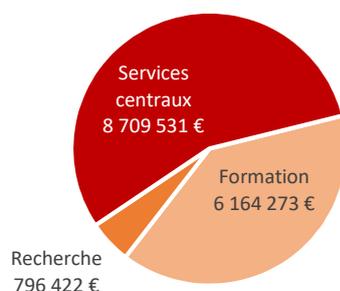
On identifie immédiatement la prépondérance des recettes de **formation continue/alternance/apprentissage** : sur les 2,1 M€ encaissés au titre de 2021 :

- 1,4 M€ relèvent de **factures individuelles**. L'établissement a en effet subi fin 2021 des **délais importants de facturation** pour la formation continue et l'alternance. Cette situation, qui perdure en partie en 2022, ne permet pas d'encaisser la totalité des recettes dues avant la fin de l'année civile en comptabilité budgétaire. Le travail d'identification des produits à recevoir (PAR), effectué en lien avec l'agence comptable au cours de la période de dénouement en N+1, permet toutefois de rattacher la recette au bon exercice ;
- Les 0,7 M€ restants relèvent d'une **recette FORMASUP** relative à l'année universitaire 2021/2022, non rapprochée fin 2022.

### RE sur AR 2022

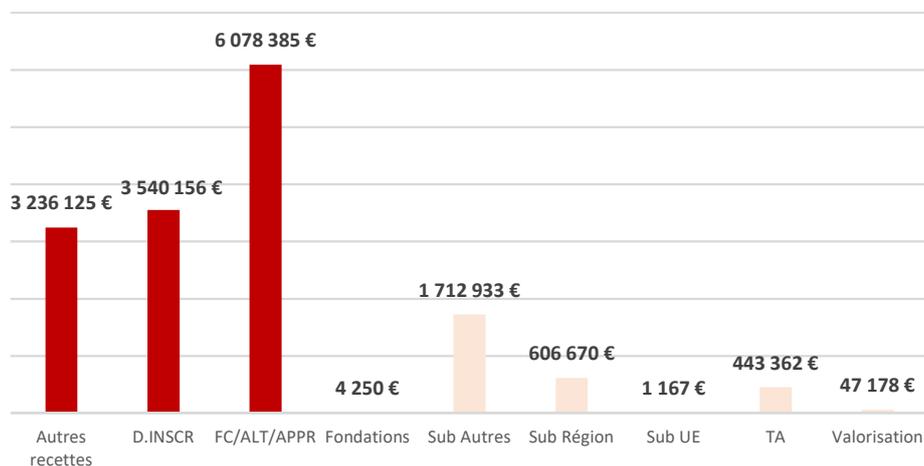
Les recettes propres d'activité hors convention encaissées au titre de 2022 sont principalement positionnées sur les services centraux. Cette position prépondérante tient au choix d'imputer les droits d'inscription pour la formation initiale en central plutôt que sur chaque composante de formation.

### Recettes propres d'activité sur AR 2022



La majeure partie des recettes propres hors conventions ont trait aux **missions de formation de l'établissement** (formation continue, alternance, apprentissage, droits d'inscriptions aux diplômes nationaux...) mais comprennent aussi **d'autres recettes** (CVEC, mise à disposition de personnel facturée, subrogations, recettes du CIEF et de l'UTA...).

Recettes propres d'activité sur AR 2022 par fonds (NA)

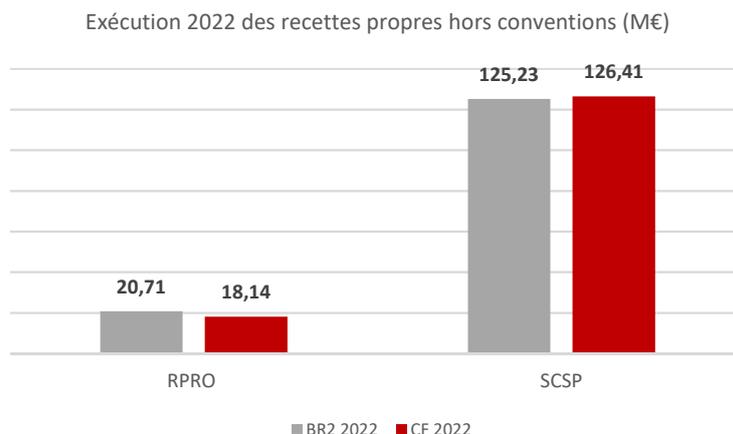


### Total des RE non consommées

Les RE non consommées s'établissent à 2,5 M€. On en relativisera le montant en précisant :

- Que 214 k€ proviennent **d'annulation de titres de recettes d'années antérieures** (essentiellement prestations de formation continue, venues diminuer la consommation finale. Ces annulations interviennent par exemple en cas de remboursements, de titres émis en doublons avec la régie de recette...);
- Que les **modalités de gestion de la CVEC** ont été modifiées en 2022, réduisant les versements attendus de 500 k€ (1,2 M€ encaissés contre 1,7 M€ prévus) ;
- Qu'une partie des 1,8 M€ restants est une sous-consommation induite par les **facturations tardives en formation continue/alternance et apprentissage**, dont on constate que celles de 2021 avaient généré 1,4 M€ d'encaissements en 2022. L'organisation de l'établissement a progressé en la matière mais le montant conséquent de factures non rapprochées au 31 décembre 2022 génère encore une sous-consommation importante.

### 2.2.1.2 Analyse détaillée de l'exécution (NA)

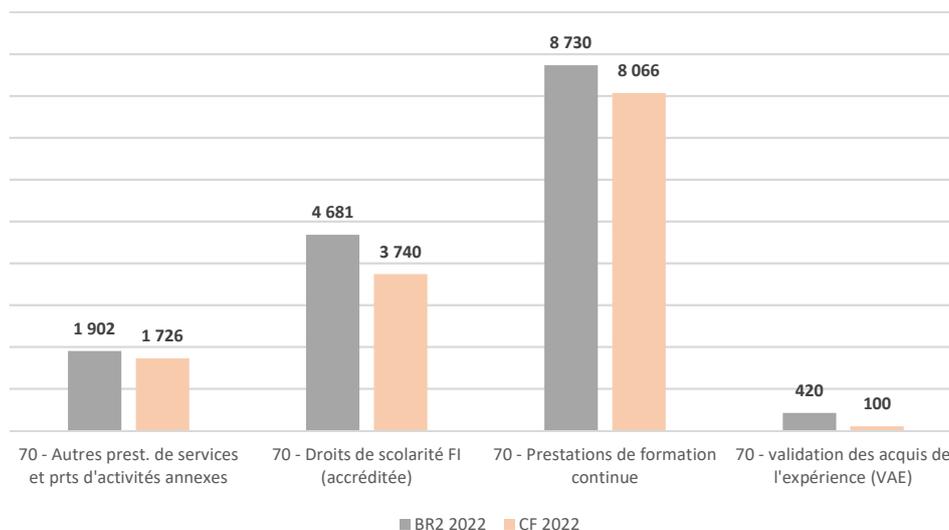


Les recettes encaissées hors conventions enregistrent une bonne réalisation, le taux « brut » atteignant 99,1% du BR2. En distinguant par la nature de la recette :

- La **SCSP** est exécutée à 100,9 % en raison d'un **versement complémentaire en notification finale** supérieur au montant escompté en BR2 2022. On signalera que l'établissement n'a pas titré avant le 31 décembre les 3,1 M€ versés avec la notification finale pour le financement des bâtiments modulaires du campus Porte des Alpes. Après réflexion et échange avec les commissaires aux comptes, cette somme est comptabilisée comme un financement à recevoir (FAR, notion symétrique à celle de produits à recevoir - PAR - pour le financement de l'investissement) et générera une consommation en 2023 ;
- Les **recettes propres d'activité** en NA s'établissent à 87,6% du BR2 2022, soit une sous-exécution de 2,5 M€. Le détail est présenté plus bas.

Si l'on excepte les annulations de titres d'exercices antérieurs présentées plus haut, la sous-consommation constatée sur les recettes encaissées hors conventions concerne principalement les **prestations de service** (2,1 M€) :

Recettes propres d'activité hors conventions - prestations de service (k€)



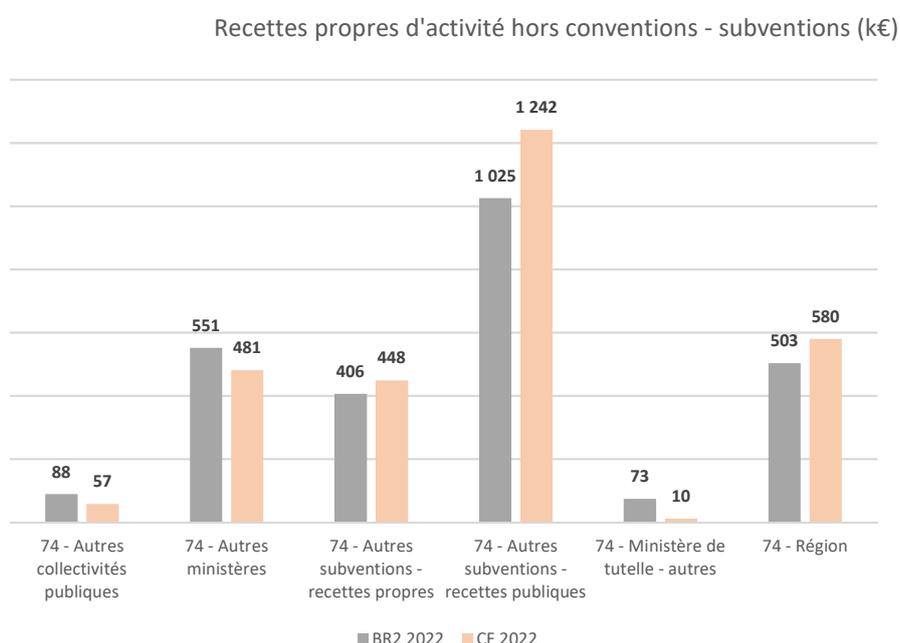
- Les **droits d'inscriptions** inscrits au titre de la **formation initiale accréditée** enregistrent une sous-consommation de 0,9 M€. Le tableau n°3, qui affiche l'exécution des droits d'inscription par fonds, affiche 3,5 M€. Les 200 k€ d'écart entre l'approche par fonds et l'approche présentée ici (par compte comptable) relève d'erreurs d'imputation de certaines recettes de diplômes propres de l'établissement ;
- Les **recettes de formation continue/alternance/apprentissage** présentent quant à elles une sous-consommation de 700 k€. Si on peut noter que les RE 2022 sont gonflées à hauteur de 700 k€ par l'encaissement tardif de recettes FORMA SUP qui aurait dû intervenir en 2021, portant le montant de sous-consommation théorique à 1,4 M€, cette dernière est un peu atténuée par la reconduction à 2023 d'un nombre important de factures non rapprochées fin 2022. Les comptes-rendus de gestion menés début 2023 permettent d'identifier un facteur principal : la **mise en place de la nouvelle offre de formation**, qui explique en partie cette facturation tardive. Elle s'est en effet accompagnée pour plusieurs composantes de formation d'un **allongement des délais de contractualisation** ou de **renouvellement des partenariats**, compliqué par les délais de validation par les instances internes (CFVU, CA).

Les **produits financiers**, prévus à hauteur de 424 k€ au BR2 2022, n'enregistrent aucune recette : ils étaient principalement formés d'une prévision d'encaissement au titre des **certificats d'économie d'énergie** (CEE, 400 k€) réalisée très en deçà (72 k€) et imputée en produits divers de gestion courante. La réalisation des CEE est inférieure car l'établissement avait envisagé que leur encaissement suivrait la réalisation des travaux sur les robinets thermostatiques, la GTC et le chauffage urbain. Or, si les deux premiers chantiers ont été livrés à temps, la livraison du troisième ne s'est pas faite dans les délais permettant d'émettre le titre de recette et de la percevoir en 2022. Avec l'émission du titre prévue désormais en 2023,

l'ensemble des CEE liés au plan de relance sont désormais facturés (recette totale estimée à 377 k€, dont 305 k€ en 2023).

Les **produits divers de gestion courante** enregistrent une sous-consommation minimale de 31 k€ en dépit des nouvelles modalités de gestion de la CVEC (1,2 M€ reversés à l'établissement contre 1,7 M€ prévus en BR2 2022). Cette stabilité s'explique par une **recette omise en programmation budgétaire** (convention de gestion IEP pour 120 k€) et pour plus de 312 k€ par **l'imputation de recettes** inscrites initialement en **produits d'activité annexes** ou en **produits financiers** au BR2 2022 (dont 135 k€ pour le SSU, ainsi que les recettes CEE précitées).

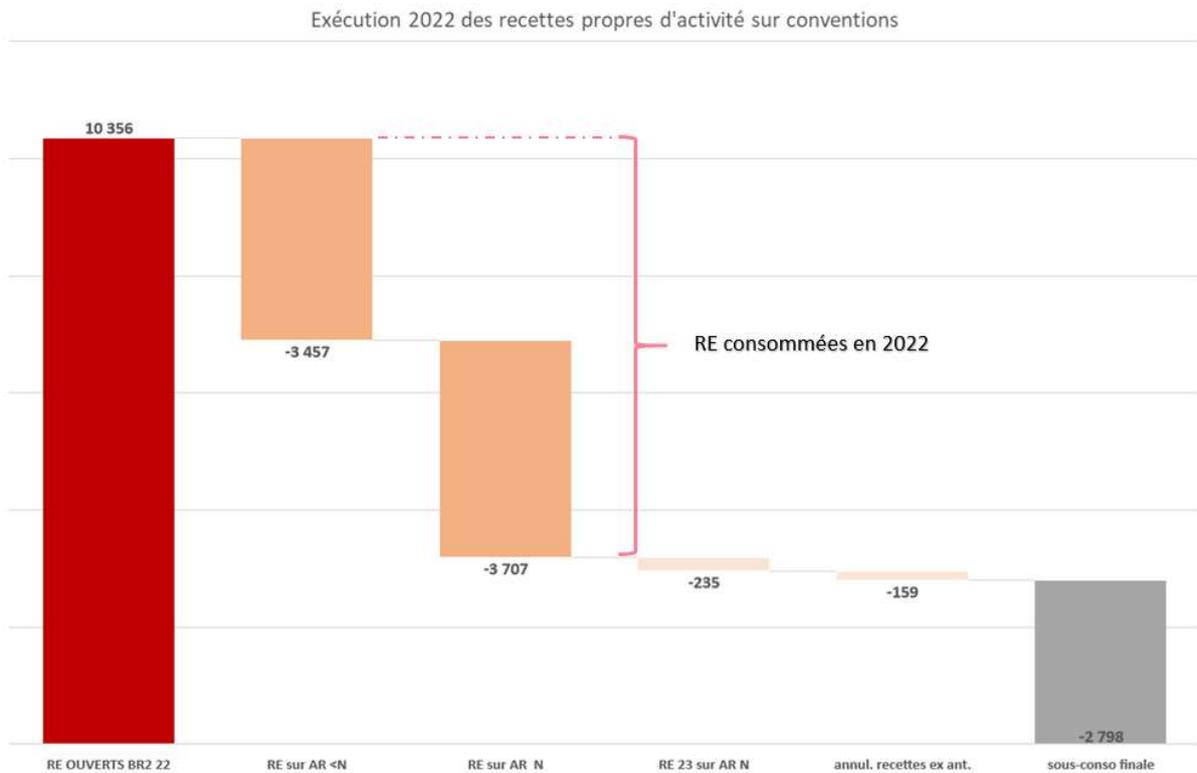
Enfin, les **subventions** enregistrent une exécution supérieure au BR2 de 173 k€ :



Cette réalisation tient principalement aux « **autres subventions - recettes publiques** » (+ 220 k€ par rapport au BR2 2022)

## 2.2.2. Recettes sur conventions (PFI) - analyse globale

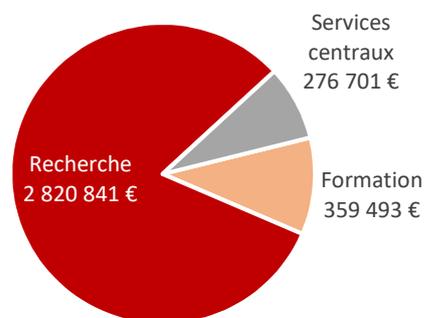
### 2.2.2.1 Décomposition analytique de l'exécution (PFI)



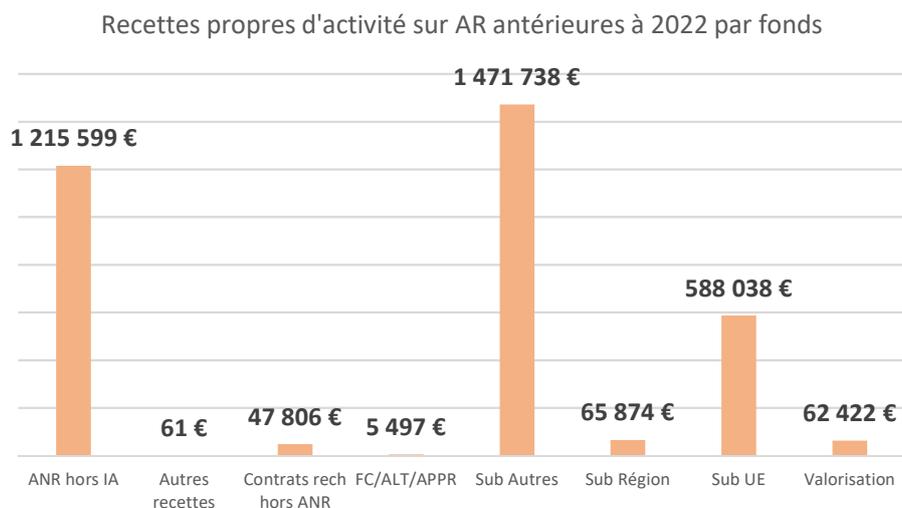
### RE sur AR antérieures à 2022

Les encaissements réalisés sur conventions proviennent à 48,3% d'années antérieures à 2022, conformément à la **logique de pluriannualité** (encaissement au titre de conventions conclues en 2021, 2020, 2019...). Ils se répartissent comme suit :

Recettes propres d'activité sur AR antérieures à 2022 par type de CF



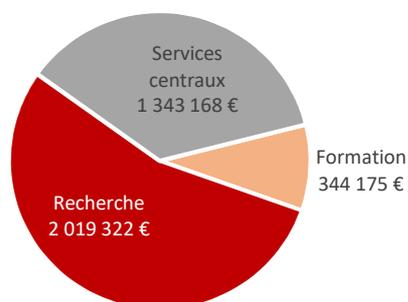
Les principaux fonds sont les suivants :



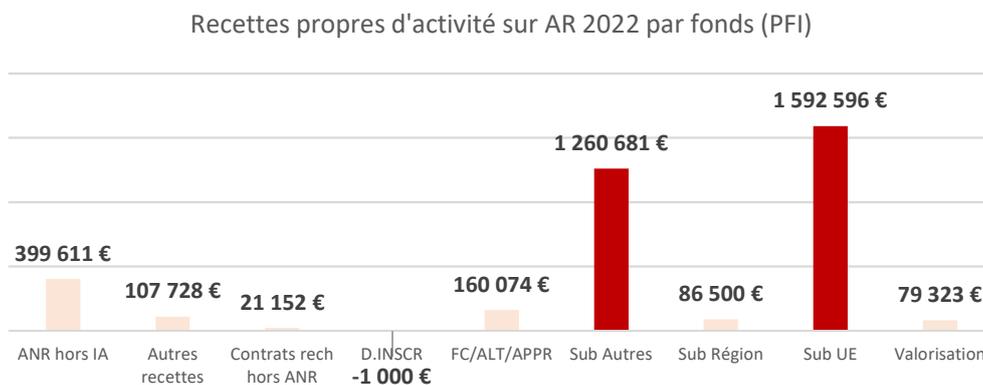
### RE sur AR 2022 (RE sur AR N)

Les encaissements proviennent à 51,7% d'engagements 2022, selon cette distribution :

Recettes propres d'activité sur AR 2022 par type (conventions)



La répartition par fonds des recettes réalisées au titre de l'année 2022 est la suivante :



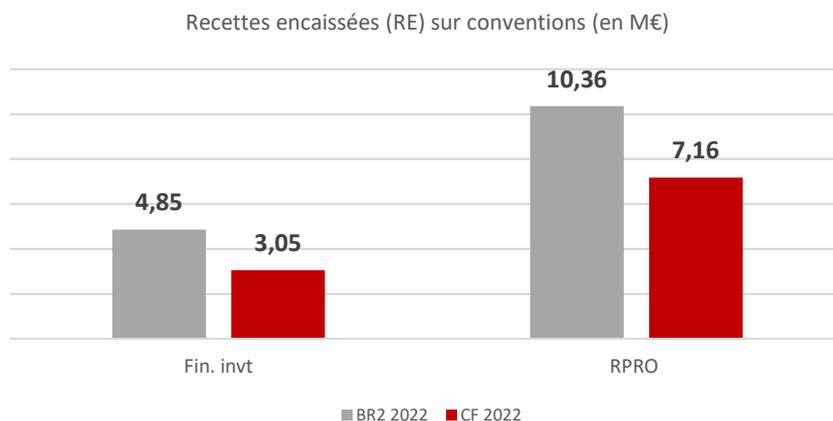
On remarque la part moins importante qu'occupent les **conventions ANR**, contrairement à la proportion qu'elles occupent pour les recettes sur AR antérieures à 2022 : c'est la conséquence « inverse » du **calendrier de contractualisation ANR**, intervenant en fin d'année civile. Ce sont donc les **autres subventions** (correspondant pour moitié à des conventions de recherche type IDEX, H2020... et pour moitié à des conventions de formation type IDEX, UFA...) et les **subventions européennes** (conventions internationales pour 1 M€, principalement la convention Erasmus pour les mobilités au sein de l'Union Européenne) qui forment l'essentiel des recettes encaissées au titre de 2022.

### Total des RE non consommées

Les RE non consommées (3,2 M€ par rapport au BR2 2022) se répartissent comme suit :

- 235 k€ facturées mais non rapprochées d'un encaissement avant la fin de l'année 2022, dont 215 k€ au titre de conventions recherche ;
- 159 k€ d'annulations de titres de recettes d'exercices antérieures ayant généré une consommation négative de RE (dont 101 k€ au titre de conventions recherche et 56 k€ de conventions internationales) ;
- 2 798 k€ de sous-consommation « résiduelle », dont le détail est présenté ci-dessous.

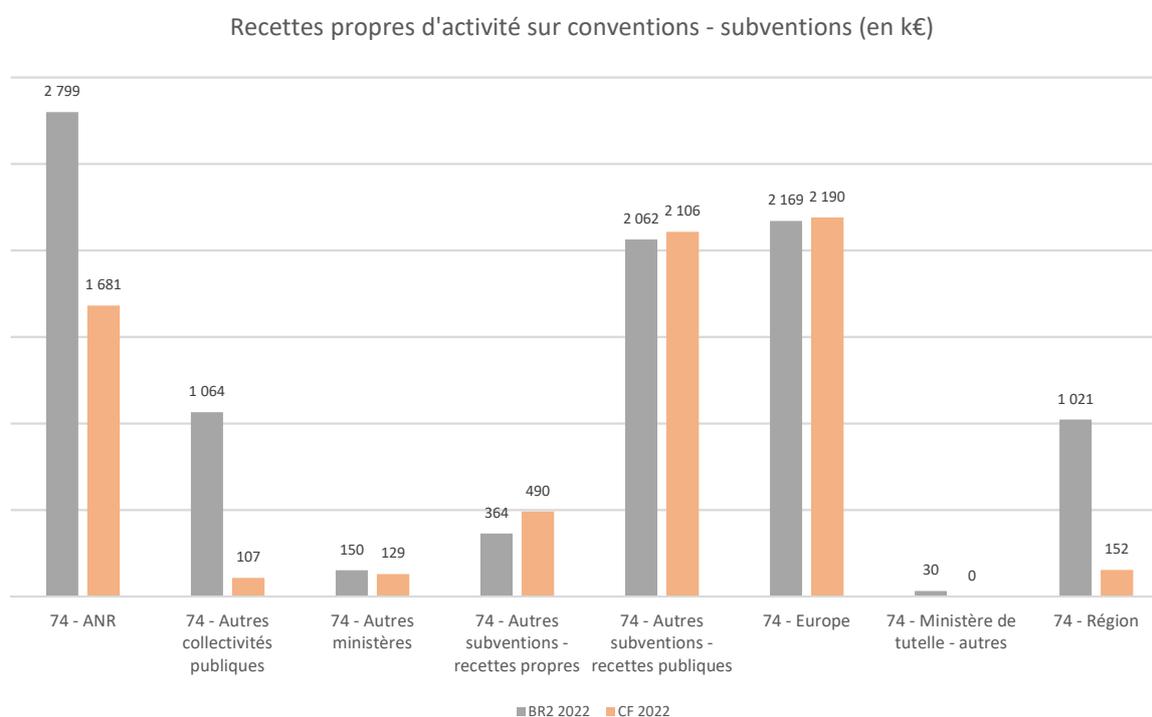
#### 2.2.2.2 Analyse détaillée de l'exécution (PFI)



Les recettes encaissées sur conventions enregistrent un taux à 67,2%, qui se décompose :

- En une réalisation à 62,9 % du **financement de l'investissement** (cf. *supra*) ;
- Pour les **recettes propres d'activité**, en une réalisation à 69,2% du BR2 2022.

Si l'on excepte les annulations de titres d'exercices antérieurs présentées plus haut, la sous-consommation constatée sur les recettes encaissées sur conventions concerne principalement les **subventions** (2,8 M€) :

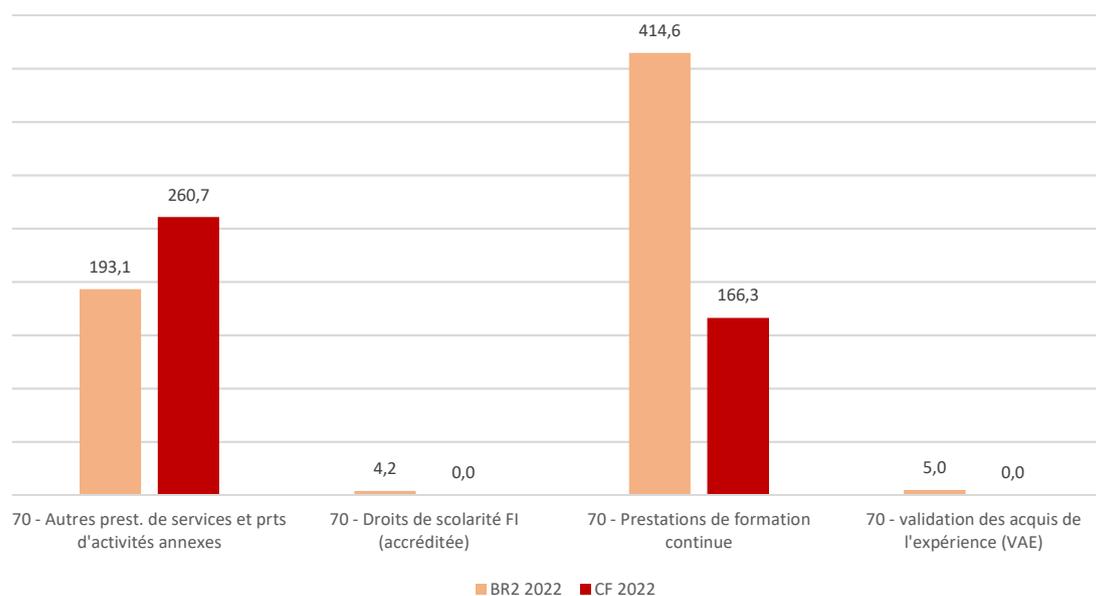


On trouve trois types de subventions constituant l'essentiel (91%) des sous-consommations :

- **L'ANR** pour 1,1 M€ en raison des difficultés d'exécution des conventions impactant également la facturation des recettes aux financeur, par le calendrier tardif de contractualisation ANR évoqué plus haut et dans une moindre mesure, par des titres de recettes non émis fin décembre ;
- Les « **autres collectivités publiques** » pour 0,9 M€, ce qui s'explique majoritairement par une sous-consommation sur les conventions recherche de 500 k€ et par une budgétisation erronée de certaines recettes de formation continue pour 200 k€ ;
- La **région Auvergne-Rhône-Alpes** pour 0,8 M€, sous-réalisation presque intégralement imputable aux conventions de recherche dont aucune n'a récupéré de recettes en 2022. La majorité de ces projets relèvent des projets « **pack ambition recherche** », pour lesquels les bilans intermédiaires à produire pour percevoir les acomptes n'ont pas été réalisés. En conséquence, aucun acompte n'a été versé pour ces conventions. La recette sera par conséquent versée en intégralité au moment du solde.

Une sous-consommation de 190 k€ concerne les **prestations de service** :

### Recettes propres d'activité (conventions) - prestations de service (en k€)



La sous-consommation constatée sur les **prestations de formation continue** n'en est pas véritablement une : près de 200 k€ de recettes prévues dès le BI22 sur certains diplômes n'avaient en réalité pas vocation à être fléchées sur des programmes de financement (PFI) dans SIFAC. Les dépenses et recettes correspondantes ont par conséquent été exécutées en NA. Enfin, une **budgetisation erronée** de droits de scolarité en **formation initiale et de VAE** explique la sous-consommation de 9,2 k€ sur ces activités.

## 3. Indicateurs financiers

### 3.1. Synthèse des principaux indicateurs

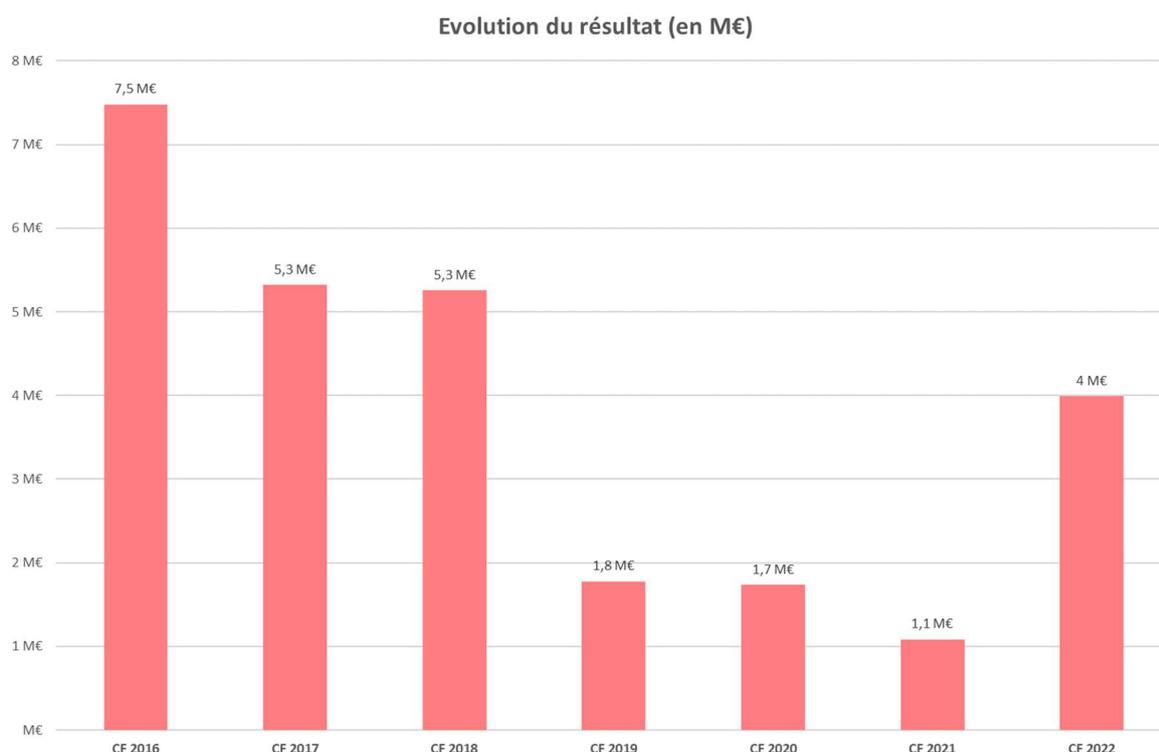
INDICATEURS GBCP	MESURE	SEUIL DE VIGILANCE SEUIL D'ALERTE	CF 2019	CF 2020	CF 2021	BR2 2022	BI 2023	CF 2022	Moyenne étab. SHS CF 2019
<b>Equilibre financier</b>									
Résultat net comptable (en M€)	comptes classe 7 - comptes classe 6	alerte < 0	1,8	1,7	1,1	-1,7	-3,2	4,0	0,2
Résultat / Produits encaissables (en %)	Résultat / Produits donnant lieu à un encaissement et à une variation de trésorerie	alerte < 0 < vigilance < 2	1,3	1,2	0,7	-1,1	-2,0	2,6	0,2
Capacité d'autofinancement (CAF) (en M€)	produits encaissables - charges décaissables	alerte < 0	5,4	5,5	5,0	2,5	1,3	8,5	2,1
CAF / Produits encaissables (en %)	CAF / Produits donnant lieu à un encaissement et à une variation de trésorerie	alerte < 0,5 < vigilance < 1	3,8	3,9	3,4	1,6	0,8	5,5	1,6
<b>Cycle d'exploitation</b>									
Fonds de roulement net global (en M€)	ressources stables - emplois stables	alerte < 0	41,1	37,3	37,1	29,1	21,6	43,0	14,8
Fonds de roulement en jours de charges décaissables	(FdR / charges décaissables) X 360	alerte < 25 < vigilance < 30	108,6	98,5	94,3	68,1	48,7	106,2	42,9
Besoin en fonds de roulement (en M€)	Actif circulant - Dettes circulantes		-5,8	-5,3	-6,5	-6,3	0,1	-3,6	-6,8
Trésorerie (en M€)		alerte < 0	46,9	42,6	43,6	35,4	21,5	46,6	21,6
Trésorerie en jours de charges décaissables	(Trésorerie / Charges décaissables) X 360	alerte < 25 < vigilance < 30	123,9	112,5	110,9	82,8	48,4	115,2	62,4
<b>Financement de l'activité</b>									
Charges décaissables / Produits encaissables (en %)	(Charges - Charges non décaissables) / Produits encaissables	98 < vigilance < 100 < alerte	96,2	96,1	96,6	98,4	99,2	94,5	98,4
Taux de rémunération des permanents (en %)	Masse salariale permanents (titulaires + CDI) / Total Masse salariale	83 < vigilance < 85 < alerte	80,4	80,1	80,0	79,3	79,3	80,1	80,4
Dépenses de personnel / Produits encaissables (en %)	Total masse salariale * / Produits encaissables *comptes 633 exclus	82 < vigilance < 83 < alerte	82,2	84,1	84,0	83,1	83,5	82,2	82,4
Ressources propres / Produits encaissables (en %)	Ressources propres (produits encaissables hors SCSPI) / Produits encaissables	alerte < 13 < vigilance < 15	16,1	15,3	15,8	19,5	20,0	18,0	15,5
<b>Autofinancement des investissements</b>									
CAF / Acquisitions d'immobilisations (en %)	CAF / Dépenses d'investissement	alerte < 20 < vigilance < 30	41,7	56,1	60,5	16,3	5,3	88,5	26,4
<b>Indicateurs GBCP</b>									
Solde budgétaire (M€)	encaissements - crédits de paiement		-7,6	-5,1	0,1	-8,2	-13,9	0,03	2,1

## 3.2. Le résultat net comptable

Malgré le contexte inflationniste, le résultat net de l'exercice s'établit en excédent et non en déficit comme prévu lors des différents budgets. Le ratio « résultat/produits » à 2,6 % s'améliore (1,2 % en 2020, 0,7 % en 2021) et se situe au-dessus du seuil de vigilance fixé par le ministère.

- **Le résultat net comptable** correspond au bénéfice ou au déficit de la période, mesuré par la différence entre les produits et les charges (au sens comptable) de l'exercice. Il mesure les ressources nettes restant à l'établissement à l'issue de l'exercice.

**Calcul :** Montant des recettes de fonctionnement (classe 7) - Montant des dépenses de fonctionnement (classe 6)



Le résultat 2022 s'élève à 4 M€. Il est en hausse par rapport au CF 2021. Ceci s'explique par une hausse des recettes plus importante que la hausse des dépenses (cf. données exposées plus haut).

Ce résultat est supérieur de 5,7 M€ à celui projeté lors du BR2 2022 (-1,7 M€) et de 2,8 M€ à celui projeté en BI 2022 (1,2 M€). L'amélioration du résultat s'explique par les facteurs exposés dans l'analyse en comptabilité budgétaire : une **sous-exécution importante de la dépense** et **bonne réalisation de la recette projetée** (recettes propres d'activité notamment), malgré les problèmes récurrents rencontrés sur les conventions (notamment les recettes propres d'activité). L'établissement a donc pu

faire face aux dépenses liées à l'inflation sans générer de déficit comme anticipé en budget rectificatif.

Le niveau supérieur du résultat constaté par rapport au BR2 s'explique par des encaissements réalisés à 98,5% de la prévision, contrairement aux décaissements à 94,6% du BR2.

Cet indicateur, positif, se situe au-delà du seuil d'alerte minimum que le ministère fixe à 0 €.

### 3.3. La capacité d'autofinancement (CAF)

- *La capacité d'autofinancement (CAF) correspond à l'ensemble des ressources financières générées par les opérations de gestion de l'établissement et dont il pourrait disposer pour couvrir ses autres besoins. Elle mesure donc la capacité de ce dernier à financer, sur ses propres ressources, les besoins liés à son existence, tels que les investissements ou les remboursements de dettes.*

*Calcul (méthode additive) :*

*Résultat Net Comptable*

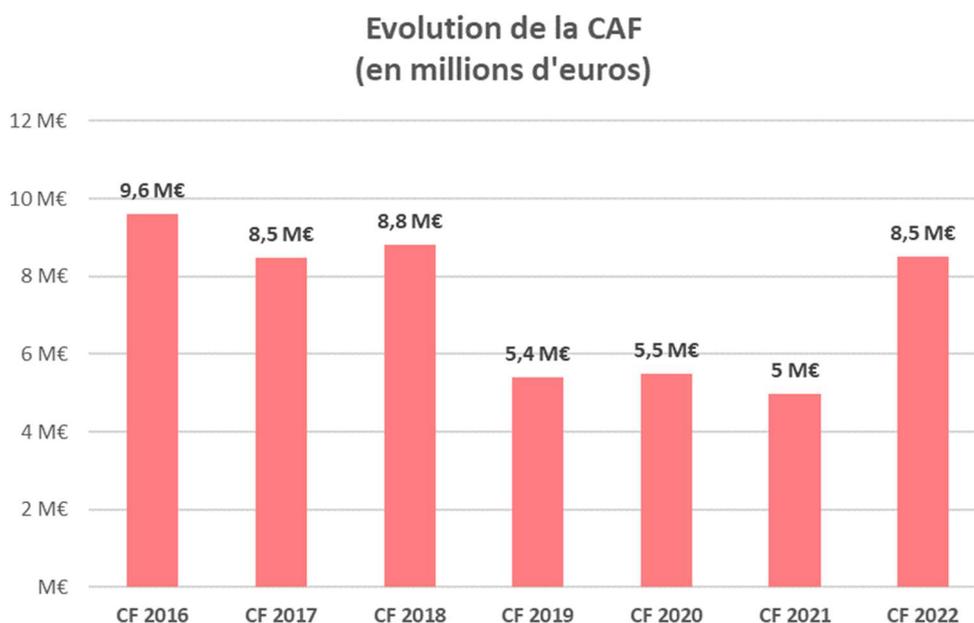
*+ Charges calculées (amortissements et provisions)*

*- Reprise sur charges calculées (reprises sur amortissements - dotation sur amortissements)*

*+ Valeur Nette Comptable d'éléments d'Actif Cédés*

*- Produits de Cession d'éléments d'Actif*

*- Quote-part des subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice*



La CAF, qui s'élève à 8,5 M€, est supérieure à celles affichées au BR2 2022 (+ 6 M€) ou au BI 2022 (+3,1 M€). L'exécution s'est établie en 2022 dans des proportions similaires aux exercices 2017 et 2018.

Si les années précédentes indiquent une baisse tendancielle de la CAF dégagée, cette bonne réalisation participe à sécuriser la politique ambitieuse de financement des investissements (La Ruche, notamment) dès 2023.

Cet indicateur constamment positif se situe au-delà du seuil d'alerte minimum que le ministère fixe à 0 €. Une diminution de la CAF sur la durée a pour conséquence de limiter la capacité d'investir et/ou une diminution du fonds de roulement.

Le ratio CAF / produits encaissables à 5,5 %, supérieur au seuil de vigilance du ministère fixé à 1 %, traduit une capacité d'autofinancement maintenue.

### 3.4. Le fonds de roulement

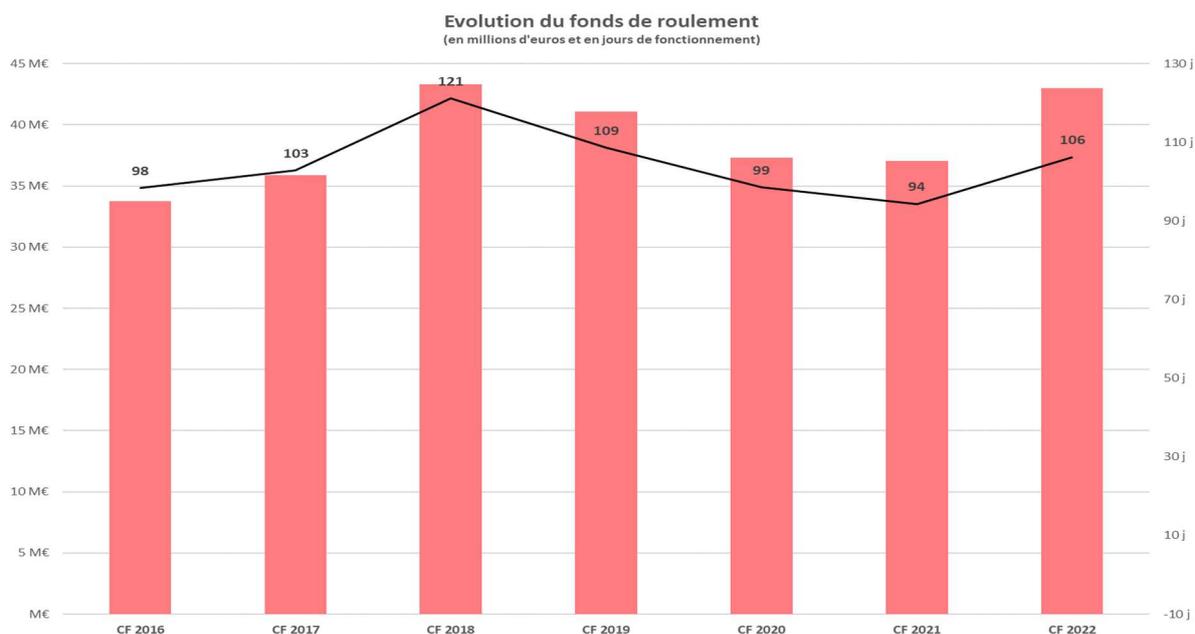
- *Le fonds de roulement constitue un excédent de ressources stables qui va permettre de financer une partie des besoins à court terme de l'établissement appelés autrement besoins en fonds de roulement.*

*En comptabilité budgétaire, il correspond à la somme des excédents que l'établissement a dégagés au cours du temps.*

*Si le fonds de roulement est positif, l'équilibre financier est donc respecté et l'établissement dispose grâce au fonds de roulement d'un excédent de ressources stables qui lui permettra de financer ses autres besoins de financement à court terme.*

*Calcul = Ressources stables (capitaux propres et provisions) - Actifs stables (actif immobilisé).*

*Calcul (exprimé en jours de fonctionnement) = (FdR / Charges décaissables) X 360.*



Avec un apport de 5,9 M€, le niveau de fonds de roulement à fin 2022 s'élève à 43 M€, soit 106 jours de charges de fonctionnement décaissables. Ce niveau est supérieur de 7,9 M€ à celui projeté au BI 2022 et de 13,9 M€ par rapport à celui arrêté en BR2.

Si le niveau du fonds de roulement a pratiquement doublé au cours des huit derniers exercices, le graphique montre une inversion de la tendance à compter de 2019, en raison de sa forte mobilisation au titre des opérations conduites par l'Université sur ses fonds propres. Le fonds de roulement a retrouvé son niveau de 2018, du fait du report des principales opérations du PPI, mais le lancement de l'opération La Ruche en 2023 va conduire à une forte mobilisation de celui-ci dans les années à venir.

L'indicateur se situe largement au-delà du seuil de vigilance que le ministère fixe à 30 jours.

### 3.5. L'autofinancement de l'investissement

- *Ratio indiquant le pourcentage de dépenses d'investissement couvertes par la capacité d'autofinancement*

*Calcul : CAF / dépenses d'investissement*

Avec un **taux d'autofinancement de l'investissement à 88,5 %**, l'Université Lumière Lyon 2 se situe **au-dessus du seuil de vigilance que le ministère fixe à 30 % (seuil d'alerte à 20 %)**.

Après plusieurs exercices aux taux très élevés de 111% (CF 2017) et 245 % (CF 2018), la réduction de cet indicateur - amorcée en 2019, année pour laquelle le taux s'est établi à 41% - découle de la mise en œuvre des investissements en vue desquels l'établissement avait précédemment souhaité augmenter son autonomie.

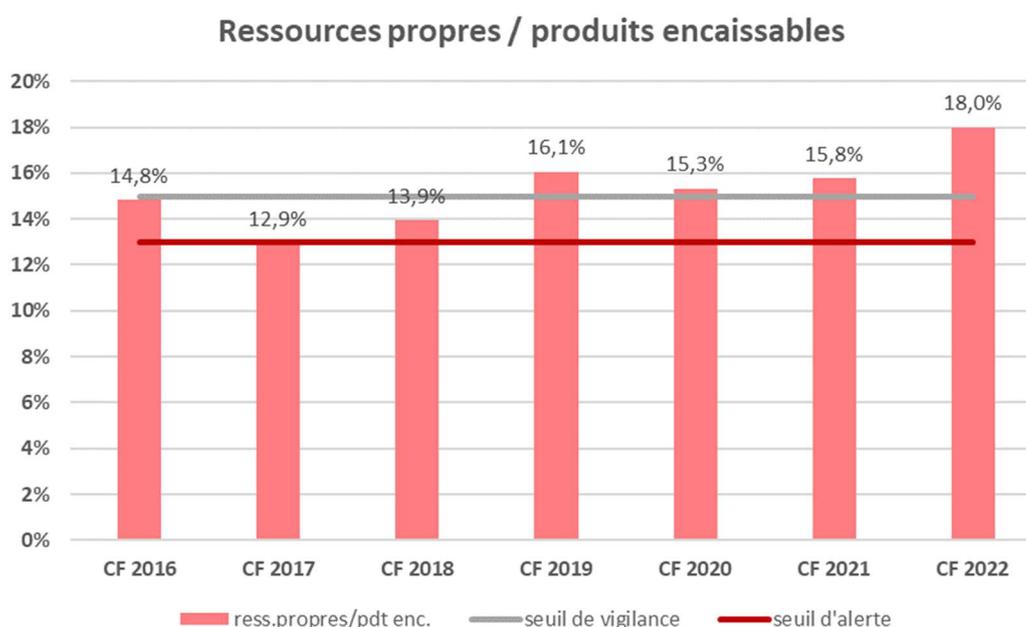
Au BI 2022, le taux projeté était de 24,4 % en raison de la programmation initiale du lancement des opérations pour La Ruche (16,3 % en BR2). De la même façon qu'en 2020 et 2021, le report du démarrage des travaux améliore mécaniquement ce taux.

La CAF (8,5 M€) et les ressources (7 M€) couvrent l'intégralité des dépenses d'investissement (9,6 M€). En conséquence, le CF 2022 affiche un apport au fonds de roulement de 5,9 M€.

### 3.6. La part des ressources propres

- *Le ratio ressources propres / produits encaissables exprime le degré de dépendance de l'établissement à la subvention pour charges de service public versée par l'Etat. Les ressources propres de l'établissement correspondent à l'ensemble des produits encaissables hors subvention pour charge de service public et sont composées des recettes propres de formation, de recherche et d'autres ressources propres.*

*Calcul : Ressources Propres / Produits encaissables.*



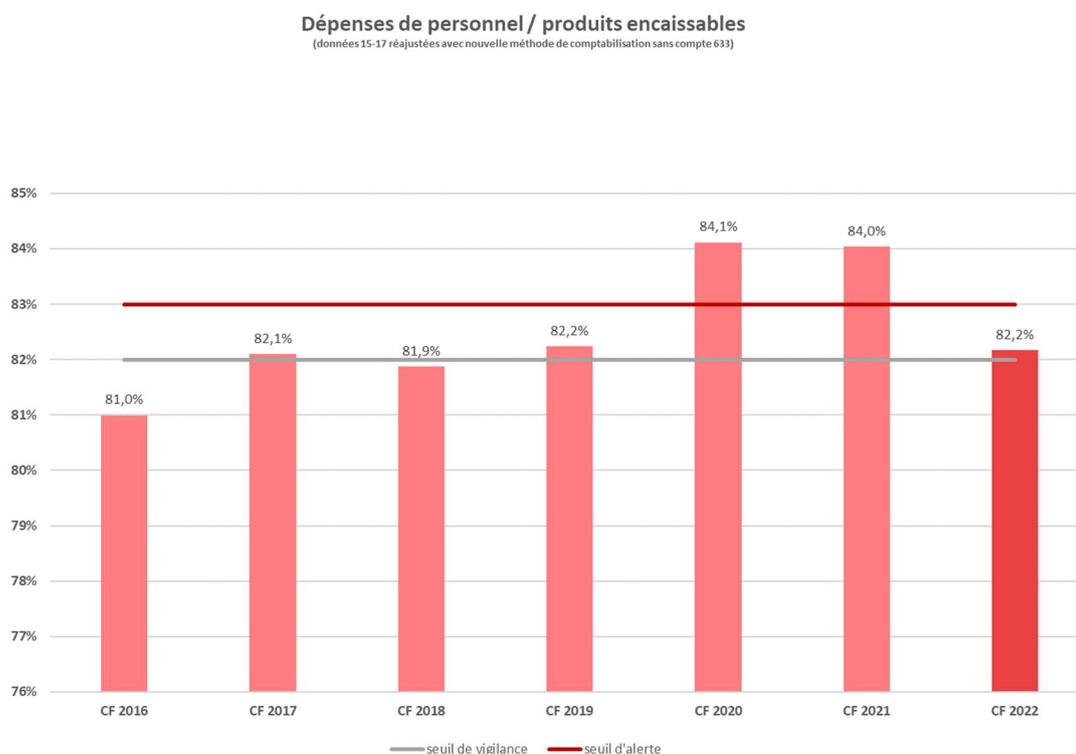
L'année 2022 enregistre une nette amélioration en la matière puisque **les ressources propres représentent 18 % des produits encaissables et se situent au-dessus du seuil de vigilance fixé à 15 % (contre 15,8 % au CF 2021, seuil d'alerte à 13 %)**. Ce taux est en hausse par rapport à celui constaté l'année précédente en raison de la croissance des recettes propres (4,6 M€) supérieure à l'augmentation constatée de 3,1 M€ pour la SCSP (incluse dans les produits encaissables). La réalisation budgétaire est inférieure à l'objectif inscrit au BI 2022 (20,3%) et par rapport au BR2 (19,5%) en raison d'une exécution moindre des recettes propres (pour mémoire, exécution de 25,3 M€ contre 31,5 M€ attendus en BI et 31 M€ en BR2, soit des exécutions respectives de 80,3% et 81,6%).

## 3.7. Le taux de rigidité des dépenses

- *Ce taux de saturation mesure le poids des charges les plus rigides difficilement compressibles (dépenses de personnel inscrites au tableau 6) par rapport aux recettes encaissables.*

*Dans le cadre des responsabilités et compétences élargies, ce ratio de rigidité a une dimension essentielle puisqu'il évalue les limites des marges de manœuvre de l'établissement. Le poids relatif des dépenses de personnel dans les ressources encaissables, ainsi que son évolution, sont significatifs. Plus le ratio augmente, moins l'établissement dispose de marge de manœuvre.*

*Calcul : dépenses de personnel / produits encaissables*

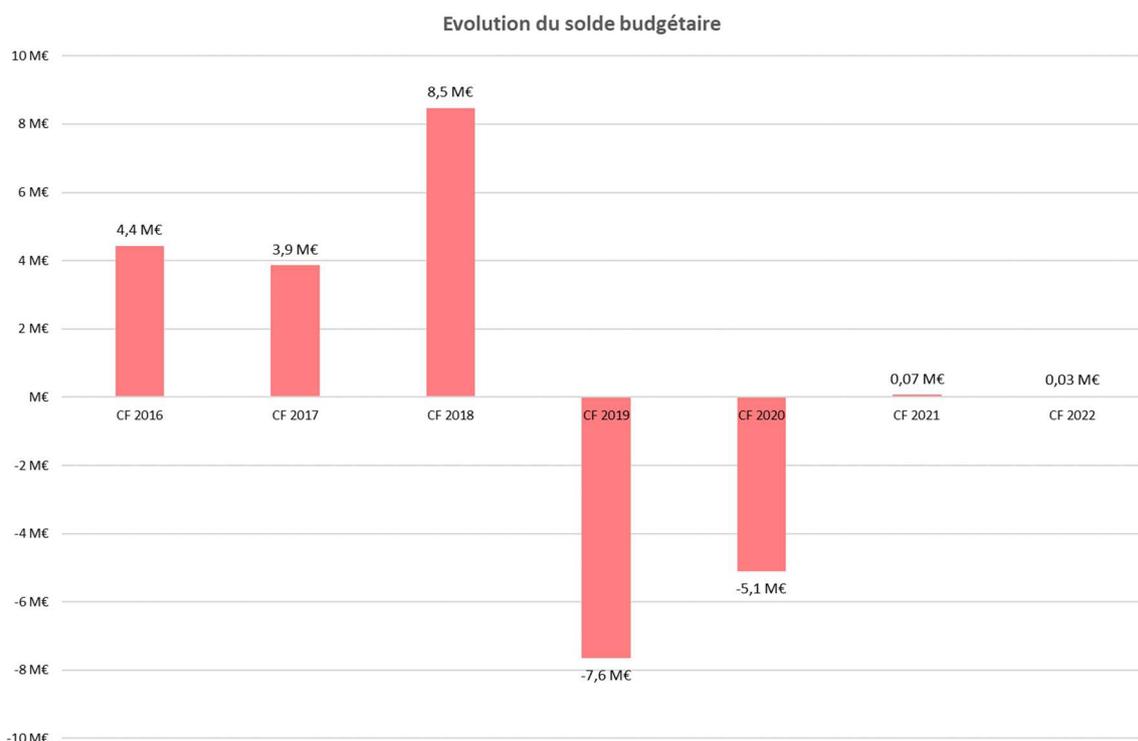


**Le ratio dépenses de personnel / produits encaissables s'élève à 82,2 % au CF 2022.** Afin de permettre l'analyse pluriannuelle, les dépenses du compte 633 (transférées en fonctionnement depuis le BR2 2018) sont réintégrées sur les années antérieures du graphique ci-dessus. Il constitue ainsi un **élément de vigilance en 2022**. Ce ratio est en amélioration par comparaison au réalisé 2020 et 2021 (84 %). Ceci s'explique par une augmentation des produits encaissables supérieure à celle des dépenses de personnel (l'effet de la hausse du point étant partiellement couvert par la hausse de la SCSP et le dynamisme des recettes propres d'activité).

### 3.8. L'évolution du solde budgétaire

- Le **solde budgétaire** correspond à la différence entre les recettes encaissées (RE) et les crédits de paiements (CP).

**Calcul** : encaissements - crédits de paiements.



**Le solde budgétaire est positif : 30 k€.** On soulignera qu'après deux années de solde budgétaire négatif en 2019 et 2020, le solde budgétaire est très proche de l'équilibre depuis deux ans. Au global, il est supérieur de 1,2 M€ à la prévision inscrite au BI 2022 (supérieur de 8,2 M€ au BR2).

### 3.9. L'évolution de la trésorerie

- Il s'agit des liquidités dont l'établissement dispose quoi qu'il arrive et quasi immédiatement. En termes comptables, **la trésorerie** est la différence entre le fonds de roulement de la structure et son besoin en fonds de roulement.

**Le CF 2022 affiche une variation positive de la trésorerie de 3 057 k€, ce qui porte le niveau de la trésorerie à fin 2022 à 46,6 M€.** Ce montant est supérieur de 9 M€ à la projection du BI et de 11,2 M€ du BR2 2022.

Au regard du tableau n° 4 d'équilibre financier, cet apport s'explique par le **solde des opérations pour compte de tiers** (- 163 k€, voir tableau n° 5 des opérations pour compte de tiers), le **solde des autres décaissements non budgétaires** qui génèrent ensemble un abondement à la trésorerie au titre des opérations non budgétaires de 3 190 k€, complété par le **solde budgétaire** (+ 30 k€).

### L'expression de la trésorerie en nombre de jours de dépenses décaissables

- La **trésorerie** est évaluée à sa capacité à répondre à un besoin de financement mesuré en jours de dépenses décaissables de fonctionnement. Une dégradation de cet indicateur pourrait conduire l'établissement à ne plus être en mesure de répondre à ses obligations.  
*Calcul : (Trésorerie / Charges décaissables) X 360.*



Au CF 2022, le niveau de la trésorerie à 46,6 M€ correspond à 115 jours de fonctionnement. Cet indicateur est très positif au regard des seuils de vigilance (30 jours) et d'alerte (25 jours) fixés par le ministère. Notons que ce niveau de trésorerie est identique à celui de 2019 (46,9 M€), mais ce dernier représentait alors 124 jours de charges de fonctionnement courant.

Cet indicateur est stable depuis la diminution amorcée en 2019 : si les grandes opérations immobilières autofinancées tendent à démarrer et même si les produits encaissables progressent sur la période, **l'augmentation tendancielle des charges de fonctionnement courant** de l'établissement « grignote » la légère augmentation du ratio qui, sans cela, serait apparente.

En perspective des niveaux de la trésorerie et du fonds de roulement, le niveau du **besoin en fonds de roulement - BFR** - (différence entre le niveau de la trésorerie et le niveau de fonds de roulement) **s'élève à - 3,6 M€** (- 6,5 M€ au CF 2021). Par ailleurs, la variation du BFR (différence dans le bilan entre les créances et les dettes d'exploitation) s'élève à 2,8 M€ (-1,2 M€ au CF 2021).

## 4. Annexes

---



# Annexes



## Détail des crédits 2022 par composante, service et laboratoire

Composantes	Dépenses 2022						Recettes 2022		
	BI AE	BR2 AE	Réalisé AE	BI CP	BR2 CP	Réalisé CP	BI RE	BR2 RE	Réalisé RE
	<b>10 283 130</b>	<b>9 862 418</b>	<b>8 198 928</b>	<b>10 294 746</b>	<b>9 874 034</b>	<b>8 101 574</b>	<b>11 796 519</b>	<b>11 614 289</b>	<b>8 339 153</b>
<b>902 UFR Sc.économiques et gestion</b>	<b>682 036</b>	<b>788 553</b>	<b>721 358</b>	<b>682 036</b>	<b>788 553</b>	<b>750 623</b>	<b>1 338 377</b>	<b>1 338 377</b>	<b>1 076 767</b>
Fonctionnement	338 883	255 400	171 973	338 883	255 400	201 238			
Personnel	343 153	533 153	549 386	343 153	533 153	549 386			
<b>904 UFR Temps et Territoires</b>	<b>760 354</b>	<b>643 222</b>	<b>303 113</b>	<b>760 354</b>	<b>643 222</b>	<b>291 205</b>	<b>651 980</b>	<b>651 980</b>	<b>402 333</b>
Fonctionnement	315 551	276 058	165 566	315 551	276 058	153 658			
Investissement	12 500	16 243	4 114	12 500	16 243	4 114			
Personnel	432 303	350 921	133 433	432 303	350 921	133 433			
<b>909 Institut de psychologie</b>	<b>575 418</b>	<b>575 418</b>	<b>504 839</b>	<b>575 418</b>	<b>575 418</b>	<b>485 999</b>	<b>693 091</b>	<b>693 091</b>	<b>496 237</b>
Fonctionnement	118 202	118 202	115 237	118 202	118 202	96 397			
Personnel	457 216	457 216	389 602	457 216	457 216	389 602			
<b>91000 UFR Droit et Sc.politique</b>	<b>266 236</b>	<b>266 236</b>	<b>201 261</b>	<b>266 236</b>	<b>266 236</b>	<b>181 533</b>	<b>557 197</b>	<b>557 197</b>	<b>389 063</b>
Fonctionnement	138 514	138 514	105 741	138 514	138 514	80 798			
Investissement	10 000	10 000	0	10 000	10 000	5 215			
Personnel	117 722	117 722	95 520	117 722	117 722	95 520			
<b>91001 Instit.Etudes et Travail de Lyon</b>	<b>156 369</b>	<b>158 369</b>	<b>107 142</b>	<b>156 369</b>	<b>158 369</b>	<b>101 272</b>	<b>277 077</b>	<b>277 077</b>	<b>274 893</b>
Fonctionnement	90 667	92 667	71 883	90 667	92 667	66 013			
Personnel	65 702	65 702	35 259	65 702	65 702	35 259			
<b>91002 Institut Formation Syndicale</b>	<b>103 352</b>	<b>103 352</b>	<b>93 055</b>	<b>106 240</b>	<b>106 240</b>	<b>95 299</b>	<b>103 352</b>	<b>103 352</b>	<b>89 218</b>
Fonctionnement	50 232	50 232	43 830	53 120	53 120	46 074			
Personnel	53 120	53 120	49 225	53 120	53 120	49 225			
<b>914 ISPEF</b>	<b>320 775</b>	<b>320 775</b>	<b>177 045</b>	<b>320 775</b>	<b>320 775</b>	<b>177 333</b>	<b>487 677</b>	<b>487 677</b>	<b>584 870</b>
Fonctionnement	237 037	237 037	117 168	237 037	237 037	117 456			
Personnel	83 738	83 738	59 878	83 738	83 738	59 878			
<b>921 Institut de la Communication</b>	<b>633 598</b>	<b>640 098</b>	<b>528 423</b>	<b>633 598</b>	<b>640 098</b>	<b>508 070</b>	<b>781 812</b>	<b>781 812</b>	<b>675 310</b>
Fonctionnement	382 162	388 662	370 854	382 162	388 662	350 501			
Investissement	30 000	30 000	25 178	30 000	30 000	25 178			
Personnel	221 436	221 436	132 391	221 436	221 436	132 391			
<b>922 IUT Lumière</b>	<b>4 474 767</b>	<b>4 019 366</b>	<b>3 672 672</b>	<b>4 483 495</b>	<b>4 028 094</b>	<b>3 583 453</b>	<b>4 031 393</b>	<b>3 849 163</b>	<b>2 216 862</b>
Fonctionnement	1 301 302	1 060 264	894 175	1 310 030	1 068 992	822 165			
Investissement	211 457	209 441	201 012	211 457	209 441	183 803			
Personnel	2 962 007	2 749 662	2 577 485	2 962 007	2 749 662	2 577 485			
<b>92401 UFR LESLA</b>	<b>422 564</b>	<b>421 564</b>	<b>298 552</b>	<b>422 564</b>	<b>421 564</b>	<b>309 135</b>	<b>344 943</b>	<b>344 943</b>	<b>279 322</b>
Fonctionnement	89 253	88 253	78 704	89 253	88 253	75 114			
Investissement	25 850	25 850	11 077	25 850	25 850	25 251			
Personnel	307 461	307 461	208 771	307 461	307 461	208 771			
<b>92400 CFMI</b>	<b>633 264</b>	<b>663 598</b>	<b>606 969</b>	<b>633 264</b>	<b>663 598</b>	<b>603 096</b>	<b>552 200</b>	<b>552 200</b>	<b>534 399</b>
Fonctionnement	135 198	165 472	132 955	135 198	165 472	129 081			
Investissement	9 122	9 182	9 179	9 122	9 182	9 179			
Personnel	488 944	488 944	464 836	488 944	488 944	464 836			
<b>92701 UFR de langues</b>	<b>210 891</b>	<b>215 491</b>	<b>127 491</b>	<b>210 891</b>	<b>215 491</b>	<b>126 908</b>	<b>163 170</b>	<b>163 170</b>	<b>208 791</b>
Fonctionnement	38 915	43 515	45 177	38 915	43 515	44 595			
Personnel	171 976	171 976	82 314	171 976	171 976	82 314			
<b>92700 Centre de langues</b>	<b>13 372</b>	<b>15 242</b>	<b>13 672</b>	<b>13 372</b>	<b>15 242</b>	<b>13 639</b>	<b>25 000</b>	<b>25 000</b>	<b>12 920</b>
Fonctionnement	13 372	15 242	13 672	13 372	15 242	13 639			
<b>928 UFR Anthropologie et Sociologie</b>	<b>202 667</b>	<b>203 667</b>	<b>146 548</b>	<b>202 667</b>	<b>203 667</b>	<b>179 653</b>	<b>257 540</b>	<b>257 540</b>	<b>250 991</b>
Fonctionnement	146 652	147 652	105 565	146 652	147 652	138 671			
Personnel	56 015	56 015	40 983	56 015	56 015	40 983			
<b>90019 CIEF</b>	<b>827 467</b>	<b>827 467</b>	<b>696 789</b>	<b>827 467</b>	<b>827 467</b>	<b>694 356</b>	<b>1 531 710</b>	<b>1 531 710</b>	<b>847 178</b>
Fonctionnement	103 570	103 570	56 388	103 570	103 570	53 955			
Personnel	723 897	723 897	640 401	723 897	723 897	640 401			
<b>Recherche</b>	<b>10 943 042</b>	<b>10 899 216</b>	<b>9 235 862</b>	<b>10 970 041</b>	<b>10 926 199</b>	<b>9 229 542</b>	<b>6 842 730</b>	<b>7 753 594</b>	<b>5 684 377</b>
<b>900R00 DRED</b>	<b>6 030 747</b>	<b>4 942 667</b>	<b>4 458 555</b>	<b>6 030 747</b>	<b>4 957 324</b>	<b>4 448 501</b>	<b>2 482 107</b>	<b>1 711 568</b>	<b>1 062 826</b>
Fonctionnement	762 322	544 174	296 245	762 322	560 065	286 190			
Investissement	281 975	146 713	4 437	281 975	145 478	4 437			
Personnel	4 986 450	4 251 780	4 157 873	4 986 450	4 251 780	4 157 873			
<b>900R04 EMC</b>	<b>883 235</b>	<b>840 477</b>	<b>744 292</b>	<b>881 484</b>	<b>838 710</b>	<b>741 501</b>	<b>576 813</b>	<b>869 137</b>	<b>733 232</b>
Fonctionnement	431 968	236 742	201 325	425 828	230 586	199 820			
Investissement	45 194	43 959	41 927	49 583	48 348	40 642			
Personnel	406 073	559 776	501 040	406 073	559 776	501 040			
<b>900R05 LCE</b>	<b>33 146</b>	<b>34 646</b>	<b>30 528</b>	<b>33 146</b>	<b>34 646</b>	<b>30 564</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 900</b>
Fonctionnement	25 146	27 646	26 577	25 146	27 646	26 614			
Investissement	1 000	0	0	1 000	0	0			
Personnel	7 000	7 000	3 950	7 000	7 000	3 950			
<b>900R06 CERLA</b>	<b>66 986</b>	<b>59 429</b>	<b>49 310</b>	<b>67 002</b>	<b>59 445</b>	<b>49 141</b>	<b>30 238</b>	<b>25 838</b>	<b>40 838</b>
Fonctionnement	50 986	46 191	36 033	51 002	46 207	35 863			
Investissement	2 000	0	0	2 000	0	0			
Personnel	14 000	13 238	13 277	14 000	13 238	13 277			
<b>900R07 COACTIS</b>	<b>188 092</b>	<b>472 950</b>	<b>428 605</b>	<b>188 323</b>	<b>457 181</b>	<b>427 101</b>	<b>232 470</b>	<b>331 876</b>	<b>379 304</b>
Fonctionnement	108 183	399 485	358 082	108 414	383 716	356 578			
Investissement	15 909	14 565	11 632	15 909	14 565	11 632			
Personnel	64 000	58 900	58 891	64 000	58 900	58 891			
<b>900R08 GREPS</b>	<b>314 637</b>	<b>50 914</b>	<b>22 707</b>	<b>314 858</b>	<b>51 135</b>	<b>23 785</b>	<b>251 443</b>	<b>120 281</b>	<b>91 400</b>
Fonctionnement	130 798	45 414	18 981	131 019	45 635	20 059			
Investissement	8 164	5 500	3 726	8 164	5 500	3 726			
Personnel	175 675	0	0	175 675	0	0			

	Dépenses 2022						Recettes 2022		
	BI AE	BR2 AE	Réalisé AE	BI CP	BR2 CP	Réalisé CP	BI RE	BR2 RE	Réalisé RE
<b>900R09 DCT</b>	<b>43 391</b>	<b>47 691</b>	<b>25 724</b>	<b>43 391</b>	<b>47 691</b>	<b>25 071</b>	<b>4 065</b>	<b>2 500</b>	<b>8 420</b>
Fonctionnement	41 191	42 591	22 048	41 191	42 591	21 394			
Investissement	1 000	1 000	841	1 000	1 000	841			
Personnel	1 200	4 100	2 835	1 200	4 100	2 835			
<b>900R10 ELICO</b>	<b>83 543</b>	<b>152 340</b>	<b>137 913</b>	<b>83 899</b>	<b>152 696</b>	<b>139 619</b>	<b>29 716</b>	<b>146 849</b>	<b>60 418</b>
Fonctionnement	44 553	69 687	58 661	44 909	70 043	58 566			
Investissement	2 824	2 053	2 052	2 824	2 053	3 855			
Personnel	36 166	80 600	77 199	36 166	80 600	77 199			
<b>900R11 LADEC</b>	<b>64 381</b>	<b>64 045</b>	<b>63 130</b>	<b>64 381</b>	<b>64 045</b>	<b>63 130</b>	<b>70 290</b>	<b>65 934</b>	<b>51 547</b>
Fonctionnement	57 354	59 126	58 211	57 354	59 126	58 211			
Investissement	2 827	965	965	2 827	965	965			
Personnel	4 200	3 955	3 955	4 200	3 955	3 955			
<b>900R13 CRPPC</b>	<b>144 284</b>	<b>107 419</b>	<b>84 666</b>	<b>144 798</b>	<b>107 933</b>	<b>80 536</b>	<b>107 878</b>	<b>115 678</b>	<b>15 111</b>
Fonctionnement	130 284	86 219	67 430	130 798	86 733	63 084			
Investissement	2 000	4 200	3 427	2 000	4 200	3 643			
Personnel	12 000	17 000	13 809	12 000	17 000	13 809			
<b>900R14 LER</b>	<b>113 725</b>	<b>54 772</b>	<b>40 951</b>	<b>113 725</b>	<b>54 772</b>	<b>53 317</b>	<b>181 337</b>	<b>223 612</b>	<b>98 008</b>
Fonctionnement	83 654	28 961	20 533	83 654	28 961	32 899			
Investissement	1 700	1 700	0	1 700	1 700	0			
Personnel	28 371	24 111	20 418	28 371	24 111	20 418			
<b>900R15 DISP</b>	<b>154 074</b>	<b>183 917</b>	<b>59 729</b>	<b>154 770</b>	<b>184 613</b>	<b>58 133</b>	<b>156 572</b>	<b>198 572</b>	<b>108 273</b>
Fonctionnement	86 674	113 174	47 848	87 370	113 870	50 411			
Investissement	27 400	25 400	6 609	27 400	25 400	2 448			
Personnel	40 000	45 343	5 273	40 000	45 343	5 273			
<b>900R17 ERIC</b>	<b>212 551</b>	<b>325 697</b>	<b>228 166</b>	<b>215 575</b>	<b>328 721</b>	<b>225 600</b>	<b>172 509</b>	<b>247 942</b>	<b>253 582</b>
Fonctionnement	95 761	133 001	75 456	98 785	136 025	72 890			
Investissement	5 000	7 500	0	5 000	7 500	0			
Personnel	111 790	185 196	152 710	111 790	185 196	152 710			
<b>900R18 PASSAGES</b>	<b>138 258</b>	<b>111 441</b>	<b>110 013</b>	<b>138 258</b>	<b>111 441</b>	<b>111 773</b>	<b>38 556</b>	<b>4 500</b>	<b>15 609</b>
Fonctionnement	82 591	67 961	67 338	82 591	67 961	69 099			
Investissement	5 000	3 210	2 787	5 000	3 210	2 787			
Personnel	50 667	40 270	39 888	50 667	40 270	39 888			
<b>900R19 HISOMA</b>	<b>59 962</b>	<b>130 991</b>	<b>114 458</b>	<b>59 851</b>	<b>130 880</b>	<b>119 764</b>	<b>34 116</b>	<b>44 765</b>	<b>67 538</b>
Fonctionnement	57 512	101 230	85 274	57 401	101 119	88 870			
Investissement	2 450	6 850	2 844	2 450	6 850	4 554			
Personnel	0	22 911	26 340	0	22 911	26 340			
<b>900R20 ARCHEORIENT</b>	<b>133 675</b>	<b>136 874</b>	<b>138 058</b>	<b>133 675</b>	<b>136 874</b>	<b>142 053</b>	<b>304 000</b>	<b>364 500</b>	<b>360 576</b>
Fonctionnement	33 575	36 774	36 941	33 575	36 774	40 935			
Personnel	100 100	100 100	101 118	100 100	100 100	101 118			
<b>900R21 CIHAM</b>	<b>33 253</b>	<b>141 838</b>	<b>133 466</b>	<b>33 253</b>	<b>141 838</b>	<b>136 479</b>	<b>57 000</b>	<b>156 786</b>	<b>225 027</b>
Fonctionnement	31 253	48 838	43 683	31 253	48 838	44 443			
Investissement	2 000	5 000	3 652	2 000	5 000	5 905			
Personnel	0	88 000	86 131	0	88 000	86 131			
<b>900R22 IAO</b>	<b>14 146</b>	<b>14 146</b>	<b>13 614</b>	<b>14 146</b>	<b>14 146</b>	<b>12 843</b>	<b>8 000</b>	<b>8 000</b>	<b>123</b>
Fonctionnement	14 146	14 146	13 614	14 146	14 146	12 843			
<b>900R23 EVS IRG</b>	<b>326 767</b>	<b>345 228</b>	<b>228 610</b>	<b>329 586</b>	<b>348 047</b>	<b>229 474</b>	<b>235 586</b>	<b>251 750</b>	<b>51 925</b>
Fonctionnement	244 699	213 656	124 490	247 518	216 475	125 895			
Investissement	12 574	24 870	18 552	12 574	24 870	18 011			
Personnel	69 494	106 702	85 568	69 494	106 702	85 568			
<b>900R24 ECP</b>	<b>90 800</b>	<b>122 418</b>	<b>105 184</b>	<b>91 178</b>	<b>122 796</b>	<b>106 961</b>	<b>129 809</b>	<b>273 750</b>	<b>149 402</b>
Fonctionnement	79 800	68 941	58 644	80 178	69 319	62 262			
Investissement	2 500	5 518	3 271	2 500	5 518	1 431			
Personnel	8 500	47 959	43 268	8 500	47 959	43 268			
<b>900R25 LAHRA</b>	<b>102 042</b>	<b>153 373</b>	<b>110 643</b>	<b>102 042</b>	<b>153 373</b>	<b>103 259</b>	<b>68 847</b>	<b>108 922</b>	<b>138 922</b>
Fonctionnement	87 353	117 934	72 975	87 353	117 934	65 591			
Investissement	4 650	2 000	3 705	4 650	2 000	3 705			
Personnel	10 039	33 439	33 964	10 039	33 439	33 964			
<b>900R26 CMW</b>	<b>91 486</b>	<b>236 210</b>	<b>187 013</b>	<b>91 486</b>	<b>237 025</b>	<b>191 062</b>	<b>53 736</b>	<b>156 191</b>	<b>201 700</b>
Fonctionnement	42 607	148 510	85 235	42 607	149 325	88 517			
Investissement	16 737	10 188	8 276	16 737	10 188	9 044			
Personnel	32 142	77 512	93 502	32 142	77 512	93 502			
<b>900R28 ICAR</b>	<b>146 323</b>	<b>143 662</b>	<b>62 847</b>	<b>146 342</b>	<b>143 681</b>	<b>55 958</b>	<b>38 719</b>	<b>84 066</b>	<b>17 501</b>
Fonctionnement	87 923	99 389	31 700	87 942	99 408	25 614			
Investissement	10 000	11 400	10 805	10 000	11 400	10 002			
Personnel	48 400	32 873	20 342	48 400	32 873	20 342			
<b>900R29 DDL</b>	<b>64 653</b>	<b>83 166</b>	<b>73 669</b>	<b>64 653</b>	<b>83 166</b>	<b>82 466</b>	<b>425 568</b>	<b>283 712</b>	<b>283 712</b>
Fonctionnement	22 419	22 828	16 222	22 419	22 828	25 019			
Investissement	5 000	5 000	3 138	5 000	5 000	3 138			
Personnel	37 234	55 338	54 309	37 234	55 338	54 309			
<b>900R30 IHRIM</b>	<b>129 258</b>	<b>98 180</b>	<b>60 423</b>	<b>130 173</b>	<b>101 138</b>	<b>65 496</b>	<b>7 473</b>	<b>7 473</b>	<b>-280</b>
Fonctionnement	81 458	59 790	33 453	82 373	62 748	38 526			
Investissement	3 000	3 000	3 609	3 000	3 000	3 609			
Personnel	44 800	35 390	23 361	44 800	35 390	23 361			
<b>900R31 LIRIS</b>	<b>196 983</b>	<b>213 967</b>	<b>163 608</b>	<b>197 162</b>	<b>215 381</b>	<b>164 127</b>	<b>415 077</b>	<b>447 577</b>	<b>282 290</b>
Fonctionnement	123 723	58 112	28 129	123 902	58 291	27 413			
Investissement	9 100	18 515	15 700	9 100	19 750	16 935			
Personnel	64 160	137 340	119 779	64 160	137 340	119 779			
<b>900R32 ARAR</b>	<b>58 343</b>	<b>111 048</b>	<b>102 372</b>	<b>58 343</b>	<b>111 048</b>	<b>102 068</b>	<b>30 000</b>	<b>40 181</b>	<b>30 000</b>
Fonctionnement	16 257	30 942	25 602	16 257	30 942	30 730			
Investissement	0	13 340	13 339	0	13 340	7 908			
Personnel	42 086	66 766	63 430	42 086	66 766	63 430			

	Dépenses 2022						Recettes 2022		
	BI AE	BR2 AE	Réalisé AE	BI CP	BR2 CP	Réalisé CP	BI RE	BR2 RE	Réalisé RE
<b>900R34 TRIANGLE</b>	<b>252 692</b>	<b>298 307</b>	<b>261 651</b>	<b>252 692</b>	<b>298 307</b>	<b>264 764</b>	<b>158 165</b>	<b>186 678</b>	<b>175 798</b>
Fonctionnement	171 082	104 100	81 664	171 082	104 100	84 776			
Investissement	1 950	8 367	6 825	1 950	8 367	6 825			
Personnel	79 660	185 840	173 163	79 660	185 840	173 163			
<b>900R35 GATE</b>	<b>245 862</b>	<b>212 381</b>	<b>113 243</b>	<b>260 709</b>	<b>227 228</b>	<b>108 568</b>	<b>94 966</b>	<b>104 938</b>	<b>66 843</b>
Fonctionnement	203 219	166 183	81 914	218 066	181 030	81 449			
Investissement	30 123	33 678	18 885	30 123	33 678	14 674			
Personnel	12 520	12 520	12 444	12 520	12 520	12 444			
<b>900R36 LAET</b>	<b>87 730</b>	<b>52 104</b>	<b>45 469</b>	<b>87 730</b>	<b>52 104</b>	<b>45 412</b>	<b>69 111</b>	<b>79 023</b>	<b>0</b>
Fonctionnement	56 730	33 097	28 845	56 730	33 097	28 788			
Investissement	1 000	8 900	6 517	1 000	8 900	6 517			
Personnel	30 000	10 107	10 107	30 000	10 107	10 107			
<b>900R37 ISH</b>	<b>10 000</b>	<b>10 000</b>	<b>10 000</b>	<b>10 000</b>	<b>10 000</b>	<b>15 515</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Fonctionnement	9 140	10 000	10 000	9 140	10 000	15 515			
Personnel	860	0	0	860	0	0			
<b>900R38 IRAA</b>	<b>3 000</b>	<b>5 000</b>	<b>5 000</b>	<b>3 000</b>	<b>5 000</b>	<b>5 000</b>	<b>0</b>	<b>2 000</b>	<b>2 000</b>
Fonctionnement	3 000	5 000	5 000	3 000	5 000	5 000			
<b>900R39 MOM</b>	<b>113 168</b>	<b>127 683</b>	<b>127 656</b>	<b>113 168</b>	<b>127 683</b>	<b>124 528</b>	<b>10 000</b>	<b>10 000</b>	<b>23 276</b>
Fonctionnement	113 168	120 468	120 443	113 168	120 468	117 315			
Investissement	0	7 215	7 213	0	7 215	7 213			
<b>900R40 CERCRID</b>	<b>94 400</b>	<b>84 685</b>	<b>117 295</b>	<b>95 662</b>	<b>85 947</b>	<b>114 390</b>	<b>160 181</b>	<b>96 925</b>	<b>76 448</b>
Fonctionnement	57 561	25 166	59 938	57 562	25 167	57 222			
Investissement	5 639	2 639	1 846	6 900	3 900	1 657			
Personnel	31 200	56 880	55 511	31 200	56 880	55 511			
<b>900R41 ISERL</b>	<b>20 010</b>	<b>21 810</b>	<b>22 002</b>	<b>20 010</b>	<b>21 810</b>	<b>22 505</b>	<b>16 000</b>	<b>16 000</b>	<b>23 000</b>
Fonctionnement	18 010	19 810	19 690	18 010	19 810	20 193			
Personnel	2 000	2 000	2 313	2 000	2 000	2 313			
<b>900R43 PUL</b>	<b>96 700</b>	<b>108 700</b>	<b>105 756</b>	<b>96 700</b>	<b>108 700</b>	<b>91 929</b>	<b>90 000</b>	<b>90 000</b>	<b>72 188</b>
Fonctionnement	96 700	108 700	105 756	96 700	108 700	91 929			
<b>900R44 EVS CTT</b>	<b>55 076</b>	<b>30 602</b>	<b>25 016</b>	<b>55 076</b>	<b>30 602</b>	<b>26 243</b>	<b>78 135</b>	<b>92 735</b>	<b>73 907</b>
Fonctionnement	40 488	30 602	25 016	40 488	30 602	26 243			
Investissement	1 400	0	0	1 400	0	0			
Personnel	13 188	0	0	13 188	0	0			
<b>900R45 DIPHE</b>	<b>27 813</b>	<b>155 057</b>	<b>50 144</b>	<b>31 197</b>	<b>155 691</b>	<b>52 062</b>	<b>24 247</b>	<b>238 719</b>	<b>27 924</b>
Fonctionnement	15 800	84 459	18 459	19 184	85 093	19 126			
Investissement	2 000	5 391	5 747	2 000	5 391	6 998			
Personnel	10 013	65 207	25 938	10 013	65 207	25 938			
<b>900R46 RADIATIONS</b>	<b>17 849</b>	<b>413 381</b>	<b>374 374</b>	<b>17 849</b>	<b>413 381</b>	<b>368 844</b>	<b>0</b>	<b>544 617</b>	<b>412 089</b>
Fonctionnement	14 369	94 228	72 388	14 369	94 228	66 858			
Investissement	1 964	9 022	10 491	1 964	9 022	10 491			
Personnel	1 516	310 131	291 496	1 516	310 131	291 496			
<b>Serv.cent, communs et généraux</b>	<b>170 925 925,11</b>	<b>145 774 454</b>	<b>134 160 870</b>	<b>151 702 762</b>	<b>148 526 619</b>	<b>137 408 444</b>	<b>153 142 397</b>	<b>141 774 203</b>	<b>140 745 743</b>
<b>90000 Présidence</b>	<b>48 750</b>	<b>48 750</b>	<b>22 322</b>	<b>48 750</b>	<b>48 750</b>	<b>21 347</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>93</b>
Fonctionnement	48 750	48 750	22 322	48 750	48 750	21 347			
<b>90001 DGS</b>	<b>19 500</b>	<b>119 500</b>	<b>7 681</b>	<b>19 500</b>	<b>119 500</b>	<b>6 896</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Fonctionnement	19 500	119 500	7 681	19 500	119 500	6 896			
<b>90002 DAJIM</b>	<b>82 400</b>	<b>82 400</b>	<b>39 493</b>	<b>82 400</b>	<b>82 400</b>	<b>36 877</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Fonctionnement	82 400	82 400	39 493	82 400	82 400	36 877			
<b>90003 Communication</b>	<b>298 980</b>	<b>340 008</b>	<b>273 098</b>	<b>298 980</b>	<b>340 008</b>	<b>268 443</b>	<b>9 000</b>	<b>9 000</b>	<b>11 446</b>
Fonctionnement	215 980	239 008	218 552	215 980	239 008	216 168			
Investissement	83 000	101 000	54 546	83 000	101 000	52 274			
<b>90004 DAF</b>	<b>10 500</b>	<b>10 500</b>	<b>5 564</b>	<b>10 500</b>	<b>10 500</b>	<b>5 564</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-340</b>
Fonctionnement	10 500	10 500	5 564	10 500	10 500	5 564			
<b>90006 DRH</b>	<b>116 556 117</b>	<b>118 098 256</b>	<b>116 599 826</b>	<b>116 556 117</b>	<b>118 098 256</b>	<b>116 605 745</b>	<b>737 800</b>	<b>737 800</b>	<b>1 015 379</b>
Fonctionnement	730 850	780 850	813 519	730 850	780 850	822 820			
Investissement	0	0	3 890	0	0	3 890			
Personnel	115 825 267	117 317 406	115 782 417	115 825 267	117 317 406	115 779 035			
<b>900070 Cellule grands travaux</b>	<b>36 472 056</b>	<b>7 320 971</b>	<b>2 062 121</b>	<b>17 283 661</b>	<b>9 911 923</b>	<b>5 945 336</b>	<b>16 922 271</b>	<b>4 850 067</b>	<b>2 832 293</b>
Fonctionnement	0	2 000	25	14 664	13 223	19 089			
Investissement	36 472 056	7 318 971	2 062 096	17 268 997	9 898 700	5 926 247			
<b>900071 STI BDR (90007)</b>	<b>4 021 892</b>	<b>4 841 300</b>	<b>4 335 536</b>	<b>4 021 892</b>	<b>4 841 300</b>	<b>3 832 590</b>	<b>531 100</b>	<b>531 100</b>	<b>318 865</b>
Fonctionnement	3 339 892	4 169 300	3 850 364	3 339 892	4 169 300	3 281 491			
Investissement	682 000	672 000	485 171	682 000	672 000	551 099			
<b>900072 STI PDA</b>	<b>3 009 760</b>	<b>4 795 603</b>	<b>3 415 191</b>	<b>3 009 760</b>	<b>5 006 533</b>	<b>3 252 335</b>	<b>147 600</b>	<b>147 600</b>	<b>221 798</b>
Fonctionnement	2 458 760	3 962 000	2 757 713	2 458 760	3 962 000	2 524 895			
Investissement	551 000	833 603	657 478	551 000	1 044 533	727 439			
<b>90010 DSI</b>	<b>4 058 900</b>	<b>4 088 900</b>	<b>3 070 536</b>	<b>4 058 900</b>	<b>4 088 900</b>	<b>3 139 229</b>	<b>23 000</b>	<b>23 000</b>	<b>262 241</b>
Fonctionnement	1 522 600	1 552 600	1 319 367	1 522 600	1 552 600	1 393 341			
Investissement	2 536 300	2 536 300	1 751 169	2 536 300	2 536 300	1 745 888			
<b>90011 DRI</b>	<b>1 665 284</b>	<b>1 825 325</b>	<b>1 218 961</b>	<b>1 665 284</b>	<b>1 825 325</b>	<b>1 223 883</b>	<b>1 584 519</b>	<b>1 610 129</b>	<b>1 497 352</b>
Fonctionnement	1 372 122	1 540 022	982 798	1 372 122	1 540 022	987 720			
Personnel	293 162	285 303	236 163	293 162	285 303	236 163			
<b>90012 Vie étudiante</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 671</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Fonctionnement	0	0	0	0	0	2 989			
Investissement	0	0	0	0	0	682			
<b>900DACDS DACDS</b>	<b>119 136</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>119 136</b>	<b>0</b>	<b>129</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Fonctionnement	119 136	0	0	119 136	0	129			

		Dépenses 2022						Recettes 2022		
		BI AE	BR2 AE	Réalisé AE	BI CP	BR2 CP	Réalisé CP	BI RE	BR2 RE	Réalisé RE
900130		0	0	0	0	0	2 000	0	0	0
	Fonctionnement	0	0	0	0	0	2 000			
90014 SUAPS		142 732	182 661	154 773	142 732	182 661	163 789	59 500	59 500	44 610
	Fonctionnement	122 732	141 161	123 666	122 732	141 161	100 766			
	Investissement	20 000	41 500	31 107	20 000	41 500	63 022			
90017		0	0	-40	0	0	0	0	0	15 961
	Fonctionnement			-40						
90018 UTA		0	0	0	0	0	0	0	0	-584
	Fonctionnement	0	0	0	0	0	0			
90020 SCD		1 252 281	1 303 781	1 244 901	1 252 281	1 303 781	1 246 930	62 307	182 307	315 988
	Fonctionnement	1 103 500	1 103 500	1 091 224	1 103 500	1 103 500	1 091 188			
	Investissement	44 000	44 000	0	44 000	44 000	2 066			
	Personnel	104 781	156 281	153 677	104 781	156 281	153 677			
90022 Dir DFVE/division des études		0	0	0	0	0	1 613	0	0	0
	Fonctionnement	0	0	0	0	0	1 613			
90023 Dir Formation		0	122 178	47 766	0	122 178	47 766	0	168 126	20 000
	Fonctionnement	0	5 123	326	0	5 123	326			
	Personnel	0	117 055	47 440	0	117 055	47 440			
900230 - Service des études		19 830	19 830	14 695	19 830	19 830	13 975	0	0	0
	Fonctionnement	19 830	19 830	14 695	19 830	19 830	13 975			
900231 - Serv. de pédagogie du supérieur		350 348	255 031	267 113	350 348	240 031	241 668	142 938	142 938	29 870
	Fonctionnement	81 544	37 378	18 618	81 544	37 378	17 986			
	Investissement	71 542	49 407	43 467	71 542	34 407	18 654			
	Personnel	197 262	168 246	205 028	197 262	168 246	205 028			
900232 - SCUIO-IP		169 035	146 007	106 545	169 035	146 007	105 811	19 480	105 980	122 050
	Fonctionnement	68 847	45 819	37 480	68 847	45 819	36 746			
	Personnel	100 188	100 188	69 065	100 188	100 188	69 065			
90024 - DVEC - Dir. vie étudiante et campus		5 000	7 000	6 241	5 000	7 000	6 229	0	0	23 000
	Fonctionnement	5 000	7 000	6 241	5 000	7 000	6 229			
900240 - SAAC		68 910	95 791	76 670	71 142	95 791	72 508	0	0	0
	Fonctionnement	68 910	95 791	76 670	71 142	95 791	72 508			
900241 - SSU		67 628	77 628	39 714	67 628	77 628	36 317	121 688	121 688	85 392
	Fonctionnement	63 628	73 628	39 714	63 628	73 628	36 317			
	Investissement	4 000	4 000	0	4 000	4 000	0			
900242 - Service de la vie étudiante		354 800	435 730	286 521	315 800	396 730	285 372	50 000	56 558	57 949
	Fonctionnement	349 800	429 030	280 628	310 800	390 030	279 479			
	Investissement	5 000	6 700	5 893	5 000	6 700	5 893			
90025 - DSS - Direction Sciences et Sociétés		0	343 586	218 795	0	343 586	218 146	0	324 817	335 817
	Fonctionnement	0	310 086	185 931	0	310 086	185 282			
	Personnel	0	33 500	32 864	0	33 500	32 864			
900250 - MUMO - Musée des moulages		108 900	108 900	105 802	108 900	108 900	79 886	0	0	12 465
	Fonctionnement	38 800	38 800	37 081	38 800	38 800	36 365			
	Investissement	70 100	70 100	68 721	70 100	70 100	43 521			
900251 - UTA Université tous âges		51 676	51 676	14 082	51 676	51 676	12 751	80 000	80 000	35 152
	Fonctionnement	51 676	51 676	14 082	51 676	51 676	12 751			
900252 - Valorisation		160 000	0	0	160 000	0	0	0	0	0
	Fonctionnement	110 000	0	0	110 000	0	0			
	Investissement	50 000	0	0	50 000	0	0			
900253 - Serv. Com. Formation Continue		74 670	74 670	41 629	76 670	76 670	36 922	879 926	879 926	568 931
	Fonctionnement	74 670	74 670	41 629	76 670	76 670	36 922			
90099 Etablissement		1 736 840	978 473	485 335	1 736 840	980 756	494 720	131 771 268	131 743 667	132 920 014
	Fonctionnement	1 316 840	503 782	485 335	1 316 840	506 014	494 720			
	Investissement	270 000	290 374	0	270 000	290 425	0			
	Personnel	150 000	184 317	0	150 000	184 317	0			
<b>Total général</b>		<b>192 152 097</b>	<b>166 536 089</b>	<b>151 595 661</b>	<b>172 967 549</b>	<b>169 326 853</b>	<b>154 739 561</b>	<b>171 781 646</b>	<b>161 142 086</b>	<b>154 769 272</b>





# Liasse budgétaire



Catégories d'emplois	Nature des emplois		(A)		(B)		(C) = (A) + (B)	
	Permanents	Non permanents	BR2 2022	CF 2022	BR2 2022	CF 2022	BR2 2022	CF 2022
Enseignants, enseignants-chercheurs	Titulaires	CDI	657	651			657	651
		CDD	-	-	3	2	3	2
	Non permanents	231	237	69	69	300	306	290
<b>S/total EC</b>			<b>888</b>	<b>884</b>	<b>72</b>	<b>58</b>	<b>959</b>	<b>942</b>
<b>Elèves fonctionnaires stagiaires des écoles nationales supérieures (ENS)</b>							-	-
BIATSS (personnels de bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques et de service)	Titulaires	Permanents	565	548			565	548
		CDI	71	70			71	70
	Non permanents	13,2	2	214	214	227	217	217
<b>S/total BIATSS</b>			<b>649</b>	<b>619</b>	<b>214</b>	<b>214</b>	<b>863</b>	<b>833</b>
<b>Totaux</b>			<b>1 536</b>	<b>1 503</b>	<b>287</b>	<b>272</b>	<b>1 841</b>	<b>1 775</b>
			<b>Plafond global des emplois voté par le CA **</b>					

**1 563 (3)**

**Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat**

Note sur les modalités de renseignement du tableau

Ce tableau doit être annexé au budget de l'établissement et, en cas de modification, aux budgets rectificatifs. Les chiffres qu'il contient doivent être exprimés en équivalents temps plein travaillés (ETPT). Le tableau doit être soumis au vote du conseil d'administration le plafond global des emplois (case annotée (2)).

Le nombre total d'emplois sous plafond Etat (case annotée (1)) ne peut être supérieur au plafond des emplois Etat qui a été notifié à l'établissement et rappelé en case (3)

\*\* : cf. article R719-54 du code de l'éducation : "plafond d'emplois fixé par l'Etat relatif aux emplois financés par l'Etat"

\*\* : cf. article R719-54 du code de l'éducation : "plafond d'autorisation de l'ensemble des emplois rémunérés par l'établissement"



	Prévisionnel au BR2 2022		Réalisé 2022		Prévisionnel au BR2 2022		Réalisé 2022		Prévisionnel au BR2 2022		Réalisé 2022	
	Personnel AE (AE - CP)	Personnel CP (AE - CP)	Personnel AE (AE - CP)	Personnel CP (AE - CP)	Fonct. AE	Fonct. CP	Fonct. AE	Fonct. CP	Invest. AE	Invest. CP	Total AE	Total CP
Dépenses Programmes 150 et 231	63 532 421	63 532 421	62 904 951	62 904 951	2 659 174	2 662 387	2 852 864	2 217 124	300 265	300 365	66 511 960	66 511 373
<b>FORMATION INITIALE ET CONTINUE</b>	38 935 817	38 935 817	38 073 974	38 073 974	1 243 724	1 368 613	1 132 228	1 142 083	244 303	244 088	40 523 889	40 526 738
Licence	6 672 640	6 672 640	6 607 332	6 607 332	252 681	253 205	455 470	452 171	12 500	12 500	5 918 921	5 918 545
Diplôme	31 263 177	31 263 177	31 466 642	31 466 642	990 993	1 115 408	676 750	689 812	132 803	131 588	38 114 955	38 149 743
<b>RECHERCHE</b>	33 250 635	33 250 635	33 458 693	33 458 693	3 947 762	3 977 300	2 748 928	2 702 940	416 158	421 808	36 474 961	36 346 978
Recherche universitaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Rech.univ.maths	2 017 578	2 017 578	1 999 556	1 999 556	174 990	177 669	133 655	133 267	27 815	29 050	2 220 383	2 224 297
Rech.univ.phys.chimie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Rech.univ.phys.instru	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Rech.univ.science.homme	31 597 315	31 597 315	31 420 173	31 420 173	3 189 226	3 207 337	2 015 462	2 035 352	388 343	392 758	35 174 884	35 197 410
Rech.univ.science.univ	1 652 320	1 652 320	1 638 520	1 638 520	268 536	268 963	702 993	702 993	0	0	1 365 527	1 365 527
<b>SOUTIEN ET SUPPORT</b>	32 428 172	32 428 172	30 246 073	30 246 073	13 987 457	14 026 432	11 308 688	10 991 243	11 937 606	14 713 316	56 352 935	61 144 100
Bibliothèques et documentation	3 158 700	3 158 700	3 216 692	3 216 692	1 009 166	1 009 166	1 099 662	1 099 716	44 000	44 000	4 318 656	4 318 656
Droits d'inscription	1 077 193	1 077 193	1 186 258	1 186 258	442 820	442 820	195 065	178 051	70 100	70 100	1 590 113	1 590 113
Diffusion savoirs musées	5 018 952	5 018 952	4 783 434	4 783 434	7 220 094	7 231 317	5 499 559	4 806 859	8 624 200	11 414 910	20 863 246	23 665 179
Immobilier	2 317 327	2 317 327	2 109 689	2 109 689	5 215 077	5 219 309	4 514 403	4 506 617	3 199 306	3 194 306	31 587 710	31 576 942
Pluritage et support	1 750 315	1 750 315	1 749 619	1 749 619	1 754 124	1 715 124	1 888 928	1 265 272	52 200	52 200	3 556 639	3 517 639
Autres directes aux étudiants	137 263	137 263	66 641	66 641	1 166 744	1 151 744	770 673	770 673	0	0	1 304 007	1 289 007
Autres indirectes	147 386	147 386	141 864	141 864	137 360	137 360	88 340	88 340	1 700	1 700	2 88 306	282 884
Autres indirectes - écritures associatives	1 141 342	1 141 342	1 150 945	1 150 945	42 150	42 150	53 150	53 150	65 150	65 150	1 266 150	1 266 150
Sans des étudiants	131 481 543	131 481 543	128 359 316	128 359 316	22 348 217	22 357 623	17 939 408	16 776 559	12 708 232	15 467 639	146 536 039	149 326 855

	Prévisionnel au BR2 2022		Réalisé 2022		Prévisionnel au BR2 2022		Réalisé 2022		Prévisionnel au BR2 2022		Réalisé 2022	
	Autres financements de l'Etat	Autres financements de l'UE	Autres financements publics	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Autres financements publics	Financements de l'Etat (Recettes de l'Etat)	Autres financements publics	Total	Total	
<b>Réglementaire</b>	125 229 214	126 411 905	126 411 905	126 411 905	5 040 023	3 539 042	9 562 802	8 356 452	409 951	443 362	126 411 905	
Subvention pour charges de service public	125 229 214	126 411 905	126 411 905	126 411 905	5 040 023	3 539 042	9 562 802	8 356 452	409 951	443 362	126 411 905	
Droits d'inscription	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Formation continue diplômés/progrès VAE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Taxe d'apprentissage	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Contrats prestations recherche hors ANR	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Valorisation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Autres investissements d'avenir	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Subvention exploit. B. financ. actif Région	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Subvention exploit. B. financ. actif UE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Subvention exploit. B. financ. actif Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Fondations/ fonds propres réserves dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Autres recettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
<b>TOTAL</b>	125 229 214	126 411 905	126 411 905	126 411 905	5 040 023	3 539 042	9 562 802	8 356 452	409 951	443 362	126 411 905	

	Prévisionnel au BR2 2022		Réalisé 2022		Prévisionnel au BR2 2022		Réalisé 2022		Prévisionnel au BR2 2022		Réalisé 2022	
	Autres financements de l'Etat	Autres financements de l'UE	Autres financements publics	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Autres financements publics	Financements de l'Etat (Recettes de l'Etat)	Autres financements publics	Total	Total	
<b>SOLDE BUDGETAIRE</b>	125 229 214	126 411 905	126 411 905	126 411 905	5 040 023	3 539 042	9 562 802	8 356 452	409 951	443 362	126 411 905	
<b>TOTAL</b>	125 229 214	126 411 905	126 411 905	126 411 905	5 040 023	3 539 042	9 562 802	8 356 452	409 951	443 362	126 411 905	

Besoins (utilisation des financements)		BR2 2022	31/12/2022
Solde budgétaire (déficit) (D2)*		8 184 767	
dont Budget Principal		8 184 767	
dont Budget Annexe			
remboursements emprunts (capital) ;			
Nouveaux prêts (capital) ;		0	
Dépôts et cautionnements (b3)			
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**		477 400	695 204
Autres décaissements non budgétaires (e1)		0	917 790
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)		8 662 167	1 612 994
ABONDEMENT de la trésorerie (l)= (2) - (1)		0	3 057 256
dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***		0	
dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)		0	5 397 696
TOTAL DES BESOINS (1) + (l)		8 662 167	4 670 250

Financements (couverture des besoins)		BR2 2022	31/12/2022
Solde budgétaire (excédent) (D1)*		0	29 712
dont Budget Principal		0	
dont Budget Annexe			
Nouveaux emprunts (capital) ;			
Remboursements de prêts (capital) ;		0	
Dépôts et cautionnements (b3)			
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**		519 000	532 214
Autres encaissements non budgétaires (e2)		0	4 108 325
Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)		519 000,00	4 670 251
PRLEVEMENT de la trésorerie (ll)=(1) - (2)		8 143 167,00	0,00
dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***		1 860 189	2 340 440
dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)		6 282 979	0
TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (ll)		8 662 167	4 670 251

(\*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"

(\*\*) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"

(\*\*\*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Décaissements - Prévionnel au BRZ 2022	Décaissements - Réalisé 2022	Encaissements - Prévionnel au BRZ 2022	Encaissements - Réalisé 2022
BOURSES AMI	4671	Recettes à transférer	368 400	579 600	410 000	410 000
TVA	44500000		109 000	115 604	109 000	122 214
Autres opérations pour comptes de tiers			-	917 790	-	4 108 325
<b>TOTAL</b>			<b>477 400</b>	<b>1 612 994</b>	<b>519 000</b>	<b>4 640 539</b>

**Compte de résultat**

CHARGES	Réalisé 2020	Réalisé 2021	BR2 2022	31/12/2022	Budget initial 2023
Personnel	119 059 461	123 050 172	130 051 931	126 675 832	134 709 661
dont charges de pensions civiles	34 034 110	34 702 839		35 327 827	
Interventions					
Fonctionnement autre que les charges de personnel	26 954 743	28 078 168	33 637 581	29 386 804	35 610 848
<b>TOTAL des charges</b>	<b>146 014 204</b>	<b>151 128 340</b>	<b>163 689 511</b>	<b>156 062 637</b>	<b>170 320 509</b>
<b>Résultat (BENEFICE)</b>	<b>1 737 318</b>	<b>1 084 106</b>	<b>0</b>	<b>3 990 703</b>	<b>0</b>
Total équilibre du compte de résultat prévisionnel	147 751 522	152 212 446	163 689 511	160 053 339	170 320 509

PRODUITS	Réalisé 2020	Réalisé 2021	BR2 2022	31/12/2022	Budget initial 2023
Subventions de l'Etat	120 650 863	125 038 591	125 976 830	128 464 253	128 928 520
Fiscalité affectée	2 134 858	2 068 516	1 702 386	1 664 439	1 750 000
Autres subventions	5 013 018	5 926 719	8 714 786	5 964 356	13 235 467
Autres produits	19 952 783	19 178 620	25 582 149	23 960 291	23 086 389
<b>TOTAL des produits</b>	<b>147 751 522</b>	<b>152 212 446</b>	<b>161 976 151</b>	<b>160 053 339</b>	<b>167 000 376</b>
<b>Résultat (PERTE)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 713 360</b>	<b>0</b>	<b>3 320 134</b>
Total équilibre du compte de résultat prévisionnel	147 751 522	152 212 446	163 689 511	160 053 339	170 320 509

**Etat de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés**

EMPLOIS	Réalisé 2020	Réalisé 2021	BR2 2022	31/12/2022	Budget initial 2023
Insuffisance d'autofinancement			0		
Investissements	9 803 957	8 202 838	15 439 786	9 608 655	24 938 724
Remboursement des dettes financières	0	0	0	0	0
<b>TOTAL des emplois</b>	<b>9 803 957</b>	<b>8 202 838</b>	<b>15 439 786</b>	<b>9 608 655</b>	<b>24 938 724</b>
<b>Apport au fonds de roulement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5 930 578</b>	<b>0</b>

RESSOURCES	Réalisé 2020	Réalisé 2021	BR2 2022	31/12/2022	Budget initial 2023
Capacité d'autofinancement	5 489 794	4 960 931	2 520 567	8 502 299	1 189 253
Financement de l'actif par l'Etat	403 116	2 083 237	4 669 123	6 671 089	3 381 247
Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	138 974	856 637	321 356	364 180	12 720 706
Autres ressources	4 120	27 112	0	1 665	0
Augmentation des dettes financières	0	0	0	0	0
<b>TOTAL des ressources</b>	<b>6 046 005</b>	<b>7 927 917</b>	<b>7 511 046</b>	<b>15 539 233</b>	<b>17 291 205</b>
<b>Prélèvement sur fonds de roulement</b>	<b>3 757 953</b>	<b>274 921</b>	<b>7 928 740</b>	<b>0</b>	<b>7 647 519</b>

**Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)**

	Réalisé 2020	Réalisé 2021	BR2 2022	31/12/2022	Budget initial 2023
Résultat de l'exercice	1 737 318	1 084 106	-1 713 360	3 990 703	-3 320 134
+ dotation aux amortissements, dépréciations et provisions	9 638 706	9 676 079	9 740 740	10 404 004	10 402 012
- reprises sur amortissements, dépréciations et prov	25 475	91 601		113 124	
+ valeur nette comptable des éléments d'actif cédés					
- produits de cession d'éléments d'actifs	4 120	24 502		1 665	
- quote part des subventions d'investissement virée au résultat	5 846 635	5 683 151	5 506 813	5 777 618	5 892 626
<b>= Capacité ou insuffisance d'autofinancement (CAF ou IAF)</b>	<b>5 499 794</b>	<b>4 960 931</b>	<b>2 520 567</b>	<b>8 502 299</b>	<b>1 189 253</b>

**Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie**

	Réalisé 2020	Réalisé 2021	BR2 2022	31/12/2022	Budget initial 2023
Variation du fonds de roulement (apport ou prélèvement)	-3 757 953	-274 921	-7 928 740	5 930 578	-7 647 519
Variation du besoin en fonds de roulement (fonds de roulement)	503 182	-1 216 779	214 507	2 873 322	6 276 967
Variation de la trésorerie (abandonnement ou prélèvement)	-4 261 135	941 858	-8 143 247	3 057 256	-13 924 486
Niveau du fonds de roulement	37 329 572	37 054 651	29 125 911	42 985 229	21 478 392
Niveau du besoin en fonds de roulement	-5 288 047	-6 504 826	-6 290 319	-3 631 504	-13 352
Niveau de la trésorerie	42 617 619	43 559 477,17	35 416 230	46 616 733	21 491 744

NB :

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de la trésorerie annuelle
<b>SOLDE INITIAL (début de mois)</b>	43 559 477	64 123 673	41 650 706	32 218 869	52 555 294	51 312 715	40 834 069	77 200 135	66 768 644	59 007 472	66 624 503	64 934 299	
<b>dont placements</b>													
<b>ENCAISSEMENTS</b>													
<b>Recettes budgétaires globalisées</b>	513 125	32 283 570	2 140 217	32 377 030	1 860 330	1 340 720	46 389 770	2 783 106	3 540 684	20 813 689	2 947 075	4 728 868	151 718 184
Subvention pour charges de service public	0	30 640 821	548 367	30 657 153	582 400	0	43 149 157	935 188	0	18 394 261	0	1 484 158	126 411 505
Autres financements de l'Etat	0	0	13 430	2 900	35 400	11 600	523 719	0	2 900	-2 900	0	34 067	621 116
Fiscalité affectée	0	0	0	0	0	0	1 221 077	0	0	0	0	0	1 221 077
Autres financements publics	93 546	727 633	575 925	537 181	760 317	295 535	832 924	829 406	479 916	577 649	1 624 684	716 284	8 051 020
Recettes propres	419 579	895 116	1 002 496	1 179 796	482 213	1 033 564	662 892	1 018 512	3 057 868	1 844 678	1 322 391	2 494 360	15 413 466
<b>Recettes budgétaires fléchées</b>	0	0	0	321 647	0	0	0	0	700 152	52 096	0	1 977 193	3 051 088
Financements de l'Etat fléchés	0	0	0	9 338	0	0	-12 170	0	700 152	0	0	1 977 193	2 726 609
Autres financements publics fléchés	0	0	0	312 309	0	0	12 170	0	0	0	0	0	324 479
Recettes propres fléchées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Opérations non budgétaires</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts : encasements en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts : encasements en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépôts et cautionnements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Opérations gérées en compte de tiers</b>	31 153 664	-30 980 357	907 372	-62 617	70 008	532 220	3 884 493	-1 038 402	-194 122	321 714	-553 017	579 583	4 640 539
TVA encaissée	8 926	14 354 037	3 810 667	1 347 644	15 117 511	11 376 26	7 488 26	8 023 20	7 247 26	21 698 22	13 948	8 877	122 214
Dispositifs d'intervention pour compte de tiers :	0	0,00	123 000,00	0,00	287 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	410 000
Autres encaissements d'opérations gérées en compte de tiers	31 144 738	-30 994 710,91	780 561,09	-63 964,99	-232 109,71	540 843,24	3 877 004,60	-1 046 425,51	-201 368,86	300 016	-566 965	570 707	4 108 324,87
<b>TOTAL</b>	31 666 789	1 303 213	3 047 589	32 636 060	1 930 337	1 892 939	50 274 263	1 744 704	4 046 714	21 187 499	2 394 058	7 285 645	159 409 811
<b>DECAISSEMENTS</b>													
<b>Enveloppes hors recettes fléchées</b>	10 967 062	13 278 446	11 955 835	11 824 720	12 308 953	12 099 233	13 262 313	12 138 221	11 428 206	12 849 762	2 110 470	25 124 811	149 348 032
Personnel	10 326 158	11 120 869	10 339 570	10 478 733	10 609 057	10 451 316	11 725 868	11 104 872,29	9 925 796	10 714 030	11 611	21 529 704	128 337 584
Fonctionnement	439 294	1 825 894	1 338 017	1 170 076	1 439 859	1 381 646	1 232 639	1 012 077	883 738	1 709 649	1 572 611	2 663 796	16 669 297
Intervention	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement	201 609	331 683	278 249	175 911	260 037	266 271	303 806	21 271	618 672	436 083	526 248	931 310	4 341 151
<b>Dépenses sur recettes fléchées</b>	105 100	134 270	184 322	402 679	1 114 890	227 589	574 970	2 438	240 781	421 265	1 891 480	91 745	5 391 528
Personnel	1 830	0	0	0	3 292	3 820	4 110	2 080,98	2 066	0	0	345	18 370
Fonctionnement	0	0	2 341	1 980	6 555	11 933	29 223	357	13 429	12 744	712	28 429	107 302
Intervention	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement	103 270	134 270	181 982	401 099	1 105 043	211 836	541 638	0	225 286	407 695	1 890 768	62 972	5 265 856
<b>Opérations non budgétaires</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts : remboursements en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts : décaissements en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépôts et cautionnements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Opérations gérées en compte de tiers</b>	30 431	10 363 464	339 269	72 237	-10 250 927	44 763	70 914	35 536	138 900	299 441	82 313	386 654	1 612 994
TVA décaissée	5 116	10 811	18 303	15 419	-31 699	11 383	2 919	8 646	9 101	18 654	28 933	18 019	115 604
Dispositifs d'intervention pour compte de tiers :	0	0	276 800	36 400	6 800	19 200	1 600	0	6 800	0	1 600	223 600	579 600
décaissements	0	6 800	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres décaissements d'opérations gérées en compte de tiers	25 316	10 345 854	44 166	20 418	-10 226 029	14 180	66 395	26 890	122 999	280 787	51 780	145 035	917 790
<b>TOTAL</b>	11 102 594	23 776 180	12 479 426	12 299 635	3 172 916	12 371 585	13 908 197	12 176 195	11 807 886	13 570 468	4 084 263	25 603 211	156 352 555
<b>SOLDE DU MOIS</b>	20 564 195	-22 472 967	-9 431 837	20 336 425	-1 242 579	-10 478 646	36 366 066	-10 431 491	-7 261 172	7 617 031	-1 690 204	-18 317 565	3 057 256
<b>SOLDE CUMULE</b>	64 123 673	41 650 706	32 218 869	52 555 294	51 312 715	40 834 069	77 200 135	66 768 644	59 007 472	66 624 503	64 934 299	46 616 733,31	3 057 256
													dont trésorerie fléchée
													dont trésorerie globale
													dont trésorerie sur op. non budgétaires
													2 370 152
													3 027 544

	Antérieures à 2022 non dénouées	réalisé 2022	2023	2024	2025
<b>Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice</b>		617 201	-1 723 239	-4 394 775	-12 311 034
<b>Recettes fléchées</b>	6 459 530	3 051 088	13 686 201	13 237 603	3 715 000
Financements de l'Etat fléchés	3 055 439	2 726 609	3 148 971	3 767 603	350 000
Autres financements publics fléchés	3 403 758	324 479	10 537 230	9 470 000	3 365 000
Recettes propres fléchées	333	0	0	0	0
<b>Dépenses sur recettes fléchées</b>	5 842 330	5 391 528	16 357 737	21 153 862	4 991 995
<b>Personnel (AE=CP)</b>	102 742	18 370	0		
AE	102 742	18 370	0	11 520	0
CP	102 742	18 370	0	11 520	0
<b>Fonctionnement et intervention</b>	1 418 220	107 302	445 526		
AE	1 426 354	109 909	437 730	5 097	0
CP	1 418 220	107 302	445 526	9 832	0
<b>Investissement</b>	4 321 368	5 265 856	15 912 211		
AE	11 418 457	1 411 270	33 465 424	5 035 298	295 282
CP	4 321 368	5 265 856	15 912 211	21 132 510	4 991 995
<b>Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées</b>	617 201	-2 340 440	-2 671 536	-7 916 258	-1 276 995
<b>Position de financement des opérations fléchées en fin d'exercice</b>	617 201	-1 723 239	-4 394 775	-12 311 034	-13 588 028



Exécution d'AE et de CP

Opération	Nature	Coût total de l'opération	Prévisions en 2022 et suivantes													
			AE ouvertes <2022	Conso AE < 2022	Total AE ouvertes 2022	Conso AE 2022	Total des AE consommées	CP ouverts < 2022	Conso CP < 2022	Total CP ouverts 2022	Conso CP 2022	Total des CP consommées	AE prévues >2024	CP prévues >2024		
Contrats de recherche	Personnel	11 443 223	5 215 629	5 215 601	1 967 789	7 183 390	1 967 789	1 967 789	1 967 789	7 183 390	1 967 789	2 207 639	1 426 318	633 171	633 424	
	Fonctionnement	6 771 773	2 656 747	2 656 267	867 741	866 166	3 522 433	867 741	866 312	3 522 433	867 741	1 748 444	1 048 816	452 060	513 897	
	Investissement	825 827	490 413	490 402	89 062	89 062	579 464	89 062	89 062	579 464	89 062	139 253	95 778	11 333	13 833	
<b>Total Contrats de recherche</b>		<b>19 045 824</b>	<b>8 362 789</b>	<b>8 362 271</b>	<b>2 924 591</b>	<b>2 923 016</b>	<b>11 285 287</b>	<b>2 924 591</b>	<b>2 924 591</b>	<b>11 285 287</b>	<b>2 924 591</b>	<b>4 095 336</b>	<b>2 568 618</b>	<b>1 096 584</b>	<b>1 161 155</b>	
Contrats d'enseignement	Personnel	1 270 094	317 547	317 545	209 627	209 627	527 172	317 547	317 545	527 172	317 547	474 774	192 525	84 623	84 623	
	Fonctionnement	6 656 987	2 977 676	2 977 675	1 355 617	1 355 138	4 332 813	1 355 617	1 355 138	4 332 813	1 355 617	1 694 234	632 670	26 240	51 161	
	Investissement	16 920	11 323	11 323	1 791	1 791	13 113	1 791	1 791	13 113	1 791	3 807	0	0	11 192	
<b>Total Contrats d'enseignement</b>		<b>7 997 972</b>	<b>3 306 545</b>	<b>3 306 543</b>	<b>1 857 035</b>	<b>1 856 566</b>	<b>4 873 099</b>	<b>1 857 035</b>	<b>1 857 035</b>	<b>4 873 099</b>	<b>1 857 035</b>	<b>2 172 815</b>	<b>825 195</b>	<b>110 863</b>	<b>147 725</b>	
Programmes pluriannuels d'inv	Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Fonctionnement	461 526	461 501	461 501	25	25	461 526	461 501	461 501	461 526	461 501	0	0	0	0	
	Investissement	60 732 814	18 411 643	18 411 643	1 777 833	1 777 833	20 189 476	1 777 833	1 777 833	20 189 476	1 777 833	33 194 204	7 053 852	23 185 893	4 992 025	
<b>Total Programmes pluriannuels d'inv</b>		<b>61 194 339</b>	<b>18 873 144</b>	<b>18 873 144</b>	<b>1 777 858</b>	<b>1 777 858</b>	<b>20 651 002</b>	<b>1 777 858</b>	<b>1 777 858</b>	<b>20 651 002</b>	<b>17 864 689</b>	<b>33 194 204</b>	<b>7 053 852</b>	<b>23 200 557</b>	<b>295 282</b>	<b>4 998 818</b>
hors PPI	Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Fonctionnement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Investissement	6 445 400	1 427 362	1 423 436	281 150	281 150	1 704 566	281 150	281 150	1 704 566	281 150	3 616 000	1 124 814	1 159 760	0	
<b>Total PPI hors PPI</b>		<b>6 445 400</b>	<b>1 427 362</b>	<b>1 423 436</b>	<b>281 150</b>	<b>281 150</b>	<b>1 704 566</b>	<b>281 150</b>	<b>281 150</b>	<b>1 704 566</b>	<b>1 669 640</b>	<b>3 616 000</b>	<b>1 124 814</b>	<b>1 159 760</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Plan de Relance 2021	Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Fonctionnement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Investissement	4 086 941	3 428 732	3 428 732	3 454	3 454	3 432 185	3 454	3 432 185	3 432 185	3 431 951	312 276	312 356	342 634	0	
<b>Total PFI hors PPI</b>		<b>4 086 941</b>	<b>3 428 732</b>	<b>3 428 732</b>	<b>3 454</b>	<b>3 454</b>	<b>3 432 185</b>	<b>3 454</b>	<b>3 432 185</b>	<b>3 431 951</b>	<b>3 127 887</b>	<b>312 276</b>	<b>312 356</b>	<b>342 480</b>	<b>342 634</b>	<b>0</b>
Ss total Personnel	Personnel	12 727 317	5 533 176	5 533 146	2 177 416	2 177 416	7 710 562	2 177 416	2 177 416	7 710 562	2 177 416	2 692 413	1 616 548	1 618 943	717 794	718 047
	Fonctionnement	13 919 266	6 095 923	6 095 444	2 223 328	2 223 328	8 316 772	2 223 328	2 223 328	8 316 772	2 223 328	3 442 678	1 681 486	1 771 857	478 319	571 871
	Investissement	72 107 902	23 769 471	23 765 535	2 153 289	2 153 289	25 918 824	2 153 289	2 153 289	25 918 824	2 153 289	37 265 540	8 616 924	24 787 419	306 615	5 017 779
<b>TOTAL</b>		<b>98 754 476</b>	<b>35 398 571</b>	<b>35 394 125</b>	<b>6 654 087</b>	<b>6 652 033</b>	<b>41 946 158</b>	<b>6 654 087</b>	<b>6 654 087</b>	<b>41 946 158</b>	<b>27 694 314</b>	<b>43 390 631</b>	<b>11 914 959</b>	<b>26 178 119</b>	<b>1 502 728</b>	<b>6 307 697</b>

Exécution des recettes

Opération	Nature	Financement opération	Encaissements		Prévisions en 2023 et suivantes	
			< 2022	2022	2023	> 2024
Contrats de recherche	Financement de l'Etat	391 977	282 858	44 772	1 450	0
	Autres financements publics	17 386 550	7 288 657	2 676 417	2 150 720	1 591 898
	Autres financements	1 874 121	702 850	517 753	211 028	14 200
<b>Total Contrats de recherche</b>		<b>19 652 649</b>	<b>8 274 365</b>	<b>4 257 066</b>	<b>3 157 922</b>	<b>1 606 098</b>
Contrats d'enseignement	Financement de l'Etat	169 242	4 319 778	0	84 621	84 621
	Autres financements publics	7 940 253	2 315	1 589 343	1 009 118	45 834
	Autres financements	-37 696	-47 943	7 932	0	0
<b>Total Contrats d'enseignement</b>		<b>8 071 799</b>	<b>4 322 093</b>	<b>1 541 400</b>	<b>984 112</b>	<b>130 455</b>
Programmes pluriannuels d'inv	Financement de l'Etat	8 970 757	1 708 254	3 068 971	3 067 133	350 000
	Autres financements publics	25 266 003	1 763 694	10 355 000	9 470 000	3 365 000
	Autres financements	5 752	5 752	0	0	0
<b>Total Programmes pluriannuels d'inv</b>		<b>34 242 512</b>	<b>3 477 700</b>	<b>13 423 971</b>	<b>12 537 133</b>	<b>3 715 000</b>
Hors PPI	Financement de l'Etat	3 100 000	0	0	0	0
	Autres financements publics	0	0	0	0	0
	Autres financements	0	0	0	0	0
<b>Total PFI hors PPI</b>		<b>3 100 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Plan de Relance 2021	Financement de l'Etat	4 077 866	1 347 185	80 000	700 470	0
	Autres financements publics	12 170	0	0	0	0
	Autres financements	0	0	0	0	0
<b>Total PFI hors PPI</b>		<b>4 090 036</b>	<b>1 347 185</b>	<b>80 000</b>	<b>700 470</b>	<b>0</b>
Ss total Financ de l'Etat	Financement de l'Etat	16 709 842	3 338 298	6 293 743	3 853 674	434 621
	Autres financements publics	50 604 976	13 372 129	14 010 039	12 629 838	5 002 132
	Autres financements	1 842 177	710 917	436 223	211 028	14 200
<b>TOTAL</b>		<b>69 156 995</b>	<b>17 421 343</b>	<b>20 740 006</b>	<b>16 694 540</b>	<b>5 451 553</b>

Tableau 9bis relatif au programme pluriannuel d'investissement (Dépenses)

A - Autorisations d'engagement (AE) et crédits de paiement (CP)

N° Opération	Nature	Réaliser 2022												Restes à réaliser				
		AE ouvertes annuelles à 2022	AE consommées antérieures à 2022	AE programm. ou reportées en 2022	AE BR1 2022	AE BR2 2022	AE votées au BI 2022	TOTAL des AE ouvertes en 2022	CP consommées antérieures à 2022	CP consommées annuelles à 2022	CP programm. ou reportées en 2022	CP BR1 2022	CP BR2 2022	CP votées au BI 2022	TOTAL des CP ouverts en 2022	CP consommés en 2022	Restes à engager fin 2022 (AE)	Restes à payer fin 2022 (CP)
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)	
<b>Direction de l'immobilier</b>																		
1	900070/PCS-Plan Campus	5 901 052	5 900 052	-2 312 223	4 71	2 587 476	274 782	5 786 731	2 341 965	-	2 786 599	359 361	2 312 223	2 312 223	2 341 965	2 312 223	2 341 965	
2	Dépenses d'invest. 900070/CC-Leaning Center LA ROCHE	8 284 751	8 284 751	-2 338 530	-539 246	-28 811 865	1 406 026	3 245 936	-1 301 694	-2 383 114	-4 449 750	3 204 693	38 137 441	41 379 918	4 692 818	20 789 875	4 991 935	
3	(PPI) 900070/DGN-Signaletique	1 121 370	1 113 533	-17 587	25 424	7 836	7 836	1 007 980	47 599	-41 591	172 568	83 619	0	29 771	29 771	0	29 771	
4	(PPI) 900070/BU-Viv. Provisoire	3 521 096	3 521 671	25	25	3 466 456	3 466 456	3 466 456	7 866	-3 441	14 664	19 089	19 089	14 664	14 664	14 664	6 823	
5	900070/PA-Aménagements paysagers FDA	52 137	52 137	1 189	47 863	85 000	89 189	17 446	25 719	-37 000	85 000	73 719	93 674	143 835	44 883	89 783	5 052	
<b>TOTAL PPI</b>		<b>18 873 144</b>	<b>18 873 144</b>	<b>-4 669 947</b>	<b>-466 429</b>	<b>-28 855 728</b>	<b>1 777 858</b>	<b>13 524 219</b>	<b>-3 667 434</b>	<b>-2 483 019</b>	<b>-4 486 750</b>	<b>3 740 479</b>	<b>40 543 338</b>	<b>48 929 641</b>	<b>33 194 204</b>	<b>15 730 266</b>	<b>29 528 282</b>	<b>4 998 818</b>

N° Opération	Nature	Réaliser 2022												Restes à réaliser				
		AE ouvertes annuelles à 2022	AE consommées antérieures à 2022	AE programm. ou reportées en 2022	AE BR1 2022	AE BR2 2022	AE votées au BI 2022	TOTAL des AE ouvertes en 2022	CP consommées antérieures à 2022	CP consommées annuelles à 2022	CP programm. ou reportées en 2022	CP BR1 2022	CP BR2 2022	CP votées au BI 2022	TOTAL des CP ouverts en 2022	CP consommés en 2022	Restes à engager fin 2022 (AE)	Restes à payer fin 2022 (CP)
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)	
<b>Direction de l'immobilier</b>																		
6	900070/RCU (Chauffage urbain)	2 640 089	2 636 976	3 113	3 113	791 093	3 113	791 093	3 113	-21 789 72	1 867 673	1 848 996	0	2 34	2 34	0	2 34	
7	900072-6TC	415 911	415 570	261	80	203 509	203 509	203 509	154	212 322	89 280	212 168	0	234	312 276	312 122	342 634	
8	Plan de relance 900070-LED	654 755	654 755	0	0	207 200	0	207 200	-248 000	0	248 000	0	654 756	654 756	0	0	0	
9	900070-PHC (pennasse photovoltaïques)	83 285	83 285	0	0	83 285	0	83 285	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
10	900072/200 (matériaux thermosattiques)	80 285	80 285	0	0	80 285	0	80 285	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
11	900072/CC (Circulateurs chauffage)	80 285	80 285	0	0	80 285	0	80 285	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
<b>TOTAL Plan de relance</b>		<b>4 086 941</b>	<b>4 086 941</b>	<b>-324 451</b>	<b>37 825</b>	<b>80</b>	<b>3 454</b>	<b>1 370 787</b>	<b>2 588</b>	<b>-144 748</b>	<b>2 202 883</b>	<b>2 061 164</b>	<b>654 756</b>	<b>654 990</b>	<b>312 276</b>	<b>342 480</b>	<b>342 634</b>	<b>0</b>

N° Opération	Nature	Réaliser 2022												Restes à réaliser					
		AE ouvertes annuelles à 2022	AE consommées antérieures à 2022	AE programm. ou reportées en 2022	AE BR1 2022	AE BR2 2022	AE votées au BI 2022	TOTAL des AE ouvertes en 2022	CP consommées antérieures à 2022	CP consommées annuelles à 2022	CP programm. ou reportées en 2022	CP BR1 2022	CP BR2 2022	CP votées au BI 2022	TOTAL des CP ouverts en 2022	CP consommés en 2022	Restes à engager fin 2022 (AE)	Restes à payer fin 2022 (CP)	
(1)		(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)		
12	vote BI hors PPI 900070/LUM- Eclairage général	711 374	385 747	3 763	19 977	105 650	121 864	385 497	26 690	-1 067	126 944	99 246	203 763	226 630	56 875	40 871	146 888		
13	vote BI hors PPI 900070/CO- Aménagements sols	480 171	330 171	1 198	115 559	34 441	148 802	330 171	9 103	-4 402	151 402	140 897	1 198	9 103	1 198	9 103	1 198		
14	vote BI hors PPI 900070/MO-RENOVATION ELECTRIQUE MOM	389 442	307 031	71 927	68 411	14 000	10 484	197 375	76 350	-29 933	215 000	115 717	71 927	76 350	71 927	76 350	71 927		
15	vote BI hors PPI 900070/DI-FDA sols	170 000	404 413	40 000	10 000	30 000	0	-	40 000	10 000	30 000	0	170 000	170 000	100 000	100 000	70 000		
16	vote BI hors PPI 900070/AD- Travaux accessibilité (ADA)	480 000	404 413	151 568	131 565	20 003	0	400 736	155 245	131 565	23 680	0	-	3 676	3 676	3 676	3 676		
17	vote BI hors PPI 900070/PE- Structures Pâtioff	200 000	480 000	-	20 000	480 000	0	-	-	-20 000	146 000	0	480 000	480 000	146 000	334 000	334 000		
18	vote BI hors PPI 900070/M-Éclairage (L'Immat'aires)	200 000	3 110 000	-	20 000	20 000	0	-	-	-20 000	20 000	0	200 000	200 000	30 000	30 000	170 000		
19	900070/SE- Structures (Pâtioff)	3 110 000	3 110 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 110 000	3 110 000	3 110 000	3 110 000	3 110 000		
20	900070/RE-NOVATION ELECTRIQUE IUL	100 000	100 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000		
<b>TOTAL</b>		<b>6 645 900</b>	<b>1 427 362</b>	<b>-268 456</b>	<b>-8 488</b>	<b>-146 000</b>	<b>281 150</b>	<b>1 313 780</b>	<b>-307 328</b>	<b>96 162</b>	<b>-146 000</b>	<b>355 860</b>	<b>4 726 888</b>	<b>4 775 760</b>	<b>3 616 000</b>	<b>3 616 000</b>	<b>1 120 888</b>	<b>1 159 760</b>	<b>0</b>

Tableau 9bis relatif au programme pluriannuel d'investissement (financement)

## B - Recettes (RE)

Opération	Nature	Montant de l'opération envisagée (18)	Montant notifiés < 2022 (19a)	Montant notifié 2022 (19b)	Reste à notifier (19c)	Financements extérieurs				Prévisions 2023 et suivantes					
						Montant des financements extérieurs (18)	Encasements des années antérieures à 2022 (20)	Encasements prévus (21a)	Encasements réalisés (21b)	Restes à encasiser 22=(18)-(20)-(21a)	Encasements prévus en 2023 (23)	Encasements prévus en 2024 (24)	Encasements prévus en 2025 (25)	Encasements prévus en 2026 (25)	
900070PCS - Plan Campus	Financement de l'Etat	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Autres financements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Autofinancement par l'établissement	8 488 057	5 786 731	359 361	2 341 965	8 488 057	5 786 731	359 361	359 361	2 341 965	0	2 341 965	0	0	0
	<b>Total Opération 1</b>	<b>8 488 057</b>	<b>5 786 731</b>	<b>359 361</b>	<b>2 341 965</b>	<b>8 488 057</b>	<b>5 786 731</b>	<b>359 361</b>	<b>359 361</b>	<b>2 341 965</b>	<b>0</b>	<b>2 341 965</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
900070LC- Learning Center-Bron (1)	Financement de l'Etat	8 970 757	1 708 254	776 399	6 486 104	8 970 757	1 708 254	776 399	776 399	6 486 104	3 068 971	3 067 133	350 000	0	0
	Financement REGION	23 439 409	839 409	0	22 600 000	23 439 409	839 409	0	0	22 600 000	10 355 000	9 470 000	2 775 000	0	0
	Métropole	1 514 285	924 285	0	590 000	1 514 285	924 285	0	0	590 000	0	0	590 000	0	0
	Autres financements	312 309	312 309	0	0	312 309	312 309	0	312 309	0	0	0	0	0	0
	Autofinancement par l'établissement	13 591 457	-226 342	2 115 985	11 701 814	13 591 457	-226 342	2 115 985	2 115 985	11 701 814	2 172 077	8 252 742	1 276 995	0	0
	<b>Total Opération 2</b>	<b>47 828 217</b>	<b>3 245 606</b>	<b>3 204 693</b>	<b>41 377 918</b>	<b>47 828 217</b>	<b>3 245 606</b>	<b>3 204 693</b>	<b>3 204 693</b>	<b>41 377 918</b>	<b>15 596 048</b>	<b>20 789 875</b>	<b>4 991 995</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
900070SG- Signalétique	Financements des CT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Autres financements	5 752	5 752	0	0	5 752	5 752	0	0	0	0	0	0	0	0
	Autofinancement par l'établissement	1 115 617	1 002 228	83 619	29 771	1 115 617	1 002 228	83 619	83 619	29 771	29 771	0	0	0	0
	<b>Total Opération 3</b>	<b>1 121 370</b>	<b>1 007 980</b>	<b>83 619</b>	<b>29 771</b>	<b>1 121 370</b>	<b>1 007 980</b>	<b>83 619</b>	<b>83 619</b>	<b>29 771</b>	<b>29 771</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
900070BU-Bib Univ Provisoire	Financement de l'Etat	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Autres financements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Autofinancement par l'établissement	3 521 696	3 466 456	19 089	36 151	3 521 696	3 466 456	19 089	19 089	36 151	14 664	14 664	6 823	0	0
	<b>Total Opération 4</b>	<b>3 521 696</b>	<b>3 466 456</b>	<b>19 089</b>	<b>36 151</b>	<b>3 521 696</b>	<b>3 466 456</b>	<b>19 089</b>	<b>19 089</b>	<b>36 151</b>	<b>14 664</b>	<b>14 664</b>	<b>6 823</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
900070PA- aménagements paysagers PDA	Financements des CT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Autres financements	235 000	17 446	73 719	143 835	235 000	17 446	73 719	73 719	143 835	89 783	54 052	0	0	0
	Autofinancement par l'établissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	<b>Total Opération 5</b>	<b>235 000</b>	<b>17 446</b>	<b>73 719</b>	<b>143 835</b>	<b>235 000</b>	<b>17 446</b>	<b>73 719</b>	<b>73 719</b>	<b>143 835</b>	<b>89 783</b>	<b>54 052</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Total PPI	<b>Ss total financement de l'Etat</b>	<b>8 970 757</b>	<b>1 708 254</b>	<b>776 399</b>	<b>6 486 104</b>	<b>8 970 757</b>	<b>1 708 254</b>	<b>776 399</b>	<b>776 399</b>	<b>6 486 104</b>	<b>3 068 971</b>	<b>3 067 133</b>	<b>350 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	<b>Ss total financements CT</b>	<b>24 953 694</b>	<b>1 763 694</b>	<b>0</b>	<b>23 190 000</b>	<b>24 953 694</b>	<b>1 763 694</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>23 190 000</b>	<b>10 355 000</b>	<b>9 470 000</b>	<b>3 365 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	<b>Ss total autres financements</b>	<b>318 061</b>	<b>5 752</b>	<b>312 309</b>	<b>0</b>	<b>318 061</b>	<b>5 752</b>	<b>312 309</b>	<b>312 309</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	<b>Ss total autofinanc.par l'établissement</b>	<b>26 951 828</b>	<b>10 046 519</b>	<b>2 651 772</b>	<b>14 253 536</b>	<b>26 951 828</b>	<b>10 046 519</b>	<b>2 651 772</b>	<b>2 651 772</b>	<b>14 253 536</b>	<b>2 306 295</b>	<b>10 663 424</b>	<b>1 283 818</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>61 194 339</b>	<b>13 524 219</b>	<b>3 740 479</b>	<b>43 929 641</b>	<b>61 194 339</b>	<b>13 524 219</b>	<b>3 740 479</b>	<b>3 740 479</b>	<b>43 929 641</b>	<b>15 730 266</b>	<b>28 200 557</b>	<b>4 998 818</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Plan de Relance	Nature	Montant de l'opération envisagée (18)	Montant notifié < 2022 (19a)	Montant notifié 2022 (19b)	Reste à notifier (19c)	Financements extérieurs			Prévisions 2023 et suivantes				
						Encasements des années antérieures à 2022 (20)	Encasements prévus (21a)	Encasements réalisés (21b)	Restes à encasiser (22=(18)-(20)-(21a))	Encasements prévus en 2023 (23)	Encasements prévus en 2024 (24)	Encasements prévus en 2025 (25)	Encasements prévus en 2026 (26)
900070-RCU (chauffage urbain)	Financement de l'Etat	2 640 089	791 093	1 743 606	105 390	791 093	1 743 606	1 743 606	105 390		105 390		
	Financements des CT	0	0	0	0	0	0	0	0				
	Autres financements	0	0	0	0	0	0	0	0				
	Autofinancement par l'établissement	0	0	0	0	0	0	0	0				
<b>Total Opération 6</b>		<b>2 640 089</b>	<b>791 093</b>	<b>1 743 606</b>	<b>105 390</b>	<b>791 093</b>	<b>1 743 606</b>	<b>1 743 606</b>	<b>105 390</b>		<b>105 390</b>		<b>0</b>
900072-GTC	Financement de l'Etat CPER	403 741	191 339	195 491	16 911	191 339	195 491	195 491	16 911		16 911		
	Financement REGION	12 170	0	12 170	0	0	12 170	12 170	0				
	Métropole	0	0	0	0	0	0	0	0				
	CROUS	0	0	0	0	0	0	0	0				
<b>Total Opération 7</b>		<b>415 911</b>	<b>191 339</b>	<b>207 661</b>	<b>16 911</b>	<b>191 339</b>	<b>207 661</b>	<b>207 661</b>	<b>16 911</b>		<b>16 911</b>		<b>0</b>
900072-LED	Financement de l'Etat	209 280	198 166	11 114	0	198 166	11 114	11 114	0				
	Financements des CT	0	0	0	0	0	0	0	0				
	Autres financements	0	0	0	0	0	0	0	0				
	Autofinancement par l'établissement	0	0	0	0	0	0	0	0				
<b>Total Opération 8</b>		<b>209 280</b>	<b>198 166</b>	<b>11 114</b>	<b>0</b>	<b>198 166</b>	<b>11 114</b>	<b>11 114</b>	<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>
900070-PHO (panneaux photovoltaïques)	Financement de l'Etat	654 756	0	0	654 756	0	0	0	654 756		0		
	Financements des CT	0	0	0	0	0	0	0	0				
	Autres financements	0	0	0	0	0	0	0	0				
	Autofinancement par l'établissement	0	0	0	0	0	0	0	0				
<b>Total Opération 9</b>		<b>654 756</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>654 756</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>654 756</b>		<b>0</b>		<b>0</b>
900072-Rob (robinets thermostatiques)	Financement de l'Etat	88 000	84 587	0	3 413	84 587	0	0	3 413		3 413		
	Financements des CT	0	0	0	0	0	0	0	0				
	Autres financements	0	0	0	0	0	0	0	0				
	Autofinancement par l'établissement	0	0	0	0	0	0	0	0				
<b>Total Opération 10</b>		<b>88 000</b>	<b>84 587</b>	<b>0</b>	<b>3 413</b>	<b>84 587</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 413</b>		<b>3 413</b>		<b>0</b>
900072-CIC (Circulateurs Chauffage)	Financement de l'Etat	82 000	82 000	0	0	82 000	0	0	0		0		
	Financements des CT	0	0	0	0	0	0	0	0				
	Autres financements	0	0	0	0	0	0	0	0				
	Autofinancement par l'établissement	0	0	0	0	0	0	0	0				
<b>Total Opération 11</b>		<b>82 000</b>	<b>82 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>82 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>
<b>Total Plan de relance</b>	<b>\$s total financement de l'Etat</b>	<b>4 077 866</b>	<b>1 347 185</b>	<b>1 950 211</b>	<b>780 470</b>	<b>1 347 185</b>	<b>1 950 211</b>	<b>1 950 211</b>	<b>780 470</b>		<b>780 470</b>		<b>0</b>
	<b>\$s total financements CT</b>	<b>12 170</b>	<b>0</b>	<b>12 170</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>12 170</b>	<b>12 170</b>	<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>
	<b>\$s total autres financements</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>
	<b>\$s total autofinanc.par l'établissement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>
<b>TOTAL</b>		<b>4 090 036</b>	<b>1 347 185</b>	<b>1 962 381</b>	<b>780 470</b>	<b>1 347 185</b>	<b>1 962 381</b>	<b>1 962 381</b>	<b>780 470</b>		<b>780 470</b>		<b>0</b>

Opération hors PPI	Nature	Montant de l'opération envisagée (148)	Montant notifié < 2022 (159)	Montant notifié 2022 (159)	Reste à notifier (159)	Financements extérieurs				Prévisions 2023 et suivantes				
						Montant des financements extérieurs (148)	Encasements des années antérieures à 2022 (150)	Encasements prévus (21a)	Encasements réalisés (21b)	Restes à encasiser (21a)-(20)-(21b)	Encasements prévus en 2023 (23)	Encasements prévus en 2024 (24)	Encasements prévus en 2025 (25)	Encasements prévus en 2026 (25)
900070LUM- Eclairage général	Financement de l'Etat Financements des CT Autres financements Autofinancement par l'établissement	0 0 0 711 374	0 0 385 497 99 246	0 0 385 497 99 246	0 0 226 630 226 630	0 0 0 711 374	0 0 385 497 385 497	0 0 99 246 99 246	0 0 99 246 99 246	0 0 226 630 226 630	0 0 40 871 40 871	0 0 185 760 185 760	0 0 0 0	0 0 0 0
900070SOL- Aménagements sols	Financement de l'Etat Financements des CT Autres financements Autofinancement par l'établissement	0 0 0 480 171	0 0 330 171 140 897	0 0 330 171 140 897	0 0 9 103 9 103	0 0 480 171 480 171	0 0 330 171 330 171	0 0 140 897 140 897	0 0 140 897 140 897	0 0 9 103 9 103	0 0 9 103 9 103	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0
900070MO- RENOVATION ELECTRIQUE MOM	Financement de l'Etat Financements des CT Autres financements Autofinancement par l'établissement	0 0 0 389 442	0 0 197 375 115 717	0 0 197 375 115 717	0 0 76 350 76 350	0 0 389 442 389 442	0 0 197 375 197 375	0 0 115 717 115 717	0 0 115 717 115 717	0 0 76 350 76 350	0 0 76 350 76 350	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0
900070DT-DTA sols	Financement de l'Etat Financements des CT Autres financements Autofinancement par l'établissement	0 0 0 170 000	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 170 000	0 0 0 170 000	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 170 000	0 0 0 70 000	0 0 0 70 000	0 0 0 0	0 0 0 0
900070AD- Travaux accessibilité (ADAP)	Financement de l'Etat Financements des CT Autres financements Autofinancement par l'établissement	0 0 0 404 413	0 0 400 736 3 676	0 0 400 736 3 676	0 0 3 676 3 676	0 0 404 413 404 413	0 0 400 736 400 736	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 3 676 3 676	0 0 3 676 3 676	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0
900070PE-Structures Pétroff	Financement de l'Etat Financements des CT Autres financements Autofinancement par l'établissement	0 0 0 480 000	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 480 000	0 0 0 480 000	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 480 000	0 0 0 334 000	0 0 0 334 000	0 0 0 0	0 0 0 0
900070BM-Bâtiment L (modulaires)	Financement de l'Etat Financements des CT Autres financements Autofinancement par l'établissement	0 0 0 200 000	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 200 000	0 0 0 200 000	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 200 000	0 0 0 170 000	0 0 0 170 000	0 0 0 0	0 0 0 0
900070AB- Aménagement BUP (départ SSU)	Financement de l'Etat Financements des CT Autres financements Autofinancement par l'établissement	0 0 0 400 000	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 400 000	0 0 0 400 000	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 400 000	0 0 0 400 000	0 0 0 400 000	0 0 0 0	0 0 0 0
900070IU- RENOVATION ELECTRIQUE IUL	Financement de l'Etat Financements des CT Autres financements Autofinancement par l'établissement	0 0 0 100 000	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 100 000	0 0 0 100 000	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 100 000	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0	0 0 0 0
Total Hors PPI		3 345 400	1 313 780	355 860	1 675 760	3 345 400	1 313 780	355 860	355 860	1 675 760	516 000	1 159 760	0	0
TOTAL		6 445 400	1 313 780	355 860	4 775 760	6 445 400	1 313 780	355 860	355 860	4 775 760	3 616 000	1 159 760	0	0

		Réalisé 2021	BR2 2022	Réalisé 2022	Budget Initial 2023	
Stocks initiaux	<b>1 Niveau initial de restes à payer</b>	1 361 095	8 076 718	8 076 718	5 295 357	
	<b>2 Niveau initial du fonds de roulement</b>	37 329 572	37 054 651,1	37 054 651	29 125 911	
	<b>3 Niveau initial du besoin en fonds de roulement</b>	-5 288 047	-6 504 826,0	-6 504 826	-6 290 319	
	<b>4 Niveau initial de la trésorerie</b>	42 617 619	43 559 477	43 559 477	35 416 230	
	4.a dont niveau initial de la trésorerie fléchée	117 852	571 897	571 897	-1 288 372	
4.b dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	42 499 767	42 113 628	42 113 628	35 830 649		
Flux de l'année	<b>5 Autorisations d'engagement</b>	155 620 966	166 536 089	151 595 661	202 189 970	
	<b>6 Résultat patrimonial</b>	1 084 106	-1 713 360	3 990 703	-3 177 221	
	<b>7 Capacité d'autofinancement (CAF)</b>	4 960 931	2 520 567	8 502 299	1 332 165	
	<b>8 Variation du fonds de roulement</b>	-274 921	-7 928 658	5 930 578	-7 504 606	
	<b>9 Opérations bilanciellées non budgétaires</b>	SENS	0	0	0	0
	Nouvel emprunt / remboursement de prêt	+ / -	0	0	0	0,00
	Report à nouveau	+				
	Remboursement d'emprunt / prêt accordé	+	0	0	0	0,00
	Cautionnements et dépôts	-	0	0	0	0
	<b>10 Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires</b>	SENS	-248 262	-106 251	643 489	-106 251
	Variation des stocks	+ / -	0	0	0	0,00
	Production immobilisée	+	0	0	0	0,00
	Annul. recettes ex. ant / Charges sur créances irrécouvrables	-	-310 583	-207 937	-322 945	-207 937
	Produits divers de gestion courante	+	62 321	101 686	966 434	101 686
	<b>11 Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires</b>	SENS	-94 565	362 360	5 257 377	6 526 131
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	-2 183 241	-1 960 750	-7 216 126	-2 260 750
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	2 533 333	3 873 548	12 601 077	7 237 629
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	-164 822	-246 962	128 349	-216 962
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	-279 834	-1 303 477	-255 924	1 766 213
	<b>12 Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11</b>		67 906	-8 184 767	29 711,78	-13 924 486,00
	12.a Recettes budgétaires		148 973 249	161 142 086	154 769 272	170 867 196
12.b Crédits de paiement ouverts		148 905 343	169 326 853	154 739 561	184 791 682	
<b>13 Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations au nom et pour le compte de tiers</b>		-149 970	-41 600	162 990	0	
<b>14 Décalages de flux de trésorerie liés aux autres encaissements / décaissements sur comptes de tiers</b>		-723 982	0	-3 190 534	0	
<b>15 Variation de la trésorerie = 12 - 13 - 14</b>		941 858	-8 143 167	3 057 256	-13 924 486	
15.a dont variation de la trésorerie fléchée		454 045	-1 860 189	-2 340 440	-2 672 897	
15.b dont variation de la trésorerie non fléchée		-386 139	-6 282 979	5 397 696	-11 251 589	
<b>16 Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13 + 14</b>		-1 216 779	214 509	2 873 321,94	6 419 880	
<b>17 Restes à payer</b>		6 715 623	-2 790 765	-3 143 899	17 398 288	
<b>18 Niveau final de restes à payer</b>		8 076 718	5 285 953	4 932 818	22 693 645	
Stocks finaux	<b>19 Niveau final du fonds de roulement</b>	37 054 651	29 125 993	42 985 229	21 621 305	
	<b>20 Niveau final du besoin en fonds de roulement</b>	-6 504 826	-6 290 317	-3 631 504	129 561	
	<b>21 Niveau final de la trésorerie</b>	43 559 477	35 416 310	46 616 733	21 491 744	
	21.a dont niveau final de la trésorerie fléchée	571 897	-1 288 292	-1 768 543	-3 961 268	
	21.b dont niveau final de la trésorerie non fléchée	42 113 628	35 830 649	47 511 324	24 579 060	



Tableau 2 : Document prévisionnel de gestion des emplois et crédits de personnel (DPG) - Suivi des dépenses de personnel des EPSCP et EPA RCE

Phase 4

Dépenses de personnel	Exercice 2021			Cumul au 30 avril 2022		Cumul au 30 septembre 2022		Cumul au 31 décembre 2022			écart BI 2022 / BI 2021	écart BI 2022 / exécution 2021	écart réprévision 2022 / exécution 2021	écart exécution 2022 / exécution 2021
	Budget initial	Dernière prévision d'exécution (5) (Dépenses décaissées 2021)	Exécution (5) (Dépenses décaissées 2021)	Exécution (décaissements)	Exécution (décaissements)	Budget initial	Nouvelle prévision d'exécution (décaissements prévus sur 2022)	Exécution annuelle	écart BI 2022 / exécution 2021					
Emplois sous plafond 1	Titulaires	96 167 210	65 589 025	21 885 167	50 935 765	100 604 060	101 527 224	67 968 097	4 436 850	3 662 585	4 585 749	2 379 072	666 180	
	Personnels BIATSS et autres personnels titulaires (2)	1 664 810	31 352 450	10 505 289	23 631 434	1 796 861	1 796 861	32 018 630	27 789	40 328	0	27 789	3 045 252	
	dont cours complémentaires (notamment ceux financés sur ressources sous total titulaires)	96 167 210	96 941 475	32 390 456	74 567 199	100 604 060	101 527 224	99 986 727	99 986 727	4 436 850	3 662 585	4 585 749	2 379 072	
	Enseignants et enseignants chercheurs		8 854 188	3 170 985	6 839 191			8 329 660						475 472
	dont ATER et doctorants contractuels		6 854 550	2 495 972	5 250 090			7 182 753						328 223
	Personnels BIATSS et autres personnels non titulaires	11 588 649	2 427 437	821 851	1 950 985	11 771 726	11 878 172	2 744 491	2 744 491	183 077	460 101	566 547	287 054	
	dont CDI		2 391 793	791 574	1 887 498			2 651 476						259 683
	sous total non titulaires	11 588 649	11 209 153	3 992 836	8 790 176	11 771 726	11 878 172	12 074 151	183 077	460 101	566 547	762 526	3 807 778	
	Total titulaires et non titulaires (plafonds 1)	107 755 859	108 419 240	108 253 100	36 383 292	83 357 375	112 375 786	113 405 396	112 060 878	4 436 850	4 122 686	5 152 296	3 807 778	
	Enseignants et enseignants chercheurs		2 544 138	855 464	1 828 258			2 468 720						-75 418
dont CDI (uniquement EPSCP)	8 942 754	9 400 929	127 884	45 626	97 028	10 391 387	10 355 750	128 858	1 448 633	998 079	962 442	974	776 352	
Personnels BIATSS et autres personnels non titulaires		0	6 849 170	2 417 366	5 613 813		7 625 522						0	
dont CDI (uniquement EPSCP)														
Total non titulaires (plafond 2)	8 942 754	9 400 929	9 393 308	3 272 830	7 442 071	10 391 387	10 355 750	10 094 242	1 448 633	998 079	962 442	700 934	2 379 072	
Enseignants et enseignants chercheurs	96 167 210	97 210 087	65 589 025	21 885 167	50 935 765	100 604 060	101 527 224	67 968 097	4 436 850	3 662 585	4 585 749	2 379 072	666 180	
Personnels BIATSS et autres personnels titulaires			31 352 450	10 505 289	23 631 434			32 018 630					400 054	
Enseignants et enseignants chercheurs	20 531 403	20 610 082	11 398 326	4 026 449	8 667 449	22 163 113	22 233 922	11 798 380	1 631 710	1 458 180	1 528 989	1 063 406	1 063 406	
Personnels BIATSS et autres personnels non titulaires	20 531 403	20 610 082	9 306 607	3 239 217	7 964 798	22 163 113	22 233 922	10 370 013	1 631 710	1 458 180	1 528 989	1 063 406	1 063 406	
sous total non titulaires	116 698 613	117 820 169	117 646 408	39 656 122	90 799 446	122 767 173	123 761 146	122 155 120	6 068 560	5 120 765	6 114 738	4 508 712	4 508 712	
Total général (plafonds 1 et 2)	6 114 738	6 467 114	6 516 985	2 579 864	5 213 531	6 821 783	6 678 161	6 080 786	705 986	304 798	161 176	-436 199	-436 199	
Autres dépenses non ventilables par catégories d'emplois (3)	122 814 410	124 287 883	124 163 393	42 235 986	96 012 977	129 588 956	130 439 307	128 235 906	6 774 546	5 425 563	6 275 914	4 072 513	4 072 513	
Total des dépenses de personnel suivies dans OREMS (données paie OREMS en exécution)	153 883	141 098	131 653			141 899	131 653	120 048	-11 984	10 746	0	-11 605	-11 605	
Autres dépenses non suivies dans OREMS (4)	122 968 293	124 428 981	124 295 046			129 730 855	130 570 960	128 355 954	6 762 562	5 435 809	6 275 914	4 060 908	4 060 908	
Total des dépenses de personnel y compris celles non comptabilisées dans OREMS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
dont fonctionnaires stagiaires ENS	2 000 000	2 117 000	2 062 178	733 720	1 556 638	2 200 000	2 200 000	2 103 508	200 000	137 822	137 822	41 330	41 330	
dont dépenses de personnels sur contrats de recherche (6) (saïse de l'exécution fin septembre 2022 obligatoire)														



Synthèse des moyens des unités mixtes de recherche par tutelle - Année 2023 (dotations)

	Univ Lyon2	CNRS	ENS	EHESS	ENTPE	INSA	AMU	IEP Lyon	Univ Lyon3	Univ Lyon 1	Univ St Etienne	Univ Grenoble Alpes	UAPV	ECL	Ecole des Mines	Univ. Clermont-Fd Basse Puy	Autres (Bord 3, Paris 4,...)	ENSAL	ENSIB	TOTAL
UMR 6138 ARAR	Fonctionnement 11 040 Personnel 12 100 Investissement	30 000															15 616			56 656
UMR 6133 Achlorient	Fonctionnement 23 140 Personnel 33 575 Investissement	30 000 94 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	15 616	0	0	56 656
UMR 6137 CERCRID	Fonctionnement 10 961 Personnel 4 500 Investissement	9 000	0	0	0	0	0	0	0	53 496										73 957
UMR 6648 CHAM	Fonctionnement 31 253 Personnel 2 000 Investissement	27 285	16 150	9 750					15 000				13 599							113 037
UMR 6283 CMW	Fonctionnement 42 700 Personnel 2 000 Investissement	27 285	16 150	9 750					15 000		17 804		13 599							113 037
UMR 6596 DDL	Fonctionnement 22 419 Personnel 5 048 Investissement	54 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	73 067
UMR 6060 EVS	Fonctionnement 42 400 Personnel 8 924 Investissement	63 000	54 000	26 000					51 700		36 969				6 000			36 600		76 419
UMR 6824 GATE	Fonctionnement 29 877 Personnel 15 000 Investissement	62 615	18 500						0	0	40 183									150 875
UMR 6198 HISOMA	Fonctionnement 49 141 Personnel 2 450 Investissement	57 780	16 150						30 940		11 477									165 488
UMR 6062 IAO	Fonctionnement 14 146 Personnel 31 000 Investissement	30 600	0	0	0	0	0	6 000	0	0	0									81 746
UMR 6191 ICAR	Fonctionnement 26 731 Personnel 15 000 Investissement	20 000	52 000						0	0	0									98 731
UMR 6317 IHRIM	Fonctionnement 24 224 Personnel 3 000 Investissement	87 000	67 150						18 900		32 766					21 815				251 755
USR 416 IRAA	Fonctionnement 3 000 Personnel Investissement	19 795	0	0	0	0	21 000	0	0	0	0						2 000			45 795
USR 2005 MSH LSE	Fonctionnement 9 140 Personnel 860 Investissement	62 000	16 000						16 000	11 000	21 000						2 000			135 140
UMR 6593 LAET	Fonctionnement 27 168 Personnel 1 000 Investissement	21 000	22 400	26 887					19 990	0	0	45 718								75 055
UMR 6190 LARHRA	Fonctionnement 55 903 Personnel 1 650 Investissement	33 000	22 400						19 890	0	0									176 911
UMR 6205 LIMS	Fonctionnement 16 408 Personnel 6 600 Investissement	176 500	0	0	0	24 500	0	0	19 890	162 000	0	45 718	19 700							390 108
USR 439 IMOM	Fonctionnement 109 000 Personnel 101 650 Investissement	176 500	0	0	0	24 500	0	0	0	162 000	0	0	19 700							399 108
UMR 6206 TRIANGLE	Fonctionnement 74 927 Personnel 9 000 Investissement	58 000	68 000						31 000	0	14 166									210 650
Total Moyens	778 089	1 034 325	375 400	9 750	52 887	29 500	21 000	37 000	152 330	173 000	227 861	45 718	13 599	19 700	6 000	0	17 616	36 600	0	2 916 214

N.B. : les données n'étant pas disponibles par anticipation, c'est l'année 2022 qui est renseignée ici. Les dotations 2023 seront présentées lors du prochain acte budgétaire.

## Synthèse des personnels des unités mixtes de recherche par tutelle - Année 2023

	Univ Lyon2	CNRS	ENS	EHESS	ENTPE	INSA	AMU	IEP Lyon	Univ Lyon3	Univ Lyon1	Univ St Etienne	Univ Grenoble Alpes	UAPV	ECL	Ecole des Mines	Univ. Clermont-Ferrand Blaise Pascal	Autres (Bord3, Paris 4,...)	ENSA	ENSSIB	Total
UMR 5138 APAR	5	4															32			41
	Nb EC + C																			
	Nb ITA	10								1							8			20
UMR 5133 Archéorient	7	15														1				23
	Nb EC + C																			
	Nb ITA	8																		9
UMR 5137 CERCRID	10	1									38						5			54
	Nb EC + C																			
	Nb ITA	1																		1
UMR 5648 CHAM	20	8	4	1					9				5				8			55
	Nb EC + C																			
	Nb ITA	5	1	2					1											11
UMR 5283 CMW	36	5	4								12						6			63
	Nb EC + C																			
	Nb ITA	6	3								1						1			12
UMR 5696 DDL	11	10															6			27
	Nb EC + C																			
	Nb ITA	6																		6
UMR 5600 EVS	30	8	8	9	3				24		17				19		11	12		141
	Nb EC + C																			
	Nb ITA	7	5	2	1				5		4				6		2	2		35
UMR 5824 GATE	19	7	5								21						5			57
	Nb EC + C																			
	Nb ITA	7	1								3						2			14
UMR 5189 HISOMA	21	15	6						17		7						6			72
	Nb EC + C																			
	Nb ITA	3	7	1					1		1									13
UMR 5062 IAO	4	6	2						3								4			19
	Nb EC + C																			
	Nb ITA	5																		5
UMR 5191 ICAR	19	5	6														11			41
	Nb EC + C																			
	Nb ITA	1	7	1																9
UMR 5317 IHRIM	33	18	30						17		21					18	12			149
	Nb EC + C																			
	Nb ITA	12	5								1									18
USR 3155 IRAA	2	4						2									11			19
	Nb EC + C																			
	Nb ITA	13															2			15
USR 3365 MSH-LSE									1											1
	Nb EC + C																			
	Nb ITA	1	13																	14
UMR 5693 LAET	10	2			6															21
	Nb EC + C																			
	Nb ITA	2	3		5															10
UMR 5190 LARHRA	28	7	9						16				25				43			128
	Nb EC + C																			
	Nb ITA	3	5	3					1											12
UMR 5205 LIRIS	11	10				51				63				9			6			150
	Nb EC + C																			
	Nb ITA	1	11			3				4				2						21
USR 3459 MOM																				1
	Nb EC + C																			
	Nb ITA	9	21																	30
UMR 5206 TRIANGLE	49	13	13					21			9									118
	Nb EC + C																			
	Nb ITA	1	6	2				1			4									14
<b>Total ETP</b>	<b>343</b>	<b>292</b>	<b>109</b>	<b>3</b>	<b>22</b>	<b>58</b>	<b>2</b>	<b>26</b>	<b>91</b>	<b>68</b>	<b>139</b>	<b>25</b>	<b>5</b>	<b>11</b>	<b>25</b>	<b>19</b>	<b>197</b>	<b>14</b>	<b>0</b>	<b>1449</b>

N.B. : les données n'étant pas disponibles par anticipation, c'est l'année 2022 qui est renseignée ici. Les dotations 2023 seront présentées lors du prochain acte budgétaire.

